

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LE RÔLE POLITIQUE DE L'HABITER.
ÉTUDE DE CAS DES SANS-TOIT DE SÃO PAULO

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
BENOIT DÉCARY-SECOURS

JUIN 2010

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

*À mon regretté ami,
Sammono Meas*

REMERCIEMENTS

Ce mémoire s'inscrit comme finition d'un parcours de maîtrise difficile, mais combien formateur. Enrichi de réflexions, d'échanges et de rencontres stimulantes, ce parcours n'aurait en aucun cas su faire l'économie de l'aide et du soutien que j'ai reçu de certaines personnes.

Depuis le début m'accompagne mon directeur M. André Corten. En m'invitant sans cesse à travailler de manière à forger mes propres réflexions, son rôle se situe bien au-delà d'une simple transmission de connaissances. C'est sa façon de partager une méthode de travail tant intellectuelle que pratique qui m'aura permis de polir mes intuitions, faire progresser mes réflexions et répondre à des interrogations qu'il m'a encouragé à faire miennes. Je le remercie pour son attention, sa disponibilité et sa patience.

Je remercie également ma co-directrice Mme Charmain Levy qui à plusieurs reprises a su me donner les coups de main dont j'avais besoin tant au niveau de la recherche que du travail de terrain mené à São Paulo. Sa familiarité avec mon sujet d'étude – les sans-toit – aura été indispensable dans la réalisation de ce mémoire.

Tout au long de mon séjour au Brésil plusieurs personnes ont montré un intérêt particulier pour mes recherches – leur aide m'est inestimable. Je remercie Aldo et Luiza du *Centro de Documentação e Pesquisa Vergueiro (CPV)* qui m'ont fourni sur le terrain les contacts nécessaires à la progression de mes recherches, Yara et Valdo pour leur temps ainsi qu'Ana Guerra pour la précieuse aide à la transcription des entrevues.

Merci à Charles Deslandes, Karina Patrício, Sávio Vilela et Patrícia Nascimento pour les nombreuses discussions qui auront su inspirées mes réflexions ainsi qu'à Nic et *Casse Sociale* pour l'intérêt porté à mes recherches.

Il est essentiel pour moi d'exprimer ma reconnaissance envers Evelyne Déry que j'ai fait attendre lors de mes « réclusions » d'écriture et dont la présence, l'aide et les encouragements ont sans doute été la clé me permettant de boucler ce parcours de maîtrise.

Enfin, mes pensées vont tout particulièrement aux « sans-toit » et aux sans-abris dont j'ai croisé l'itinéraire et qui ont bien voulu m'accorder de leur temps, partager avec moi leurs expériences et leurs souffrances tout en sachant qu'ils ne verront sans doute jamais les conclusions de mes recherches.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	vii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
L'ESPACE DE LA VILLE ET SES TENSIONS SOCIALES.....	7
1.1 LA NOUVELLE FORMULE DE L'URBAIN	8
<i>1.1.1 L'ENTRÉE EN SCÈNE DE LA VILLE-GLOBALE.....</i>	<i>8</i>
<i>1.1.2 SÃO PAULO OU L'ÉMERGENCE D'UNE VILLE-GLOBALE FRAGMENTÉE.....</i>	<i>13</i>
1.2 POLITIQUE DU LOGEMENT ET ÉMERGENCE DU MOUVEMENT DES SANS-TOIT	18
<i>1.2.1 UNE RÉPONSE AUX TENSIONS SOCIALES URBAINES : LA POLITIQUE DU LOGEMENT ..</i>	<i>19</i>
<i>1.2.2 L'ÉMERGENCE DU MOUVEMENT DES SANS-TOIT ET SES ORIGINES.....</i>	<i>22</i>
1.3 COMMENT ABORDER L'ÉTUDE DES SANS-TOIT ?.....	28
<i>1.3.1 LA PROBLÉMATIQUE DES MOUVEMENTS SOCIAUX.....</i>	<i>29</i>
<i>1.3.3 LA PROBLÉMATIQUE URBAINE À L'ÈRE DE LA VILLE-GLOBALE</i>	<i>36</i>
CONCLUSION.....	40
Chapitre II	
HABITER LA VILLE-GLOBALE	42
2.1 L'IMAGINAIRE COMME OUTIL D'ANALYSE DU POLITIQUE ?	43
<i>2.1.1 LE SYNTAGME « IMAGINAIRE URBAIN ».....</i>	<i>44</i>
<i>2.1.2 L'ASPECT POLITIQUE DE L'IMAGINAIRE.....</i>	<i>50</i>
2.2 L'HABITER POLITIQUE	54
<i>2.2.1 RÉSIDER DANS L'ESPACE SOCIAL : L'EXPRESSION D'UNE CONCEPTION DU MONDE À TRAVERS DES CATÉGORIES DE RANGEMENT</i>	<i>55</i>
<i>2.2.2 L'HABITER</i>	<i>63</i>
<i>2.2.3 L'HABITATION.....</i>	<i>66</i>
CONCLUSION.....	69
CHAPITRE III	
DÉMARCHE DE RECHERCHE.....	72
3.1 LE TERRAIN DE RECHERCHE	73
<i>3.1.1 LA RÉGION DU CENTRE.....</i>	<i>74</i>
<i>3.1.2 L'OCCUPATION MAUÁ ET LE MSTC</i>	<i>78</i>
3.2 RÉCOLTE DES DONNÉES ET MÉTHODE D'ENQUÊTE.....	82

3.2.1 LA TECHNIQUE DU RÉCIT DE VIE	82
3.2.2 UNE APPROCHE COMPARATIVE	85
3.3 MATÉRIEL ET MÉTHODE D'ANALYSE.....	86
3.3.1 ENTRETIENS	86
3.3.2 OUVRAGES ET TRAVAUX EN BIBLIOTHÈQUES.....	88
3.3.3 OBSERVATIONS.....	89
3.3.4 MÉTHODE D'ANALYSE	90
CONCLUSION.....	92
CHAPITRE IV	
CARACTÉRISTIQUES DE L'HABITER CHEZ LES SANS-TOIT.....	94
4.1 TOPOGRAPHIE DE L'ESPACE SOCIAL ET URBAIN À PARTIR DES RÉCITS DE VIE.....	95
4.1.1 LES ITINÉRANTS.....	96
4.1.2 LES SANS-TOIT.....	100
4.2 L'HABITER À TRAVERS LES RÉCITS DES SANS-TOIT ET DES ITINÉRANTS	110
4.2.1 HABITER LA RUE : VERS UNE EXPOSITION DE L'INHABITABLE	110
4.2.2 HABITER L'« ENTRE-DEUX » : L'OCCUPATION ET LES SANS-TOIT	119
CONCLUSION.....	129
CONCLUSION	131
BIBLIOGRAPHIE	136
APPENDICE: A	141

RÉSUMÉ

Au moment où la majorité des êtres humains habitent la ville, le phénomène d'urbanisation planétaire s'accompagne d'une métamorphose des espaces tant géographiques que sociaux. Tout en concentrant les centres de décision de la nouvelle économie de l'information, la *ville-globale* attire paradoxalement certains secteurs paupérisés de la population dans des quartiers du centre, le tout s'inscrivant dans un climat de fragmentation sociale et de ségrégation urbaine des habitats. Ayant pour principale modalité d'action l'occupation d'immeubles abandonnés, les sans-toit représentent une certaine traduction des tensions sociales liées à l'habitat urbain. Au lieu d'étudier ce mouvement en tant qu'acteur protestataire, l'aborder à partir des récits de ses participants permet de cerner comment on vit l'*habiter* dans une ville-globale. Pour ce faire, les sans-toit sont abordés à partir de la problématique des imaginaires sociaux. Au-delà de l'exigence de s'abriter des intempéries, la nécessité anthropologique d'*habiter* réfère à l'exigence de se situer au sein du territoire social pour assurer son existence politique. Face aux ensembles de significations que l'énonciateur mobilise pour témoigner de son habitation et de son vécu au sein de la ville, ce dernier s'approprie, filtre et retraduit certains imaginaires politiques de manière à se positionner dans l'espace social. Alors que certains positionnements peuvent accentuer la hiérarchisation des places attribuées par l'ordre social, l'existence politique, elle, relève du fait que d'autres positionnements permettent de brouiller ce même ordonnancement. Plutôt que d'advenir par une remise en question radicale de l'ordre social, le politique apparaît de façon plus complexe, à partir d'une négociation entre divers principes de rangement. C'est face à l'inadéquation des imaginaires politiques disponibles pour témoigner de leur vécu qu'un positionnement social intermédiaire émerge à partir d'une négociation entre imaginaires politiques contradictoires. Les sans-toit en rendent compte alors qu'ils se situent sur la frontière même de l'*habiter*, c'est-à-dire entre un retour à la rue et l'acquisition d'un logement, mais aussi entre une défense de l'ordre social institué et la remise en question radicale de ce dernier. Un tel positionnement correspond à celui de l'« entre-deux »: tiraillé entre deux principes de rangement, nous en témoignons comme souffrance sans toutefois proposer de manière d'y remédier. Nous parvenons néanmoins à dégager de cette souffrance une expression politique.

Mots descriptifs : Mouvement des sans-toit – habiter – urbain – mouvements sociaux – politique – ville-globale – imaginaires sociaux – São Paulo – Brésil.

INTRODUCTION

Le mouvement des sans-toit peut d'abord être perçu comme calque urbain du Mouvement des travailleurs sans-terre (MST). Avec la pratique d'occupation qui prend la forme d'*assentamentos* et d'*acampamentos*, les luttes des sans-terre font parler d'elles dans l'ensemble de l'Amérique latine où la question de la réforme agraire reste sensible. Les sans-terre exposent un Brésil rural où, à côté de ses villes modernes à la fine pointe des nouvelles technologies, perdurent des structures sociales archaïques n'étant pas sans rappeler un passé esclavagiste que l'on croyait relégué à un chapitre passé de l'Histoire. Or, avec la croissance démesurée de mégapoles telles São Paulo ou encore Mexico, l'Amérique latine n'a plus à composer avec l'unique problématique du sol rural, mais également avec celle du sol urbain et de ses tensions sociales qui ne cessent de s'accroître. Tout comme les sans-terre, les sans-toit ont pour principale modalité d'action l'occupation. Ils traduisent une partie des tensions sociales liées au logement et au partage du sol urbain. Malgré un mode d'action commun, les sans-toit répondent à une problématique passablement différente de celle des sans-terre : l'occupation d'immeubles ne se veut pas une simple transposition urbaine de l'occupation de terres agricoles. Or, face au faible nombre d'études portant sur le mouvement des sans-toit, certains pourraient être tentés par un tel raccourci. Avec pour objectif d'approfondir les sans-toit comme objet d'étude, ce mémoire vise à améliorer notre compréhension des grandes villes en révélant les dimensions politiques singulières liées à l'occupation d'immeubles du centre-ville de São Paulo.

En 1997 – à une période où sociologues et politologues s'accordent pour constater une relative institutionnalisation des dynamiques revendicatives en Amérique latine – l'émergence d'une vague d'occupations d'immeubles au centre-ville de São Paulo surprend les trois paliers de gouvernements et rappelle l'urgence de la question du logement social. Les sans-toit sont entre 1997 et 2005 à l'origine de plus de 80 occupations d'immeubles abandonnés au centre-ville de São Paulo¹. Ils contribuent à dévoiler la complexité du lien

¹ Charmain Levy, « Brazilian Urban Popular Movements: The 1997 Mobilization of the Inner-city Slum Movement in São Paulo », *Studies in Political Economy*, No 85, 2010 (à paraître).

entre la ville plus ou moins cristallisée dans ses institutions et ses bâtiments, et la ville en mouvement, toujours susceptible de déborder les cadres urbains constitués. La problématique urbaine prend d'ailleurs appui sur cette opposition.

À la fois capitale financière et moteur économique du Brésil et de l'Amérique latine, São Paulo fait partie du peloton de tête de ces mégapoles du Sud qui, ces dernières décennies, se sont fait le théâtre d'une croissance économique et démographique soutenue. Elles génèrent souvent les images d'une ville quasi apocalyptique où taudis et misère engraisent une périphérie dont la croissance et l'architecture se font également chaotiques. São Paulo ne fait pas exception. Les images et significations bâtissent la ville au même titre que les urbanistes peuvent le faire et c'est cette tension entre formes concrètes (ville conçue comme réalité géographique) et structures abstraites (ville comme entité sociale et politique) qui motive l'idée de mettre à l'étude l'urbain à travers l'imaginaire des sans-toit. Démontrer les incidences sociales concrètes et objectives d'instances généralement considérées plus abstraites, comme l'imaginaire, constitue un moyen d'améliorer notre compréhension des défis politiques qui guettent la ville-globale.

Mais de quelle manière images et significations bâtissent-elles la ville ? La ville ne se définit-elle pas principalement par opposition au rural ainsi que par sa concentration de bâtiments et d'habitations ? Bref, la ville n'est-elle pas matérialité ? Il s'agit d'un postulat longtemps défendu par l'urbanisme. Or, nous verrons que contrairement à ce dernier, la ville ne s'offre pas en tant que produit fini pouvant être saisi du dehors. Elle s'appréhende du point de vue de ceux qui la vivent du dedans et qui, à leur façon, participent à son invention. En ce sens, les sans-toit bâtissent la ville au même titre que les urbanistes peuvent le faire. D'abord en termes matériels : ils détournent l'ordre urbain par l'occupation d'immeubles et la construction de taudis sur des terrains vagues. Ils habitent là où la ville et ses institutions le leur interdisent. Mais c'est principalement au niveau des imaginaires que les sans-toit contribuent à construire la ville. Leurs récits véhiculent des ensembles de significations donnant forme et consistance aux espaces, aux habitats et même aux matériaux qui les composent. Ils rendent compte de la ville non seulement en tant qu'entité matérielle, mais sociale et politique. C'est par l'entremise de ces ensembles de significations que l'espace

urbain matériel (ses immeubles, ses rues, ses parcs, etc.) rejoint l'espace social (ordonnancement des individus à partir de catégories leur attribuant places et fonctions). Alors que l'habitat des sans-toit – l'occupation – se présente au premier abord comme simple moyen revendiquant la construction de logements sociaux, nous verrons que c'est avant tout au niveau de l'habiter que l'action politique des sans-toit se situe.

Le mouvement des sans-toit tombe dans la catégorie du « mouvement social ». Une étude politique des sans-toit doit permettre de révéler des enjeux politiques là où la littérature scientifique existante sur le sujet ne permet pas directement de les situer. De quelle manière proposons-nous d'y arriver ? Bien que la problématique générale des mouvements sociaux se révèle riche et pertinente pour l'analyse du mouvement des sans-toit, nous proposerons d'aborder le mouvement des sans-toit à partir d'un autre point de vue : celui des imaginaires sociaux. Le concept d'imaginaire demeure souvent à un niveau hautement théorique dans les écrits scientifiques et c'est entre autres en lui trouvant une application concrète et pratique auprès des sans-toit que ce mémoire prétend innover. C'est le concept de l'habiter qui, lui aussi révélant une littérature scientifique hautement théorique, nous permettra d'assurer la jonction du théorique au pratique. En effet, bien que le second chapitre démontrera de quelle manière l'habiter relève des imaginaires (significations sociales), habiter n'est jamais hors-sol et nous permet de toujours garder contact avec une certaine matérialité de la ville. En effet, cette étude prend d'abord forme à partir des enjeux matériels et concrets de la ville, tels qu'ils sont mis de l'avant dans les revendications du mouvement des sans-toit : le manque de logement pour les couches paupérisées et la ségrégation spatiale des habitats. Tout en gardant un certain attachement aux structures physiques qui composent l'urbain, les concepts d'imaginaire et de l'habiter permettront d'aller au-delà d'une analyse qui voudrait s'y limiter. C'est tant par un travail conceptuel que par un travail de terrain que ce mémoire tente de joindre les problématiques théoriques de l'imaginaire et de l'habiter à celles plus concrètes du logement et de la ségrégation urbaine des habitats.

La problématique qui sous-tend ce mémoire est donc la suivante : l'occupation et la mobilisation des sans-toit ne permettent-ils pas de renvoyer la question du logement au-delà

de ses paramètres strictement matériels pour y inclure le fait anthropologique fondamental de l'habiter comme aspect proprement politique de l'urbain ?

Le premier chapitre de ce mémoire permettra de situer notre objet d'étude dans le cadre spatial au sein duquel il prend place : la ville-globale. En s'insérant au sein de réseaux globaux formés des nouvelles technologies de la communication, l'évolution des grandes villes d'aujourd'hui s'accompagne de métamorphoses des espaces tant géographiques que sociaux. Bien que l'une des caractéristiques mises de l'avant par la ville-globale concerne sa concentration des centres de décision de la nouvelle économie de l'innovation, notre objectif sera ici de rappeler qu'elles concentrent également une population paupérisée grandissante. Étant à la recherche d'opportunités économiques nouvelles, ces individus se trouvent à être les laissés-pour-compte d'une économie post-industrielle. Un examen de l'évolution urbaine de São Paulo ainsi que des réponses des autorités politiques aux conséquences sociales d'une urbanisation accélérée auront pour fonction de dresser le contexte dans lequel s'inscrivent aujourd'hui à São Paulo ces individus que Manuel Castells définit comme étant les « perdants » de cette nouvelle économie informationnelle des grandes villes. La vague d'occupations organisée par les sans-toit à la fin des années 1990 peut-elle être pensée comme « révolte » de ces laissés-pour-compte ? Quelles sont les origines des mobilisations du mouvement des sans-toit de São Paulo ? Une référence à la problématique générale des mouvements sociaux nous permettra de dresser certains paramètres de référence à partir desquels penser le mouvement des sans-toit. Malgré les apports riches et variés que suggère la question du mouvement social, la nécessité d'approfondir notre objet d'étude ainsi que le souci de suggérer un point de vue original sur ce dernier nous entraînera à nous démarquer d'une étude des sans-toit dans les termes du « mouvement social ». La proposition d'une étude des sans-toit à partir des imaginaires et de l'habiter sera soutenue par l'adoption d'un point de vue élargi des « problèmes sociaux » – dont certains ne peuvent se révéler à partir des formes protestataires et revendicatives du mouvement social – et saura correspondre à la nécessité d'un renouvellement des critères d'analyse de l'urbain à l'ère de la ville-globale.

Le deuxième chapitre présentera l'habiter en tant qu'axe central du cadre théorique de ce mémoire. Après un bref examen du syntagme « imaginaire urbain », nous verrons comment les conceptualisations de Castoriadis et de Laclau nous permettent d'aborder l'imaginaire comme outil d'analyse du politique. L'imaginaire politique renvoie à une représentation des rapports de force qui opère à partir de principes de rangement. Bourdieu et Rancière nous permettront de développer l'idée selon laquelle les individus doivent, pour partager leur vécu, faire référence à des catégories de rangement ne correspondant pas toujours avec leur expérience du réel. Par ces références, on se positionne au sein de l'ordre urbain et social d'une manière qui laisse entrevoir un horizon des possibles. Les rapports qu'entretiennent les groupes sociaux face aux habitations qui couvrent leur vie quotidienne ne marquent pas uniquement certains positionnements géographiques dans la mégapole, mais également des positions au sein de l'espace social. L'hypothèse soutenue dans le cadre de ce mémoire est la suivante : en mobilisant différents ensembles de significations, les récits des sans-toit sur leur habitat – l'occupation – révèlent l'habiter comme difficulté sociale pouvant difficilement s'articuler au discours « revendicatif » du mouvement social.

Le troisième chapitre servira à présenter la méthodologie mise en oeuvre ainsi afin de recueillir les données nécessaires à l'analyse que nous prétendons faire. Nous détaillerons les modalités de notre séjour à São Paulo à l'automne 2008. Ce dernier nous aura permis de faire un travail de terrain à partir duquel nous avons recueilli des informations et données de première source. En ce sens, nous examinerons la technique du récit de vie de manière à exposer les avantages et difficultés qu'elle pose. Les entrevues semi-dirigées que nous avons menées à São Paulo s'en inspirent grandement. Notre travail de terrain nous aura permis de recueillir des entretiens auprès de trois groupes qui, bien que faisant partie de la même strate sociale paupérisée, se distinguent par la nature de leur habitation. Il s'agit de sans-toit occupant un immeuble de la région du centre de São Paulo, d'itinérants ainsi que de locataires de *cortiços* vivant au sein de cette même région. C'est en contrastant les récits offerts par chacun de ces groupes que nous pourrais faire ressortir les particularités politiques de l'habiter chez les sans-toit.

Le dernier chapitre de ce mémoire permet de présenter le travail d'analyse des récits recueillis à partir des entrevues. Il s'agit d'une application concrète du cadre théorique sur l'habiter, développé en tant qu'axe central de ce mémoire. Ce travail met en oeuvre certaines techniques d'analyse du discours et vise à démontrer la manière par laquelle l'énonciation révèle l'horizon politique du locuteur. Ce travail d'analyse vise à faire la démonstration de la présence chez les sans-toit d'une certaine trame narrative en lien à l'habiter et à son aspect proprement politique. Nous verrons que le rapport à la mégapole que confère l'habitation contraint le sujet énonciateur dans ses manières de se situer face aux différents principes de rangement qui se présentent. L'étude des récits offerts par les sans-toit et les itinérants nous permettra d'améliorer notre compréhension des dynamiques politiques au sein desquelles les populations de São Paulo s'inscrivent.

CHAPITRE I : L'ESPACE DE LA VILLE ET SES TENSIONS SOCIALES

Ce premier chapitre vise à dresser le contexte et l'espace au sein desquels prend place le phénomène que nous soumettons à l'analyse. Nous commencerons par définir les singularités géographiques et sociales des grandes villes actuelles de manière à établir la pertinence de notre objet d'étude ainsi que sa contribution à la connaissance sociologique et politique de la ville. En premier lieu, nous procéderons à un survol des principales thèses sur la « ville-globale » afin de rendre compte des problématiques sociales que celle-ci met au jour. Par la suite, l'examen de l'évolution économique et urbaine de São Paulo nous servira de point de départ afin d'entamer une réflexion sur l'angle d'approche à adopter pour cerner les particularités du monde sociale que couve la ville-globale. Des tensions sociales propres à l'évolution récente des grandes villes constituent un défi politique important incarné par São Paulo.

En second lieu, nous passerons en revue les principales caractéristiques de la politique du logement à São Paulo qui, dès le lendemain de la Première Guerre mondiale, constitue la principale réponse des autorités politiques aux tensions sociales produites par une urbanisation accélérée. Nous verrons de quelle manière la subordination de cette dernière à des impératifs idéologiques et économiques aura eu pour conséquence d'accentuer les tensions sociales pour que ces dernières laissent place, avec la période de « libéralisation » du régime militaire de 1974, à une gamme de mouvements sociaux urbains dénonçant l'urgence de la question du logement. Les origines du mouvement des sans-toit de São Paulo d'aujourd'hui sont à retracer à partir de ces mobilisations.

En troisième lieu, nous déterminerons la problématique à partir de laquelle ce mémoire abordera l'étude du mouvement des sans-toit. Une référence à la problématique générale du mouvement social aura pour objectif de mettre en place certains paramètres à partir desquels penser notre objet d'étude. Nous serons cependant amenés à approfondir ce dernier en justifiant un certain déplacement épistémologique dans la manière d'aborder la question du « mouvement social ». Non seulement ce déplacement permettra de rendre

compte d'une nouvelle gamme de problèmes sociaux incarnés par le mode de vie des sans-toit, mais répondra également aux exigences d'un « renouvellement » de la problématique urbaine à l'ère des métamorphoses spatiales de la ville-globale.

1.1 LA NOUVELLE FORMULE DE L'URBAIN

Par sa configuration socio-spatiale particulière, la ville invite à nous interroger sur les modes d'articulation des populations et des espaces urbains. Depuis le siècle dernier, l'industrialisation a induit des modes de division technique et sociale du travail pour inscrire cette différenciation au sein d'espaces urbains marqués de la ségrégation. Aujourd'hui, c'est l'évolution de ces divisions qui se trouve à être le moteur d'une urbanisation moderne épousant les contours de la « ville-globale ». Cette dernière, produit d'une centralisation au sein des grandes villes des fonctions de la nouvelle économie informationnelle, entraîne une ségrégation sociale complexifiée à travers laquelle un nouveau rapport à la ville ainsi que de nouveaux enjeux sociaux prennent forme. En effet, les différentes étapes du développement économique de São Paulo ont accompagné une ségrégation qui aujourd'hui, à l'ère de la ville-globale, prend des allures accentuant la confrontation entre, d'une part, les acteurs de la vie sociale et, de l'autre, une matérialité donnée, instituée et formalisée dans les bâtiments et les institutions. Nous noterons qu'en ce sens, bien qu'il y ait déjà quelques siècles que l'économie mondiale modèle la vie des cités, les nouvelles dynamiques socio-spatiales qu'entraîne la ville-globale défient certains des postulats classiques de l'urbain et imposent une interrogation sur les outils conceptuels à adopter pour en faire l'étude.

1.1.1 L'ENTRÉE EN SCÈNE DE LA VILLE-GLOBALE

Au moment où la majorité des êtres humains vivent désormais dans des villes, l'évolution des formes géographiques de l'urbain exige une étude des dynamiques sociales et politiques qui l'accompagnent. Le terme de « ville-globale » – emprunté à Saskia Sassen² – prétend traduire les particularités économiques, géographiques et sociales des grandes villes

² Saskia Sassen, *La ville globale: New York, Londres, Tokyo*, Paris: Descartes, 1996, 530p.

à l'ère d'une substitution de l'économie de production par une économie des services. Il s'agit de l'importance stratégique croissante des grandes villes dans la dynamique économique informationnelle et transfrontalière. La ville-globale désigne cependant plus qu'un nouveau rôle stratégique des grandes villes. Par les métamorphoses spatiales qu'elle incarne, la ville-globale entraîne des transformations souvent bien matérielles pour les populations habitant ces villes. En effet, bien que l'on aborde souvent la ville-globale à partir des changements qu'elle entraîne au niveau de l'urbain et de ses institutions, ces changements ne sauraient être indépendants de certaines transformations de la structure sociale.

Pour le sociologue espagnol Manuel Castells, la révolution des technologies de l'information permet la venue de la « société en réseaux » comme état social marqué par un mode de développement « informationnel »³. C'est en reprenant l'univers conceptuel de Daniel Bell⁴ et d'Alain Touraine⁵ que ce dernier soutient que nous assistons depuis les années soixante-dix à des changements majeurs dans notre expérience quotidienne de l'urbain : le mode de production capitaliste industriel laisse place au mode de production postindustriel. Ce mode de développement, dont la particularité est « l'action du savoir sur le savoir même comme source de la productivité⁶ », succède au mode de développement agricole et industriel. Il se caractérise par de nouveaux moyens d'accumulation flexibles du fait de la mise en place d'un nouvel espace industriel organisé selon une hiérarchie de l'innovation transformant la structure urbaine et sociale au profit de « réseaux d'échanges fluides qui sous-tendent l'apparition d'une nouvelle forme d'espace, l'espace des flux⁷ ». Par flux, il est entendu « des séries significatives, répétitives et programmables d'échanges et d'interactions entre des positions géographiquement éloignées occupées par des acteurs sociaux dans les structures économiques, politiques et symboliques de la société⁸ ».

³ Manuel Castells, *La société en réseaux*, 2^e édition, Paris : Fayard, 2001, 672p.

⁴ Daniel Bell, *The coming of post-industrial society*, New York : Basic books, 1973, 507p.

⁵ Alain Touraine, *La société post-industrielle*, Paris: Denoel, 1969, 315p.

⁶ Manuel Castells, *La société en réseaux*, 2^e édition, Paris : Fayard, 2001, p. 23.

⁷ *Ibid.*, p. 448.

⁸ *Ibid.*, p. 463.

Un élément important de la thèse de Sassen sur la ville-globale affirme qu'à l'ombre de ces métamorphoses, l'ancienne classe ouvrière en voie d'extinction laisse place à une reconfiguration de l'espace intra-urbain marqué par une bipolarisation sociale et géographique entre les segments riches et pauvres de la ville. La ville-globale, dénommée également « ville duale », laisse place à de petits contingents de nouveaux professionnels hautement qualifiés et hautement rémunérés qui sont employés dans les secteurs de pointe alors que le fonctionnement de ces mêmes secteurs dépend d'un grand contingent de travailleurs du secteur des services étant peu rémunérés et peu qualifiés. Cette différenciation sociale implique différents usages de la ville et ne peut faire autrement que de s'inscrire au sein de l'espace géographique dans lequel ces populations habitent.

La ville-globale n'est pas tant un lieu fixe et précis, défini géographiquement, qu'un *processus* par lequel les centres de production et de consommation des services avancés, ainsi que des sociétés locales qui en dépendent, sont reliés au sein d'un réseau global, tandis que leurs relations avec l'arrière-pays se réduisent simultanément (en terme de flux d'information)⁹.

Ce processus rend compte de nouvelles articulations des dynamiques locales et globales qui n'affectent pas uniquement le caractère immatériel des échanges économiques, mais entraîne des changements structurels des espaces géographiques et urbains. Par cette nouvelle articulation du global et du local, la virtualité de l'espace des flux s'articule sous un mode conflictuel à l'organisation spatiale sur laquelle est fondée l'expérience commune traditionnelle, c'est-à-dire l'espace des lieux. En effet, la prédominance du caractère immatériel et virtuel de la société en réseaux, note Castells, représente de nouveaux défis politiques du fait que « plus une organisation sociale repose sur des flux extra-historiques qui dépassent la logique d'un lieu particulier, plus la logique du pouvoir global échappe au contrôle socio-politique des sociétés locales/ nationales dont la spécificité est historique¹⁰ ». D'ailleurs, tout en concentrant les secteurs dominants du capital global, les villes-globales attirent une partie grandissante de populations paupérisées faisant de la ville-globale non seulement un site stratégique de la nouvelle économie mondiale, mais avant tout le site stratégique de toute une gamme de conflits sociaux.

⁹ *Ibid.*, p. 435.

¹⁰ *Ibid.*, p. 467.

Henri Lefebvre, important philosophe de l'urbain, fait, lui aussi, le constat d'une articulation socio-spatiale conflictuelle avec la venue de la société postindustrielle : nous avons « d'un côté l'espace des flux, le mouvement, l'éphémère : et de l'autre, les fixités, les stabilités, les équilibres recherchés¹¹ ». Les « perdants » de la société en réseaux, note Castells, se trouvent être les individus ayant un accès restreint aux moyens de production de cette nouvelle économie postindustrielle, c'est-à-dire aux produits de la haute technologie et au savoir. En ce sens, l'espace des flux n'intègre qu'une partie du vécu humain. Plutôt que de passer par ces espaces virtuels, la vie professionnelle ou privée de plusieurs passe davantage par les lieux fixes et précis, tel le quartier en tant qu'espace « dont la forme, la fonction et le sens composent un ensemble dans le cadre d'une contiguïté physique¹² ». Il s'agit d'une différenciation sociale renouvelée à partir d'une confrontation entre espaces des flux et espaces des lieux :

comme dans nos sociétés les fonctions et le pouvoir s'organisent dans l'espace des flux, la domination structurelle de sa logique modifie fondamentalement le sens de la dynamique de ces lieux. Ancrée en des lieux, l'expérience vécue se retrouve coupée du pouvoir, et le sens toujours plus séparé du savoir. La tendance dominante débouche ainsi sur un espace de flux en réseaux, hors de l'histoire, qui entend bien imposer sa logique à des lieux éparpillés et segmentés de moins en moins raccordés les uns aux autres, de moins en moins capables de partager des codes culturels¹³.

Cette tension se reflète également au niveau des imaginaires de la ville. La thèse de l'anthropologue argentin Néstor Canclini veut que la littérature, l'urbanisme et les médias permettent de repérer cette conflictualité à partir de deux principaux imaginaires urbains du côté des mégapoles latino-américaines : la ville-spectacle et la ville-paranoïaque. En effet, il note que

l'évolution récente des villes, et particulièrement des mégapoles, se fait en fonction de deux directions contradictoires : d'un côté, on assiste à la mise en relief de villes spectaculaires, qui sont attirantes du point de vue de tout ce qu'elles peuvent offrir comme symboles d'un ordre mondial capitaliste et prospère : d'un autre côté, on

¹¹ Henri Lefebvre, *Le droit à la ville : suivi de espace et politique*, Paris : Éditions Anthropos, 1968 et 1972, p. 267.

¹² Manuel Castells, *op. cit.*, p. 467.

¹³ *Idem.*

repère des villes qui sont l'antithèse de ce développement et dont la « menace » est mise en évidence¹⁴.

Alors que l'urbaniste et économiste João Sette Whitaker Ferreira¹⁵ dénonce le caractère idéologique de la « ville globale », c'est-à-dire, note-t-il, celui d'une fausse représentation de la réalité dans le but de justifier les intérêts de la classe dominante, Canclini nous rappelle en ce sens que malgré l'existence de certaines réalités sociales réprimées par les représentations de la ville que favorise l'image de la ville-globale, cette dernière ne manque pas pour autant de structurer l'imaginaire urbain qui compose les mégapoles latino-américaines : l'image de la ville-spectacle (ou ville-globale) met de l'avant les attributs visant à attirer les principaux acteurs du mode de développement informationnel alors que la ville-paranoïaque, elle, reflète l'image d'une ville au paysage désastreux gouvernée par la peur et l'insécurité. Comme si la seconde conspirait contre la première. Ce qui révèle une ségrégation d'autant plus profonde qu'elle marque les imaginaires urbains et sociaux.

À partir du constat fait par Canclini selon lequel, depuis les années 1980, « l'augmentation de la criminalité, de l'insécurité et du vécu de la peur qui se manifeste en Amérique latine [...] coïncide avec la privatisation et la transnationalisation des économies¹⁶ », nous approfondirons les thèses de Castells, Lefebvre et Saskia en nous penchant sur un cas concret : l'évolution économique et urbaine de la ville de São Paulo. En tant que capitale financière de l'Amérique du Sud, São Paulo nous permet de retracer l'évolution économique d'une mégapole ainsi que la manière par laquelle la différenciation sociale qui l'accompagne s'inscrit au sein des espaces tant physiques que sociaux : même si certains groupes sociaux se trouvent à proximité l'un de l'autre, le déploiement de certaines barrières symboliques, entretenues par un certain imaginaire sécuritaire, permet d'accentuer la fragmentation de la ville.

¹⁴ Néstor García Canclini, « Villes-spectacles et villes paranoïaques », *Sociologie et sociétés*, vol 37, no. 1, 2005, p. 169.

¹⁵ João Sette Whitaker Ferreira, *O mito da cidade-global : O papel da ideologia na produção do espaço urbano*, São Paulo : Editora Vozes, 2007, 248p.

¹⁶ *Ibid.*, p. 154.

1.1.2 SÃO PAULO OU L'ÉMERGENCE D'UNE VILLE-GLOBALE FRAGMENTÉE

Avec une superficie de 1 509 km² et un taux d'urbanisation de 94,05 %, la municipalité de São Paulo compte une population de 10 434 252¹⁷. Alors que l'évolution de São Paulo est marquée au début du XXe siècle par un important processus d'industrialisation, son insertion actuelle au sein de l'économie informationnelle se révèle par l'importance que détient le secteur des services dans le domaine de l'emploi : 56,10 % des emplois se retrouvent dans le secteur des services contre 18,57 % dans celui de l'industrie. Notons cependant que ce passage d'une économie de production à une économie des services prend place dans un contexte de profondes inégalités socio-spaciales : la municipalité dénombre aujourd'hui 2 018 *favelas* pour une population de 1 160 590 (11,12 %) *favelados* dont le taux de croissance démographique annuel est de 2,97 % contre 0,88 % pour la ville de São Paulo. Cette augmentation de l'habitat paupérisé relève d'un important contingent d'individus à faible revenu : 10,43 % des chefs de famille sont sans revenu, 47,55 % ont un revenu se situant entre 1 et 5 salaires minimums¹⁸ alors que seulement 9,44 % des chefs de famille ont un revenu équivalent à plus de 20 salaires minimums. Dans ce contexte, nous verrons que depuis sa fondation, l'évolution économique de São Paulo se fait sur fonds d'innégalités qui progressent de façon à accentuer la ségrégation socio-spatiale de la ville.

Fondé en 1554, São Paulo doit son origine à sa position près de la mer et sur le Rio Tiête, point de transbordement commode pour atteindre l'intérieur du pays. D'abord centre d'expédition des *bandeirantes*¹⁹, l'implantation de la culture du café permet de faire de la ville une puissance mondiale à la fin du XIXe siècle. La caféiculture enrichit certaines familles de façon à ce que l'on voit apparaître des inégalités sociales engendrant un premier clivage entre groupes sociaux. C'est dans ce contexte, à la fin du XIXe siècle, sans que la ville soit grandement industrialisée, que débute l'urbanisation de São Paulo. En ce sens,

¹⁷ Marta Suplicy et Jilmar Augustinho Tatto – Município de São Paulo, *Sumario de dados 2004*, São Paulo : Secretaria do governo da prefeitura de São Paulo, 2004, 394p.

¹⁸ Au Brésil, l'on calcule le revenu familial en nombre de salaires minimums. Calculé sur une base mensuelle, le salaire minimum actuel est de R\$ 510, soit l'équivalent de 300 dollars canadiens. Source : Ministère du Travail et de l'Emploi, Brésil, http://www.mte.gov.br/sal_min/default.asp, page consultée le 24 juin 2010.

¹⁹ Les *bandeirantes* sont les individus de la métropole qui, à partir du XVIIe siècle, pénètrent à l'intérieur du Brésil à la recherche de richesses minérales ou d'indigènes à réduire à l'esclavage.

Olivier Dabène affirme que déjà à la fin du XIXe siècle, « la caféiculture permet à São Paulo de se retrouver [...] au centre d'un réseau commercial apportant une modernisation à partir d'une urbanisation fondée sur la ségrégation spatiale²⁰ ». C'est également dans ce contexte que se forment alors « des territoires spécifiques et séparés pour chaque activité et chaque groupe social [...], fournissant à la ville les bases de la géographie sociale qu'elle a aujourd'hui²¹ ». Ce phénomène est accéléré durant la période d'industrialisation allant de 1889 à 1930. Cette période voit surgir la métamorphose de la ville en pôle industriel. S'implante également à São Paulo un courant d'urbanisme hygiéniste de manière à accompagner l'entrée de São Paulo dans la modernité. Il s'agit d'une époque marquée par l'implantation d'un urbanisme se caractérisant par des œuvres sanitaires et d'embellissement paysagiste dans une logique concentrant les segments paupérisés au sein d'espaces prévus à cette fin. À une société rurale inégalitaire vient s'ajouter un processus d'urbanisation accentuant les inégalités sociales déjà existantes. En effet, c'est à partir du constat d'une modernité s'établissant sur fond d'inégalités et de ségrégation sociale que Ermínia Maricato soutient la thèse selon laquelle « *o processo de urbanização [de São Paulo] recria o atraso a partir de novas formas, como contraponto à dinâmica de modernização*²² ». Pour cette dernière, le fait que la modernisation ne se soit pas appliquée de manière homogène à travers la ville se trouve être la source d'un puissant mécanisme d'exclusion sociale et de ségrégation spatiale constituant aujourd'hui des processus actifs de reproduction des inégalités.

L'évolution des structures urbaines de São Paulo aura permis à la ségrégation socio-spatiale de revêtir trois formes principales. 1) De la fin du XIXe siècle aux années 1940, l'étendue de la ville est encore restreinte. Les logements des travailleurs, comme ceux des patrons, se retrouvent à proximité de l'usine. La coexistence des patrons et des travailleurs au sein d'un même site génère un mode de ségrégation limité au type d'habitation. 2) Une seconde structure urbaine, celle du modèle centre/ périphérie, domine des années 1940 aux

²⁰ Olivier Dabène, *Exclusion et politique à São Paulo*, Paris : Karthala, 2006, p. 39.

²¹ *Ibid.*, p. 40.

²² Ermínia Maricato. «Urbanismo na periferia do mundo globalizado: metrópoles brasileiras». *São Paulo Perspectiva*, vol.14, no.4, octobre 2000, p. 21. Traduction libre : « le processus d'urbanisation [de São Paulo] recrée le retard à partir de nouvelles formes, à contre-courant de la modernisation ».

années 1980. Il s'agit de la métaphore géométrique classique où s'effectuerait une distribution sociale par anneaux : la population riche et éduquée se retrouvant au centre et la population pauvre en périphérie. En effet, contrairement au *urban sprawl* américain d'après-guerre où la classe moyenne blanche envahit les banlieues périphériques, le développement du transport public à partir des années 40 à São Paulo permet d'exclure les travailleurs et les populations paupérisées au-delà des limites de la ville, en périphérie éloignée et précaire. La ségrégation se caractérise alors par une géographie urbaine où les différents groupes sociaux sont séparés par d'importantes distances physiques. 3) Malgré le fait qu'une importante partie de la population et que certains chercheurs continuent à discuter de la mégapole dans les termes du schéma urbain daté de Burgess, une troisième forme de ségrégation s'affiche depuis les années 80. Il s'agit d'un schéma de ségrégation urbaine complexifiée correspondant à l'ère postindustrielle. L'analyse de Teresa Caldeira fait ressortir les modalités de cette ségrégation socio-spatiale renouvelée alors que « *as transformações recentes estao gerando espaços nos quais os diferentes grupos sociais estao muitas vezes proximos, mas estao separados por muros e tecnologias de segurança, e tendem a não circular ou interagir em areas comuns*²³ ». Selon Caldeira, les sociétés postindustrielles, tout en accentuant la ségrégation socio-spatiale, auraient une structure intra-urbaine n'obéissant plus tout à fait au modèle classique d'opposition centre/ périphérie.

Ainsi, à un premier mode de ségrégation ayant été principalement physique (type d'habitation) succède un mode de ségrégation intensifié du fait de l'ajout du facteur d'exclusion spatiale (modèle centre/périphérie). En tant que ville-globale, São Paulo met en scène une troisième forme de ségrégation qui, cette fois, se trouve être radicalisée non tant par l'augmentation des distances physiques entre riches et pauvres, mais par l'augmentation des distances sociales, culturelles et politiques qu'engendrent les barrières symboliques accompagnant l'apparition des enclaves de richesse et de pauvreté. L'étude de Caldeira démontre en effet que la ville de São Paulo est la scène d'un processus où les classes

²³ Teresa Pire do Rio Caldeira, *Cidades de muros : Crime, segregação e cidadania em São Paulo*, São Paulo : EDUSP et Editora 34, 2000, p. 211. Traduction libre : « les transformations récentes génèrent des espaces dans lesquels les différents groupes sociaux sont souvent à proximité, mais séparés par des murs et des technologies de sécurité et tendent à ne pas circuler ni interagir dans des aires communes».

dominantes et moyennes s'installent de plus en plus en périphérie alors que pauvres et sans-logis investissent le centre. Cette inversion du schéma urbain classique, également notée par Suzana Taschner et Lucia Bogus, permet la venue de nouvelles modalités de ségrégation socio-spatiale où émergent des espaces sociaux « mixtes » ainsi qu'une mosaïque urbaine complexe²⁴. Le principal constat de ces études sur les schémas urbains de la ségrégation est que le modèle centre/ périphérie n'est plus suffisant pour décrire les modes de ségrégations et d'inégalités sociales à São Paulo.

Les modalités de la ségrégation socio-spatiale correspondant à la ville-globale émergent à São Paulo face à l'accroissement d'un sentiment d'insécurité des classes moyennes et aisées. Ce phénomène, note Canclini, est commun à toute expérience urbaine : il est accompagné dans les quartiers aisés de la mégapole de l'adoption d'une « façon particulière d'exercer leur citoyenneté [qui consiste] à s'isoler des conflits urbains par la privatisation d'espaces surprotégés²⁵ ».

En faisant de nouveau référence à l'étude de Caldeira, nous pouvons noter que bien que ces enclaves fortifiées instituent une ségrégation spatiale physique, elles établissent également des écarts sociaux par l'érection de murailles symboliques qui renforcent les barrières physiques²⁶. Ce nouveau patron urbain se démarque par une « culture paranoïaque de la protection qui s'allie à de nouveaux critères de différenciation [isolant] les espaces publics et [séparant] les secteurs sociaux de façon plus radicale²⁷ ». Ce schéma urbain constitue un reflet de la bipolarisation sociale et géographique telle que notée par Sassen au sein de son étude sur la ville-globale. L'entrée en scène de São Paulo comme ville-globale s'accompagne non seulement du caractère polycentrique²⁸ de toute mégapole, mais permet de dessiner une nouvelle géographie de centralité et de marginalité. En effet, malgré le fait

²⁴ Suzana Taschner et Lucia Bogus. « São Paulo: o caleidoscopio urbano ». *São Paulo Perspectiva*, vol.15, no.1, janvier 2001, pp. 31-44.

²⁵ Canclini, *op. cit.*, p. 168.

²⁶ *Idem.*

²⁷ *Ibid.*, 168.

²⁸ São Paulo se trouve à être le théâtre d'un jeu constant entre trois centres ayant chacun correspondu à un modèle de développement: son centre historique (époque pré-industrielle), son centre financier (l'émergence de la Paulista dans les années 1970, fruit de l'époque industrielle) et son centre informationnel (Avenue Berrini, qui prend de l'importance à partir des années 90).

que les enclaves de richesses et de pauvreté se retrouvent au sein d'aires géographiquement rapprochées, cette forme de ségrégation intra-urbaine augmente les distances sociales et politiques en plaçant les populations paupérisées non seulement à l'extérieur des réseaux du nouveau modèle de développement informationnel, mais également à l'extérieur de la société politique. Cette mise à distance est le fait d'un renforcement de l'imaginaire de la « classe dangereuse » « [qui] a servi, et sert encore aujourd'hui, à cartographier la société brésilienne²⁹ ». La thèse d'une division spatiale structurelle augmentée sous l'influence de la globalisation est également soutenue par l'urbaniste Peter Marcuse, auteur d'un ouvrage devenu incontournable sur la ville fragmentée (*quartered cities*). Pour ce dernier, la différenciation socio-spatiale à l'ère de la globalisation se présente de manière accrue du fait que « walls, literal or symbolic, prevent people from seeing, meeting and hearing each other: at the extremes, they insulate and exclude. Contact across the walls is minimal, and if it takes places, business-like and commodified³⁰ ».

La dualisation de la ville présente non seulement une fragmentation des espaces, mais accentue le décalage entre « espace conçu » et « espace vécu »³¹. Par espace conçu, on désigne la ville pensée, rationalisée, formalisée et découpée par ceux qui ont le pouvoir de produire les cadres matériels de la ville et de sa vie urbaine. Par espace vécu, c'est la manière d'habiter que l'on désigne, l'« espace de représentation » des habitants, c'est-à-dire leurs expériences, leurs habitudes, leurs images de la ville se rapportant aux pratiques sociales concrètes au centre desquelles se trouve le logement. L'habitat se trouve à la rencontre de ces deux espaces : son aspect physique, son architecture, renvoie à l'espace conçu alors que la vie quotidienne qui y prend place met en scène l'espace vécu. La conflictualité produite par l'articulation de ces deux espaces laisse place à des contestations et des luttes sociales qui, à partir des années 1970, prennent des formes singulières au sein des centres urbains brésiliens.

²⁹ Ana Amélia Da Silva. «Reconnaissance d'un problème public, conquête d'un droit social: Les mouvements des «sans-toits» dans les villes brésiliennes», *Mana*, no 7, mai 2000, p. 115.

³⁰ Peter Marcuse et Ronald van Kempen (Ed.), *Globalizing cities*, Oxford: Blackwell, 2000, p. 250.

³¹ Henri Lefebvre, *op. cit.*

1.2 POLITIQUE DU LOGEMENT ET ÉMERGENCE DU MOUVEMENT DES SANS-TOIT

Nous retracerons ici le contexte général dans lequel s'inscrit la mobilisation du mouvement des sans-toit. Au Brésil, la question du logement social est posée dès le lendemain de la Première Guerre mondiale pour ensuite devenir le cœur des politiques sociales du gouvernement militaire (1964-1985) : l'explosion urbaine se traduit non seulement par une aggravation de la question du logement, mais aussi par une montée des tensions sociales. Or, face à un échec des différents gouvernements à réduire la ségrégation spatiale des habitats et les tensions sociales lui étant associées, c'est sur un important déficit en logement que s'ouvre, à partir de 1974, la période de libéralisation du régime militaire. La libéralisation s'accompagnant d'une baisse de la répression politique, c'est également à cette époque qu'émergent les mouvements sociaux urbains à São Paulo. Ils permettent de politiser une gamme de souffrances sociales quotidiennes liées à la question de l'habitat (accès à l'eau potable, transport public, collecte des déchets, approvisionnement en électricité, etc.). Comme nous le verrons, bien que ce ne soit qu'au milieu des années 1990 qu'une partie des mouvements sociaux urbains adoptent officiellement le qualificatif de *mouvement de sans-toit*, l'expérience du mouvement des sans-toit doit être retracée à partir des luttes sociales que menèrent les habitants de *cortiços* dès les années 1970. C'est en offrant une certaine traduction des tensions sociales liées à la question de l'habitat que les sans-toit demeurent, malgré une baisse de leurs occupations d'immeubles depuis le début des années 2000, un objet d'étude d'actualité à problématiser et à approfondir. Nous poserons la question à savoir dans quelle problématique générale peut s'insérer une étude du mouvement des sans-toit ? Un bref survol de la littérature sur les mouvements sociaux nous fournira un premier point de repère à partir duquel penser le mouvement des sans-toit. Or, à partir de la problématique générale des mouvements sociaux, la nécessité d'approfondir la réflexion sur notre objet d'étude nous amènera à effectuer un certain déplacement épistémologique. Plutôt que d'aborder le mouvement des sans-toit à partir de la problématique générale des mouvements sociaux, comme le suggère son statut de « mouvement social », nos travaux apporteront un point de vue encore inexploré sur les sans-toit en les inscrivant au sein de la problématique des imaginaires sociaux et de l'habiter.

1.2.1 UNE RÉPONSE AUX TENSIONS SOCIALES URBAINES : LA POLITIQUE DU LOGEMENT

C'est principalement suite à la révolution de 1930 qui met en place le gouvernement autoritaire de Getulio Vargas – connu sous le nom d'*Estado Novo* (1930-1945) – que la question du logement et les tensions sociales urbaines commencent à préoccuper les autorités politiques. L'imaginaire de la « classe dangereuse » investit les pouvoirs publics qui voient dans la multiplication des favelas un danger public. En ce sens, la politique sociale de cette période populiste se concentre sur l'éradication des favelas pour reloger ses habitants dans des « cités prolétaires provisoires ». Le but étant de les « rééduquer, réajuster et récupérer [...] en les intégrant de nouveau dans la société comme éléments utiles et productifs³² ». En effet, « assimilant la pauvreté à la criminalité, à l'absence de moralité et à l'incapacité à respecter toute règle sociale, les responsables de la politique urbaine ont longtemps assimilé l'inorganisation de l'espace habitable à celle à celle des hommes³³ ». Tout en véhiculant les préjugés sur les *favelados* comme dangereux et marginaux, les pouvoirs publics de l'époque surestiment l'efficacité des mesures adoptées qui, selon Céline Sachs, se limitent à quelques concessions fiscales à l'égard des promoteurs para-étatiques de logements populaires. Les gouvernements suivants (1946-1950 : retour à la démocratie avec le gouvernement Dutra, 1951-1954 : nouvelle présidence de Vargas, 1954-1956 : gouvernement de transition après le suicide de Vargas) continuent d'attribuer aux politiques de logement un rôle central tout en étant incapables d'empêcher une aggravation de la crise du logement : des motivations essentiellement politiciennes favorisent les classes moyennes plutôt que de répondre aux besoins des populations les plus démunies. Le *Plano de Metas* du gouvernement Kubitschek (1956-1961), qui vise une croissance économique accélérée à partir d'investissements importants dans les secteurs industriels, permet cependant de noter une certaine baisse d'intérêt des autorités publiques pour la question du logement. En effet, ce plan ne spécifie aucun objectif en matière de logement populaire. Or, un facteur extérieur viendra raviver l'intérêt pour la question : à partir du début des années 1960, l'Administration Kennedy prend tous les moyens nécessaires afin de freiner l'influence de la révolution cubaine en

³² Céline Sachs, *São Paulo: Politiques publiques et habitat populaire*, Paris: Éditions de la maison des sciences de l'homme, 1989, p. 89.

³³ Camille Goirand, *La politique des Favelas*, Paris : Éditions Karthala, 2000, p. 83.

Amérique latine et confère une certaine priorité aux tensions sociales urbaines à travers lesquelles elle perçoit un potentiel révolutionnaire.

En effet, la question du logement redevient un sujet de préoccupation majeure des gouvernements de Quadros (1961) et de Goulart (août 1961- mars 1964) à partir d'un diagnostic alarmiste de la crise sociale : pour affronter une « situation révolutionnaire », il devient nécessaire de proposer un Plan de l'assistance du logement. La Banque inter-américaine permettra de financer en partie ce projet : l'importance devant être accordée à l'habitat populaire est motivée par l'Alliance pour le progrès, le projet réformiste lancé par l'Administration Kennedy qui vise à enrayer l'influence de la révolution cubaine en Amérique latine. Les réformes mettent l'accent sur l'accession à la propriété privée plutôt qu'au logement locatif. La rhétorique de l'époque veut que l'accession à la propriété privée incite les travailleurs à appuyer l'ordre social existant plutôt qu'à se révolter contre lui. Or, encore une fois, le projet favorise les populations paupérisées les plus solvables, c'est-à-dire celles qui détiennent un emploi stable, et aggrave les tensions sociales urbaines.

L'arrivée des militaires au pouvoir (1964-1985) renforce la représentation des habitats populaires comme plaie sociale, à éliminer plutôt qu'à soigner, prend des allures radicales : « les expulsions autoritaires et violentes se sont multipliées à partir de 1968 [et sont fondées] sur une volonté explicite des pouvoirs publics de séparer les pauvres du reste de la population³⁴ ». L'objectif du régime est de rétablir l'ordre menacé par la subversion communiste et par la détérioration de l'économie, pour s'attaquer d'autant plus efficacement aux problèmes sociaux. Bien que les politiques du logement demeurent au cœur des politiques sociales du régime, ces dernières restent subordonnées aux objectifs de sécurité et de croissance économique. Le logement populaire est alors perçu comme un moyen de désamorcer les tensions sociales violentes et la propriété comme manière de transformer les propriétaires en alliés de l'ordre. Sachs nous rappelle la boutade du ministre Roberto Campos, tel que cité par Azevedo et Gama de Andrade : « le propriétaire d'une maison individuelle pense deux fois avant de s'engager dans une bagarre et casser la propriété

³⁴ *Ibid.*, p. 88.

d'autrui et il devient un allié de l'ordre³⁵ ». La même rhétorique que supportait le gouvernement populiste de Vargas est ainsi reprise : en accédant à la propriété, le propriétaire accède également à la classe moyenne et est sauvé des idéologies radicales. Selon Sergio Abranches, trois éléments auront entraîné une « privatisation » de la politique de la politique sociale du régime militaire : 1) la subordination du fonctionnement des programmes sociaux aux critères d'efficacité économique et d'autosuffisance financière, 2) la délégation de la production des biens et services sociaux à l'entreprise privée et aux professionnels libéraux et 3) le détournement à des fins privées des ressources publiques. En effet, de nombreux scandales financiers éclatent dans le secteur de l'habitat auxquels aura contribué un climat d'opacité et d'impunité. Bref,

les programmes sociaux mis en oeuvre par le régime autoritaire n'ont pas, ou peu, fonctionné en tant que mécanismes réels de redistribution indirecte du revenu en faveur des classes déshéritées. Par contre, ils ont pesé sous forme de charges directes ou indirectes croissantes sur les revenus des travailleurs. Au lieu de corriger les inégalités sociales, le système les renforça³⁶.

Le rendement plus que modeste des politiques de logement du régime militaire a pour raison principale, note Sachs, une insuffisante articulation des politiques de logement populaire avec une stratégie de développement économique et social. En effet, le faible pouvoir d'achat des familles dont le revenu est inférieur à trois salaires minimum (un tiers de la population de l'époque) aura contribué à les exclure des programmes de logements sociaux. « La priorité est également donnée à la relance de l'industrie du bâtiment à travers le financement de l'habitat de luxe au détriment de l'habitat social : l'épargne populaire, pourtant censée promouvoir la construction de logements sociaux, fut détournée de cet objectif affiché³⁷ ».

Malgré l'importance donnée à la politique du logement et aux politiques sociales par les autorités politiques depuis les années 1930, l'industrialisation et l'urbanisation accélérée auront de différentes manières été favorisées au détriment de l'habitat populaire. Loin

³⁵ Azevedo et Gama, *Habitação e poder*, Rio de Janeiro : Zahar, 1982, 135p. Cité dans Céline Sachs, *op. cit.*, p. 99.

³⁶ Céline Sachs, *op. cit.*, p. 96.

³⁷ *Ibid.*, p. 4.

d'apaiser les tensions sociales liées à la ségrégation, le régime militaire accentue la ségrégation intra-urbaine et renforce la subordination de la politique du logement à des objectifs idéologiques. Ce qui se solde par l'accumulation d'un important déficit en logement. Ce déficit accentue également les tensions sociales au moment même où prend forme le passage du régime autoritaire au gouvernement représentatif (1974-1988). C'est dans ce contexte que les mouvements populaires qui avaient été mis en sommeil sous les régimes populistes et la dictature – à l'exception des seules organisations liées à l'Église catholique et aux communautés ecclésiastiques de base (CEB) – se réveillent avec la période de libéralisation instaurée en 1974 par le général Geisel. Ayant pour objectif de regagner une légitimité auprès des secteurs les plus libéraux des forces armées, cette période d'ouverture de la dictature militaire permet une série de mesures qui se soldent par un relâchement de la répression et permettent aux associations de quartier qui avaient vu jour dès le milieu des années 1940 de renaître. Ces mouvements revendicatifs lancent des revendications nouvelles : mouvement contre le coût de la vie en 1973, lutte pour l'amélioration des transports publics en 1974, lutte pour la légalisation des lotissements clandestins dès 1976, etc. Ces derniers prennent place, à la fin des années 1970, dans une période de grande vitalité des mouvements sociaux que certains qualifieront de période d'émergence des « nouveaux mouvements sociaux ». Apparaissent alors sur la scène politique une gamme de mouvements sociaux urbains dont le cœur se trouve à être la question du logement et les carences de la vie quotidienne.

1.2.2 L'ÉMERGENCE DU MOUVEMENT DES SANS-TOIT ET SES ORIGINES

Au Brésil, le mouvement pour le logement (*movimento de moradia*) succède aux associations de quartier des années 1940. Alors que la dynamique revendicative de ces dernières était subordonnée à des réseaux clientélistes, la période de libéralisation du régime militaire permet désormais au mouvement pour le logement de poser le problème de l'habitat urbain de manière plus radicale : des modes de protestation peu institutionnalisés, telle l'occupation, sont mis de l'avant. Ces années concordent également avec la période où apparaissent les théories sur les nouveaux mouvements sociaux. Il s'agit, selon Alain

Touraine³⁸ et Alberto Melucci³⁹, de l'apparition d'un nouveau « registre » de l'action collective qui rompt avec le militantisme dans ses formes traditionnelles (syndicats, partis, etc.) pour mettre en place des formes de protestation peu institutionnalisées. À l'encontre des discours idéologiques jugés trop vastes, comme la « lutte des classes », ces mouvements valorisent des objectifs précis souvent ponctuels, qui investissent la vie quotidienne des gens (amélioration du service de collecte des ordures, approvisionnement en eau et en électricité, etc.). Au Brésil, la période de la libéralisation permet non seulement de réactiver les dynamiques revendicatives que la répression de la dictature avait tenté d'éteindre, mais prend place dans un contexte où ces « nouveaux » registres de l'action collective exigent de poser la question du logement comme problème *politique*. En effet, alors que les politiques du logement mises en place durant les régimes populistes et militaires intéressent les autorités politiques du seul fait qu'elles permettent de répondre à des objectifs idéologiques et économiques immédiats, les mouvements sociaux urbains veulent traduire en enjeu proprement politiques les problèmes sociaux engendrés par l'urbanisation accélérée et la ségrégation urbaine des habitats.

Les mouvements sociaux urbains ont une problématique urbaine qui a à voir avec l'usage, la distribution et l'appropriation de l'espace urbain. Ainsi, sont urbains les mouvements sociaux qui ont pour objet le logement, l'usage du sol, des services et des équipements collectifs de consommation. Au Brésil, ces derniers se concentrent autour de la question du logement et multiplient, à partir des années 1980, la pratique de l'occupation de terrains. Selon Maria Gohn, c'est avec l'occupation de la fazenda Itupu le 18 mars 1980 à São Paulo – ayant alors été perçue comme l'un des plus graves conflits sociaux de l'époque – que s'est enclenchée au Brésil « *o início de uma nova forma de conflito urbano – a invasão coletiva programada – [ainsi que] a reorientação da luta de questões isoladas, tais como água e luz, para questões centrais como a posse da terra*⁴⁰ ». En effet, selon cette dernière,

³⁸ Alain Touraine, *La voix et le regard : sociologie des mouvements sociaux*, Paris : Librairie générale française, 1993, 318p.

³⁹ Alberto Melucci, *Challenging Codes : Collective Action in the Informational Age*, Cambridge : Cambridge University Press, 1996, 441p.

⁴⁰ Maria da Gloria Gohn, *Movimentos sociais e luta pela moradia*, São Paulo: Éditions Loyola, 1992, p. 101. Traduction libre : « le début d'une nouvelle forme de conflit urbain – l'invasion collective

l'occupation de la fazenda Itupu a été le début d'un processus d'occupation des terres en zones périphériques par les secteurs populaires comme forme de survie face à la nécessité d'avoir un logement. Cette pratique de l'occupation ne fut pas circonscrite uniquement au mouvement du logement, mais est plutôt devenue une pratique courante des mouvements sociaux urbains à partir de 1984-1985 dans le but de forcer une réponse des autorités publiques.

Alors que l'essor des mouvements sociaux urbains et la perte de légitimité du régime militaire se renforcent mutuellement, la période de libéralisation du régime militaire prend officiellement fin en 1988, avec l'adoption de la 8^e constitution brésilienne qui marque l'instauration du nouveau régime politique démocratique. Cette conjoncture favorise l'ouverture d'espaces institutionnels destinés à l'acheminement des dynamiques revendicatives des mouvements sociaux urbains qui se sont fortifiés tout au long des années 1980. C'est dans le cadre de cette fortification des mouvements sociaux que Luiza Erundina, candidate du Parti des Travailleurs (PT), est élue à la mairie de São Paulo (1989-1992). Le constat d'un important déficit en logement ainsi que d'une absence généralisée de politiques du logement consistantes lui permet d'amorcer le débat sur la nécessité de la mise en place d'une politique du logement engageant la participation. À la mairie de São Paulo, elle se trouve à être l'une des premières à reconnaître le droit des couches paupérisées à habiter le centre de la ville. Ainsi, plutôt que de s'en remettre à des stratégies d'éviction et de transfert des habitants des logements irréguliers, tel que l'ont fait les gouvernements dans les années passées, Erundina met sur pied une série de mesures et de programmes visant à reconnaître les mouvements du logement comme acteurs politiques institutionnels et à faciliter leur accès à la prise de décisions. Elle tente de mettre sur pied un conseil municipal du logement, née de l'initiative populaire⁴¹. L'objectif d'un tel conseil est d'être une voie institutionnalisée de participation de la population dans la gestion du logement et de la ville. En mettant sur pied une politique du logement orientée vers le droit à la terre, à la ville et à la citoyenneté, ainsi que vers le droit à la participation de la population dans les formulations, les mises en œuvre

programmée – [ainsi que] la réorientation de la lutte à propos de questions isolées, comme l'eau et la lumière, vers des questions centrales comme la possession de la terre ».

⁴¹ Maria da Gloria Gohn, *Conselhos gestores e a participação sociopolítica*, São Paulo : Cortez, 2001, 120p.

et les décisions des programmes de logement, Erundina démontre aux mouvements du logement que l'attribution de logements sociaux destinés aux couches paupérisées du centre de São Paulo peut être rendue possible. Elle offre désormais un objectif institutionnel concret vers lequel les mouvements peuvent s'orienter⁴². Selon l'urbaniste Antonio Moreira, elle engage ainsi de nouveaux paradigmes pour la politique du logement⁴³.

Ces paradigmes, concentrés sur le caractère participatif de la politique du logement, n'ont cependant pas eu de suite. En effet, les années suivantes (1993-2000) laissent place aux administrations de Paulo Maluf (1993-1997) et de son candidat Celso Pitta (1997-2000) dont la priorité a été le démantèlement de la politique municipale du logement établie par Erundina. La structure des opportunités politiques changeante, une certaine frustration se fait sentir du côté des mouvements du logement : les attentes créées par l'administration Erundina sont élevées et les résultats peu substantiels⁴⁴. De ce fait, en 1996, les mouvements du logement se tournent vers le gouverneur de l'État de São Paulo, Mario Covas, qui appartient au Parti de la Social-Démocratie Brésilienne (PSDB), traditionnellement plus ouvert aux revendications populaires. Le gouverneur entreprend des séances de consultations avec les mouvements dont la nature participative augmente les attentes. Malgré la promesse de la construction de dix unités de logements sociaux au centre, ces séances de consultation n'aboutiront jamais. Frustrés des lenteurs bureaucratiques, l'*Unificação das lutas dos cortiços* (ULC) et le *Forum dos cortiços* (FC) organisent la population des *cortiços* en associations en 1996 et, dès mars 1997, occupent plusieurs immeubles du centre comme moyen de faire valoir leurs revendications⁴⁵.

À partir de la seconde moitié des années 1990, vient s'ajouter à la dénomination « *movimento de moradia* » (mouvement du logement) celle de « *movimento sem-teto* » (mouvement sans-toit). L'apparition de cette dénomination à la seconde moitié des années 1990 va de pair avec une croissance de leurs actions dans la région centrale de São Paulo. Ce

⁴² Charmain Levy, *op. cit.*

⁴³ Antonio Moreira, *Gouvernance urbaine de l'habitat: réalité ou rhétorique ? Le conseil du fonds municipal du logement à São Paulo*, Montréal: Thèse de doctorat en études urbaines (UQAM), 2006, p. 49.

⁴⁴ Charmain Levy, *op. cit.*

⁴⁵ *Idem.*

changement survient dans un contexte national où, en mai 1998, une sécheresse du Nord-Est brésilien ainsi qu'une crise économique engendrent une vague de mobilisations nationales : « les "exclus sociaux" de tous les coins du Brésil rendent alors publique la grave crise qui fracture le pays [...] ils donnent à la question sociale de nouveaux visages, ceux des "sans" - les sans-pain, les sans-terre, les sans-emploi, les sans-toit, les sans-droit...⁴⁶ ». Les pratiques et discours des mouvements de sans-toit s'insèrent dans l'orbite de l'expérience du *Movimento dos trabalhadores rurais sem-terra*⁴⁷ (MST). En effet, la *Marche nationale pour la réforme agraire, la justice et l'emploi*, qui prend place suite à un appel du MST en 1997, permet une marche de plus de 1300 sans-terre en direction de Brasília dont le passage à travers plusieurs villes autorise non seulement un important vent de sympathie envers ces derniers, mais sert également à réaffirmer l'intention du MST de tenir compte des problèmes engendrés par l'urbanisation croissante au Brésil et d'adapter la lutte pour la réforme agraire au cadre urbain⁴⁸. Une série d'échanges et de rencontres entre le mouvement urbain et le MST s'en suivent. C'est dans ce contexte que naît en 1997 le *Movimento dos trabalhadores sem-teto* (MTST), aujourd'hui l'un des mouvements de sans-toit les plus importants à São Paulo. Edson Miagusko, auteur d'une thèse de doctorat sur le mouvement des sans-toit de São Paulo, relate une entrevue dans laquelle Virgilio, coordonnateur du MTST, commente la naissance du MTST :

« O MTST surge como uma organização urbana vinculada organicamente ao MST. Os militantes que deram origem ao MTST eram militantes que o MST liberou para atuar no espaço urbano pelo MST. Isso em 1997 tem o processo da marcha popular pelo Brasil construída pelo MST e no processo da marcha setores do MST, a direção nacional do MST aponta a necessidade de uma organização urbana. [...] E um dos instrumentos criados foi o MTST que surge efetivamente do interior do MST. Mas o próprio desenvolvimento da luta do MTST levou à necessidade de uma autonomia⁴⁹ ».

⁴⁶ Ana Amélia Da Silva, *op. cit.*, p. 111.

⁴⁷ Le MST, officiellement fondé en 1984, est considéré comme l'un des plus importants mouvements sociaux brésiliens. Il est présent dans 23 États et lutte pour une réforme agraire juste et non commerciale en empruntant une stratégie visant l'occupation physique (campements) des terrains inutilisés de grands propriétaires terriens

⁴⁸ Edson Miagusko, *Movimentos de moradia e sem-teto em São Paulo*, São Paulo : Thèse de doctorat en Sociologie à l'Université de São Paulo (USP), 2008, 241p.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 183. Traduction libre : « Le MTST est apparue comme une organisation urbaine attachée organiquement au MST. Les militants ayant donné origine au MTST étaient des militants que le MST avait laissé agir au sein de l'espace urbain pour le MST. C'est en 1997, il y a une marche populaire à

Alors que le MTST concentre ses actions dans la périphérie de la ville et fait des occupations de terrains vagues plutôt que d'immeubles, l'année 1998 voit naître d'autres organisations de sans-toit dans la région centrale de la ville (*Associação dos Moradores Sem-Teto da Região Central, Movimento dos Encortiçados, Sem-Teto e catadores de Papelão da Região Central, Movimento dos Moradores do Centro*). La rareté des espaces vacants au centre-ville exige de ces derniers de mener des occupations d'immeubles abandonnés, souvent objet de la spéculation immobilière. En 1998, le nombre d'immeubles occupés est de huit. L'année 1999 est une année record alors que le nombre d'occupations augmente à seize. Entre 1997 et 2007, les sans-toit sont à l'origine de 112 occupations de terrains et d'immeubles à São Paulo⁵⁰. Au total, 83 occupations (74,1%) ont lieu dans la région centrale de la ville et 29 (25,9%) dans la région métropolitaine du Grand São Paulo. La majorité des occupations ont lieu entre 1997 et 2000 (43,4% des occupations enregistrées entre 1997-2007 ont lieu dans cette période). La majorité de l'immobilier occupé était resté sans utilisation pour plusieurs années. La période de 2001-2004 correspond à la gestion municipale de Marta Suplicy (PT) dont la sympathie pour les mouvements sociaux urbains et la tentative d'instaurer une politique participative en matière de logement aura entraîné du côté des mouvements de sans-toit une « trêve » des occupations (38,8%). Cette chute se poursuit durant la période 2005-2008 (16,5%), mais pour les raisons opposées. En effet, la période 2005-2007 est marquée par l'administration Gilberto Kassab, dont la ligne politique est celle d'une répression des actions des mouvements de sans-toit.

Or cette baisse récente des occupations au centre-ville de São Paulo ne doit pas amener à négliger leur rôle dans les dynamiques politiques et urbaines qui structurent aujourd'hui la ville de São Paulo. Malgré une chute du nombre d'occupations à partir du début des années 2000, la constante omniprésence des sans-toit tant à travers la couverture médiatique que dans la rue (marches, slogans, bannières, occupations) investit l'imaginaire

travers le Brésil organisée par le MST et durant cette marche, des secteurs du MST, la direction nationale du MST, pointent la nécessité d'une organisation urbaine. [...] Un des instruments créés était le MTST qui est effectivement apparu à l'intérieur même du MST. Mais le développement de la lutte du MTST aura rendu l'autonomie nécessaire ».

⁵⁰ *Ibid.*, p. 153.

collectif des *paulistanos* et empêche de négliger trop hâtivement leur intérêt dans l'étude du politique et de l'urbain. Comment aborder le mouvement des sans-toit ? En tant que mouvement social, le mouvement des sans-toit s'inscrit au sein de la problématique générale des mouvements sociaux. Une brève revue de la littérature sur le sujet aura l'avantage d'offrir un ensemble de points de repère à partir desquels non seulement nous pourrons penser le mouvement des sans-toit, mais également établir la manière par laquelle il n'a pas encore été pensé et les raisons pour lesquelles il gagnerait à l'être. En tant que citoyens exclus de la société informationnelle dont la principale modalité d'action est l'occupation d'immeubles abandonnés, le mouvement des sans-toit s'inscrit également au sein de la problématique urbaine et de l'exigence de prendre en compte la construction de la ville par le quotidien des gens mêmes qui y vivent.

1.3 COMMENT ABORDER L'ÉTUDE DES SANS-TOIT ?

En explorant la problématique générale des mouvements sociaux et, plus particulièrement, l'évolution des notions qui s'apparentent à l'étude de l'imaginaire (significations, idéologie, croyances, représentations, langage, etc.) dans l'analyse des mobilisations sociales, nous visons à établir un ensemble de paramètres de référence afin d'aborder les sans-toit à partir d'une problématique inexplorée. En effet, après avoir esquissé les principaux apports que peuvent apporter à notre objet d'étude différents courants de l'analyse des mobilisations sociales, nous proposerons d'approfondir ce dernier en justifiant la nécessité d'un certain déplacement épistémologique dans l'étude de la question du « mouvement social ». Plutôt que d'être abordé comme parenthèse « protestataire », le mouvement social gagne à être pensé à partir d'une problématique plus générale des problèmes sociaux : certaines souffrances sociales ne peuvent s'exprimer à travers le langage des revendications. L'approche que suggère un tel déplacement épistémologique peut également être mise en rapport avec les exigences d'un « renouvellement » de la problématique urbaine à l'ère de la ville-globale. En effet, c'est par l'étude du quotidien des sans-toit et des significations attribuées à l'habitat que nous pourrions proposer une étude des dynamiques politiques de la ville qui dépasse les approches traditionnelles de l'urbain en termes de « schémas ».

1.3.1 LA PROBLÉMATIQUE DES MOUVEMENTS SOCIAUX

Les mouvements sociaux sont une forme concrète de traduction des malaises sociaux. Alors que le sens commun leur associe un ensemble de formes de protestations, ils constituent souvent les premiers points de repère lorsqu'il s'agit de dresser une esquisse des dynamiques sociales propres à un espace. Ils offrent un message de conflit social. Un bref survol de la littérature sur la problématique des mouvements sociaux nous permettra de retracer les principales étapes de l'évolution du rôle des significations et du langage dans l'analyse des conflits sociaux. Bien que l'étude des souffrances et malaises sociaux ne s'épuise pas à travers la notion de « mouvement social » – ce mémoire vise d'ailleurs à le démontrer –, cette dernière représente une problématique dont les apports scientifiques en termes d'analyse sont pour notre objet d'étude riches et variés. Or, cette revue de la littérature ne saurait prétendre à l'exhaustivité. En se concentrant sur l'évolution des concepts d'idéologie, de culture, de représentations, de croyance et du langage dans l'étude des mobilisations et des protestations sociales, elle vise à situer dans la problématique des mouvements sociaux les notions qui s'apparentent à la problématique de l'imaginaire. Tout en observant les possibles apports de ces analyses pour notre objet d'étude, nous serons également confrontés à leurs limites de manière à nous permettre de souligner les facteurs motivant un certain déplacement épistémologique autour de la question du « mouvement social ».

À l'origine des réflexions théoriques sur les mouvements sociaux urbains des années 1970 et 1980 se trouve l'école dite du « comportement collectif » (*collective behavior*) dont l'un des principaux vecteurs est l'école de Chicago de l'entre-deux-guerre. Ce modèle théorique met en œuvre une *psychosociologie* de la frustration sociale : la mobilisation émane à partir d'une tension entre une satisfaction attendue et refusée. L'intérêt de ce modèle théorique pour notre étude provient du fait qu'il ouvre l'analyse à l'étude de l'idéologie, des représentations et des croyances. En effet, la frustration individuelle, génératrice d'un potentiel de mécontentement et de violence, est présentée comme étant insuffisante en elle-même pour faire naître une mobilisation. La problématique de base de cette école est celle de la *convergence* : la mobilisation prend forme à partir d'une synchronisation entre les

croyances et frustrations des individus, et non d'une logique de la contagion comme le prétendait le modèle épidémiologique de Le Bon⁵¹ à la fin du XIXe siècle. Cette synchronisation exige que le mécontentement trouve un langage qui lui donne sens en lui désignant des adversaires et en légitimant certaines revendications par référence à des valeurs. C'est en ce sens que le langage et les représentations deviennent pour cette école centraux à l'analyse. Émanant à partir de frustrations sociales, la mobilisation ne peut s'expliquer sans référence au langage et aux représentations. Or, au même moment où apparaît l'école du comportement collectif émerge celle de l'action rationnelle avec une problématique contradictoire : une lecture économique des mobilisations et comportements sociaux leur permet d'affirmer que les individus qui participent aux mouvements sociaux répondent à une logique du calcul coûts/ avantages de manière à conditionner leur engagement à la probabilité d'un bénéfice matériel. En mettant la « rationalité » au centre des comportements, de manière conforme au schéma de l'*homo oeconomicus*, cette école représente une minoration du vécu des personnes mobilisées et des idéologies dans l'étude des comportements sociaux. Alors que le modèle du comportement collectif se trouve parfois à être faussement réduit à la relation mécanique mobilisation-frustration et que celui de l'action rationnelle, de son côté, est critiqué pour son lexique trop directement économique et son postulat d'un modèle unique de « rationalité », l'école de la « mobilisation des ressources » leur succède à la fin des années 1970. Bien qu'elle prétende répondre aux lacunes de ces deux dernières écoles, elle n'est pas sans véhiculer certains des postulats du modèle de l'action rationnelle. En effet, non seulement le modèle de la mobilisation des ressources conquiert dans les années 1980 le statut de cadre théorique de référence, mais contribue également à laisser dans l'ombre la prise en compte des variables plus subjectives : le vécu des personnes mobilisées, leurs croyances et leurs représentations.

La théorie de la mobilisation des ressources apparaît aux États-Unis au courant des années 1970. Ce modèle théorique a pour objectif de déplacer définitivement la question fondatrice de l'analyse des mouvements sociaux : on ne cherche pas tant à savoir *pourquoi* les mobilisations sociales émergent, mais *comment* se développe, réussit ou échoue la mobilisation. Bien que les travaux associés à cette école peuvent aller d'un pôle très

⁵¹ Gustave Le Bon, *Psychologie des foules*, Paris: Presses universitaires de France, 1963, c1895, 130p.

économique (McCarthy et Zald) à un autre plutôt marqué d'une prise en compte des variables historiques et sociologiques (Oberschall, Tilly), l'objectif fondamental de cette école demeure le souci de « sociologiser » l'*homo oeconomicus*. En effet, John D. McCarthy et Mayer N. Zald mettent l'accent sur le caractère objectif et matériel du mouvement social et affirment en ce sens que son organisation procède d'une structure qui possède des ressources (militants, argent, experts, etc.) et définit des objectifs et stratégies⁵². Il s'agit d'une lecture du mouvement social comme *entreprise* de protestation mobilisant des *ressources* (moyens) pour les *investir* de manière rationnelle en vue de faire aboutir certaines revendications. Les travaux de Anthony Oberschall⁵³ et de Charles Tilly⁵⁴ représentent une tentative visant à dépasser les formes d'analyse trop objectives et matérielles que suggère le lexique économique. Leurs travaux ont pour objectif de tenir compte des liens internes du groupe : les faits de structuration sociale et les sociabilités. Le capital de moyens – de ressources – du groupe ne se limite plus à son nombre ou à sa puissance économique, mais aussi à la force de son sentiment identitaire, à la conscience qu'a le groupe de ses intérêts. L'on tente ainsi d'introduire de la chair sociale au schéma de l'*homo oeconomicus* en attribuant une nature plus subjective aux *ressources* ainsi qu'en soulignant les différents types de rationalités pouvant émerger des particularismes de chaque mobilisation. Cependant, les postulats économiques de base demeurent : les ressources, qu'elles soient de nature objective ou subjective, ne sont qu'un potentiel qu'il importe d'activer et de mobiliser de manière stratégique. L'attention portée aux machineries organisationnelles et aux ressources disponibles contribue à faire oublier le rôle des notions plus subjectives dans la compréhension de l'action collective et même lorsque ces dernières sont prises en compte – comme tente de le faire Oberschall et Tilly – c'est pour les assujettir à un point de vue macrosociologique et économique de l'engagement. Ce seront les théories sur les « nouveaux mouvements sociaux » qui réhabiliteront à leur plein potentiel les réflexions sur les dimensions idéologiques et culturelles de la mobilisation.

⁵² John McCarthy et Mayer Zald, « Resource Mobilization and Social Movements : a Partial Theory », *American Journal of Sociology*, vol. 82, 1977, pp. 1212-1241.

⁵³ Anthony Oberschall, *Social Movements : Ideologies, Interests and Identities*, New Brunswick, N.J. : Transaction Books, 1993, 403p.

⁵⁴ Charles Tilly, *From mobilization to Revolution*, New-York : Random House, 1978, 349p.

L'ambition théorique des théoriciens des nouveaux mouvements sociaux est de partir de l'analyse des mobilisations pour comprendre la société post-industrielle. Selon les thèses d'Alain Touraine⁵⁵ et de Alberto Melucci⁵⁶, le terme de « nouveaux » fait référence au passage à un nouveau « registre » de l'action collective qui concorde avec la venue de société post-industrielle durant les années 1970. Il s'agit d'un registre post-matérialiste permettant désormais de concevoir le mouvement social comme apte à prendre la relève du mouvement ouvrier. Plutôt que d'être orientée vers l'organisation du travail à partir d'un schéma structuré en termes de classe, la déstructuration de la société industrielle permet désormais à l'action sociale revendicative de prendre forme à partir de pratiques enracinées dans la vie quotidienne et de s'orienter vers le contrôle de la production et la diffusion de l'information. Melucci identifie les nouvelles formes de mobilisation à travers, entre autres, le féminisme, l'écologisme, les mouvements étudiants, les mouvements anti-institutionnels qui feraient rupture aux mouvements « anciens » caractérisés par le syndicalisme et le mouvement ouvrier⁵⁷. Le mouvement des sans-toit saurait correspondre au profil de ces « nouvelles » formes de mobilisation. L'intérêt que présentent pour nos recherches les analyses des nouveaux mouvements sociaux se situe au sein de la réhabilitation de dimensions de l'action collective qu'avait identifiée l'école du comportement collectif : croyances, représentations et langage. C'est entre autres à travers les catégories de « culture » et de « cadres » (*frames*) que la prise en compte des composantes cognitives et discursives de l'action collective sera approfondie durant les années 1980 et 1990.

La principale école latino-américaine s'étant donné pour but d'éclairer ce que l'objectivisme de la théorie de la mobilisation avait laissé dans l'ombre est représentée par les travaux d'Alvarez, Dagnino et Escobar⁵⁸. Bien que ces derniers offrent une analyse des mouvements sociaux qui prend appui à partir du champ d'études multidisciplinaire des *cultural studies*, leurs travaux dénoncent le fait que les analyses de ce même champ d'études restent souvent limitées à l'étude des textes et ne peuvent tout à fait rendre compte des luttes

⁵⁵ Alain Touraine, *La voix et le regard : sociologie des mouvements sociaux*, *op. cit.*

⁵⁶ Alberto Melucci, *op. cit.*

⁵⁷ *Idem.*

⁵⁸ Sonia Alvarez, Evelina Dagnino et Arturo Escobar (sous la dir.), *Cultures of Politics, Politics of Cultures*, Colorado : Westview Press, 1998, 459p.

de sens au sein desquelles s'insèrent les *acteurs sociaux concrets*. Ils affirment que le champ des *cultural studies* diminue le rôle central joué par les mouvements sociaux dans la production culturelle. Afin de palier cette lacune, l'ouvrage-clé *Cultures of Politics, Politics of Culture* vise à théoriser la dimension culturelle de la politique tout en établissant la centralité politique de la culture⁵⁹. La dimension culturelle de la politique est définie à travers

the process enacted when sets of actors shaped by, and embodying, different cultural meanings and practices come into conflict with each other [...] when movements deploy alternative conceptions of woman, nature, race, economy, democracy, or citizenship that unsettle dominant cultural meaning, they enact a cultural politics⁶⁰.

Or, cette dimension culturelle de la politique, dont le principal vecteur est le mouvement social, produit ses effets sur les cultures politiques définies comme « the particular social construction in every society of what counts as "political"⁶¹ ». Ainsi, alors que les travaux de l'école de la mobilisation des ressources se limitent souvent à inscrire les mouvements sociaux dans des stratégies visant des gains matériels et institutionnels, Alvarez, Dagnino et Escobar mettent l'accent sur un rôle politique des mouvements sociaux qui ne saurait s'épuiser à travers l'obtention de droits ou du pouvoir politico-institutionnel. L'intérêt d'une telle approche se situe dans sa conception du rôle politique des mouvements sociaux qui doit également inclure les luttes de sens au sein desquelles ces derniers s'insèrent en permanence. Ces luttes ont pour but de transformer la culture politique dominante.

Aux États-Unis, un courant d'analyse similaire prend pour référent la notion de « cadres » (*frames*) plutôt que celle de culture. Se basant sur une problématique équivalente à celle d'Alvarez, Dagnino et Escobar, les chercheurs à l'origine de la notion de cadres mettent à l'étude la manière par laquelle les individus mobilisés produisent des significations *dans* et *pour* l'action. Ce courant est représenté aux États-Unis à travers les travaux de David Snow et Robert Benford⁶². Le cadrage (*framing*) concerne « la façon dont les personnes engagées interprètent, diagnostiquent et pronostiquent le cours des situations où elles sont impliquées,

⁵⁹ *Idem.*

⁶⁰ *Ibid.*, p. 7.

⁶¹ *Ibid.*, p. 8.

⁶² Robert Benford et David Snow, « Framing processes and Social Movements. An overview and assesment », *Annual Review of Sociology*, vol. 26, 2000, pp. 611-639.

sur leur manière de définir des problèmes, de désigner des responsables, de viser des objectifs, de concevoir des actions, d'avancer des revendications⁶³ ». L'importance du langage dans ce processus nous est rappelée par Felstiner, Abel et Sarat⁶⁴ qui, à partir du postulat selon lequel le recours au langage apporte les mots, les classements et les explications qui ordonnent le monde, établissent une trilogie permettant l'étude d'une mise en langage de la protestation par le mouvement social : *nommer* (trouve les mots qui donnent une situation pour problématique, injuste et non naturelle), *blâmer* (faire jouer une logique d'imputation en identifiant des causes et des coupables) et *réclamer* (traduire en revendications et actions la réponse au malaise identifié).

Or, les travaux de Felstiner, Abel et Sarat exposent une mise en langage de la protestation qui risque de se limiter au niveau du discours « officiel » produit ou véhiculé par les responsables des organisations. Dans certains cas, des glissements de sens dans les récits des gens « pris en charge » par le mouvement social permettent non seulement de relever un discours se démarquant du discours « officiel », mais sont également révélateurs d'enjeux politiques particuliers. Bien que le recours au langage par les responsables des mouvements apporte les mots, les classements et les explications qui ordonnent le monde, les individus qui souscrivent au mouvement ne témoignent pas nécessairement de leur vécu à travers une référence exclusive à ces « cadres » que définit le mouvement social. Certes, les notions de culture et de cadrage permettent de mettre en œuvre une analyse incorporant des paramètres qui s'apparentent à ceux de l'imaginaire social (production et lutte de sens, significations, langage) : l'école de la *culture* tente de bâtir un outil conceptuel permettant de cerner les luttes pour la transformation de la culture politique dominante tandis que celle des *cadres* met sur pied un cadre d'analyse centré sur le rôle des significations et des représentations dans la manière de définir des problèmes, de désigner des responsables, des objectifs, et d'avancer des revendications. Ces analyses restent cependant contraintes à une problématique où les problèmes sociaux sont pensés en fonction d'un *mouvement social* conçu comme acteur *protestataire*. En effet, malgré le fait que les mouvements sociaux se mettent en scène à

⁶³ Daniel Cefai et Danny Trom, « Le legs de l'École de Chicago à la théorie de l'action collective, Entretien avec David Snow », *Politix*, volume 13, no 50/2000, p. 156.

⁶⁴ William Felstiner, Richard Abel et Austin Sarat, « The Emergence and Transformation of Disputes : Naming, Blaming, Claiming... », *Law and Society Review*, Vol. 15, no. 3, 1981, pp. 631-654.

travers une logique protestataire – du fait de l’adoption d’un discours pouvant se démarquer de la culture politique dominante – nous soutenons que ces derniers gagnent à être étudiés non plus seulement en tant qu’acteurs politiques protestataires et unifiés, mais aussi, et surtout, à travers les récits qu’offrent les gens pris en charge par le mouvement, dans leur manière de rendre compte de leur existence et de se démarquer du discours souvent trop tranché qu’offre le Mouvement. Comme le note le politologue Érik Neveu, nous mettons de l’avant l’idée selon laquelle « l’analyse des mouvements sociaux gagnerait [...] à ne plus cantonner [les mouvements sociaux] à des parenthèses protestataires, mais à réinsérer leur action dans une problématique plus vaste de construction des problèmes sociaux⁶⁵ ».

La façon dont certains enjeux sociaux sont analysés par la référence au mouvement social contribue à dissoudre la possibilité de penser des souffrances individuelles comme relevant d’un problème social. En effet, les « problèmes sociaux » ne naissent pas uniquement d’un travail de transformation de mécontentements en revendications. Les « membres » d’un mouvement social ne témoignent pas nécessairement de leur vécu en faisant exclusivement référence aux ensembles de significations mis de l’avant par le Mouvement. Leur manière de faire référence à d’autres ensembles de significations peut rendre compte d’un imaginaire social dont le mode de fonctionnement se révèle plus complexe. N’est-il pas possible que certains maux sociaux ne puissent se traduire à travers le langage des *revendications* ? En effet, tout en prenant appui sur des problèmes matériels – tel que le manque d’habitations pour les couches paupérisées –, la dynamique revendicative et protestataire du mouvement des sans-toit ne représente qu’une facette des problèmes sociaux liés à l’habitation urbaine. Plutôt que de proposer une analyse du mouvement des sans-toit se limitant à l’étude de la dynamique revendicative, ce mémoire suggère de mobiliser les concepts de l’imaginaire et de l’habiter pour faire une analyse des sans-toit à partir des récits qu’offrent les habitants des occupations. Bien que ce déplacement épistémologique dans l’étude du mouvement social soit ici abordé à travers la problématique générale des mouvements sociaux, il vise également à correspondre aux spécificités de l’urbain à l’aire de la ville-globale. Comme nous l’avons évoqué plus haut, les changements économiques qui accompagnent la ville-globale provoquent des métamorphoses géographiques et sociales qui

⁶⁵ Érik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris : La Découverte, 2005, p. 109.

exigent l'adoption de nouveaux critères d'analyse de l'urbain. Voyons de quelle manière une étude politique de la ville-globale et de ses tensions sociales gagne à adopter une approche à partir des imaginaires sociaux et de l'habiter.

1.1.3 LA PROBLÉMATIQUE URBAINE À L'ÈRE DE LA VILLE-GLOBALE

Une approche classique de l'urbain nous amène à considérer les dynamiques géographiques et sociales du passage d'une société rurale à une société urbaine. Par extension, une telle approche nous amènerait également à considérer le phénomène du développement de l'habitat humain autour des villes existantes. Les principales définitions « traditionnelles » de l'urbain se fondent donc sur le postulat de base d'une opposition entre la ruralité et l'urbanité. Après avoir passé en revue les principales définitions conceptuelles classiques de l'urbain, Canclini, dans son ouvrage *Imaginarios urbanos*, met de l'avant l'hypothèse voulant que le défaut de ce type de définitions relève d'une incapacité à conceptualiser de manière opérationnelle l'urbain d'aujourd'hui⁶⁶. En effet, depuis l'explosion des mégapoles⁶⁷, le phénomène urbain est caractérisé par une renaissance de la ville exigeant de nouveaux critères d'analyse pour rendre compte d'une réalité plus complexe que celle proposée par l'opposition descriptive rural/ urbain⁶⁸. Cette dernière ne permet pas de voir les différences structurelles ni les possibles similarités entre le rural et l'urbain alors que, selon Lefebvre, l'urbain se conçoit désormais à partir du moment où il n'est plus possible de distinguer la ville de la campagne⁶⁹. Comme le souligne Mike Davis dans son ouvrage-clé sur l'explosion des mégapoles et le phénomène de paupérisation, « les ruraux n'ont bien souvent plus besoin de migrer vers la ville : c'est la ville qui migre vers eux⁷⁰ ». L'indistinction grandissante entre ruralité et urbanité est également notée par l'anthropologue

⁶⁶ Néstor García Canclini. *Imaginarios urbanos*, Buenos Aires : Eudeba, 2005, 149p.

⁶⁷ L'idée d'une « explosion des mégapoles » réfère au phénomène d'urbanisation mondiale à haut taux de croissance (les villes ont en réalité absorbé près des deux tiers de l'explosion de la population mondiale depuis 1950) alors qu'on dénombre aujourd'hui 20 mégapoles de plus de 10 millions d'habitants contrairement à 2 en 1950. Référence : Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, *op. cit.*

⁶⁸ Néstor García Canclini. *Imaginarios urbanos*, *op. cit.*

⁶⁹ Henri Lefebvre, *op. cit.*

⁷⁰ Mike Davis, *Le pire des mondes possibles*, Paris : La Découverte, 2006, p. 13.

Gregory Guldin⁷¹. Les constats apportés au sein de son ouvrage sur l'urbanisation de la Chine peuvent, en ce sens, nous être éclairants : l'urbanisation doit se penser comme une transformation structurelle opérant à partir d'un continuum urbanité/ ruralité et comme une intensification des interactions entre chaque point de ce même continuum. Les recherches de Aurílio Caiado et Sarah Santos vont dans le même sens et soulignent que l'étude de mégapoles, telle celle de São Paulo, leur permet d'examiner « certains processus sociospatiaux en cours, comme la conurbation, la métropolisation [...] et l'avancée de l'occupation typiquement urbaine en régions officiellement considérées comme rurales⁷² ». La présence du phénomène inverse accentue la nécessité d'un dépassement des approches classiques de l'urbain en révélant leur incapacité à rendre compte des différenciations sociales qui se retrouvent au centre même de l'urbain d'aujourd'hui :

Si certaines villes éloignées du cœur de la métropole peuvent être en partie « métropolisées », il existe au sein même de la métropole définie physiquement et classiquement, des zones et des populations qui ne sont pas « métropolisées », ou plus exactement qui sont exclues de la vie métropolitaine quotidienne⁷³.

En effet, en projetant l'image d'une ville se positionnant comme condition de possibilité de la globalisation⁷⁴, la ville-globale appelle à la concentration de groupes sociaux polarisés et se constitue en tant qu'espace aux multiples réalités. Un regard se voulant éclairant sur l'urbain d'aujourd'hui doit savoir inclure ces *autres* réalités.

Bien que les différents schémas de l'urbain (centre/ périphérie, rural/ urbain) proposent des éléments de lisibilité de l'espace urbain, on ne saurait se référer exclusivement à ces derniers pour fournir des motifs explicatifs au degré de conflictualité sociale que met en scène la ville de São Paulo. À trop raisonner sur des schémas macro de l'urbain, on risque de perdre le point de vue des populations qui habitent elles-mêmes la ville et dont les modes de

⁷¹ Gregory Guldin, *What's a Peasant to Do ? Village becoming Town in Southern China*, Boulder, 2001, 312p.

⁷² Aurílio Sérgio Caido et Sarah Monteiro Dos Santos, « Fim da dicotomia rural-urbano? Um olhar sobre os processos socioespaciais ». *São Paulo Perspectiva*, vol.17, no.3-4, juillet 2003 p. 123.

⁷³ François Ascher, « Dynamiques métropolitaines et enjeux socio-politiques », *Futur Antérieur*, Vol. 29, 1995, [En ligne], mis en ligne en septembre 1995.

⁷⁴ Thierry Baudouin, « La ville, nouvel espace productif de la mondialisation », *Futur Antérieur*, Vol. 30, 1995, [En ligne], mis en ligne en janvier 1996.

localisation dans l'espace sont au carrefour de plusieurs déterminants et processus. C'est dans cet ordre d'idées que les analyses de Michael Dear nous amènent à croire que la problématique de la ville-globale ne demande plus à être analysée à partir d'un détachement calculé par rapport à la ville – une vue de dessus (centre/ périphérie, rural/ urbain). Elle devrait plutôt faire appel à de nouveaux critères d'analyse correspondant à ce que ce dernier désigne par le terme de *microgéographie* : « à la manière de Michel de Certeau, on peut dire que la clé de cette vie sociale se situe au niveau de la rue, où les comportements humains peuvent être observés au travers de la myriade des pratiques quotidiennes⁷⁵ ». Il s'agit de favoriser une approche tenant compte du fait que la ville se trouve à être non seulement bâtie par les urbanistes, mais aussi au quotidien par les gens mêmes qui y habitent et qui attribuent des significations au « cadre bâti ». L'objectif d'une telle approche est de dépasser une conceptualisation de l'urbain comme phénomène strictement socio-économique ou géographique pour également le considérer comme phénomène socio-politique passant par les vies quotidiennes de ces gens ne s'insérant pas tout à fait au sein du mode de développement informationnel.

La question de l'habitat se situe tout particulièrement au carrefour des deux registres que sont ceux des structures urbaines (macro) et de la vie quotidienne des citoyens (micro). Les approches de l'urbain en termes de « schémas » ont pour données structurelles l'habitat et ses différenciations au sein d'un ensemble global (la ville). Il s'agit d'une étude des processus qui régissent la distribution des citoyens dans des habitats différenciés. Or, l'habitat investit également le quartier et la vie quotidienne des citoyens. La qualité de ses matériaux (fragilité ou durabilité), son emplacement et même sa forme auront des incidences sur les comportements quotidiens des gens qui y habitent. Le prochain chapitre nous permettra cependant d'affirmer que l'habitat ne se résume pas à ses aspects matériels, mais véhicule un ensemble de significations sociales qui investissent les imaginaires sociaux. Nous soutiendrons que l'habitat comme paramètre de l'urbain n'appelle pas nécessairement à une approche du point de vue « macro », mais gagne à être abordé à travers la problématique des

⁷⁵ Michael Dear, « Prendre Los-Angeles au sérieux: temps et espace dans la ville post-moderne », *Futur Antérieur*, Vol. 29, 1995, [En ligne], mise en ligne en septembre 1995.

imaginaires sociaux pour révéler des dynamiques politiques propres aux subtilités de la ville-globale.

Une approche de l'urbain à partir d'une étude politique des significations sociales de l'habitat révèle un intérêt certain pour l'analyse du mouvement des sans-toit. En effet, ce dernier ne pose pas uniquement le problème de l'accès au logement, mais celui encore plus substantiel des significations sociales attribuées aux habitats. En concentrant notre étude sur les récits des habitants d'occupations du mouvement des sans-toit plutôt qu'au niveau du discours « officiel » tenu par ses responsables, nous éviterons de limiter l'analyse des significations sociales de l'habitat à une dynamique « protestataire ». En effet, l'objectif sera plutôt de rendre compte de la complexité avec laquelle des ensembles de significations parfois contradictoires structurent l'imaginaire urbain des sans-toit. Par les composantes sociales et politiques des imaginaires liés à l'habitat, les sans-toit actualisent la problématique de l'habiter qui, bien souvent, demeure à un niveau bien théorique au sein de la littérature scientifique. L'un des objectifs de ce mémoire est d'ailleurs d'appliquer au niveau pratique des notions souvent très théoriques tel l'imaginaire ou l'habiter. Le prochain chapitre sera consacré aux problématiques de l'imaginaire et de l'habiter de manière à bâtir un cadre conceptuel approprié à notre objet d'étude.

Notre hypothèse est la suivante : en mobilisant différents ensembles de significations, les récits des sans-toit sur leur habitat – l'occupation – révèlent l'habiter comme souffrance sociale pouvant difficilement s'articuler au discours « revendicatif » du mouvement. Alors que le prochain chapitre est consacré à notre cadre théorique, le troisième chapitre nous permettra de définir de quelle manière les récits offerts par les habitants d'occupations constituent un riche matériel à partir duquel il est possible d'extraire les significations imaginaires sociales liées à l'habiter. En effet, c'est par l'entremise d'un travail de terrain que ce mémoire vise à joindre une problématique concrète – celle du déficit en logement et de la lutte urbaine du mouvement des sans-toit pour un meilleur accès au logement – à des notions assez théoriques tel l'imaginaire et l'habiter.

CONCLUSION

Les défis auxquels font face les mégapoles à l'ère de la globalisation entraînent des métamorphoses socio-spatiales qui, en complexifiant la dualité de la ville, exigent l'adoption de nouvelles approches de l'urbain. À partir du postulat selon lequel la ville n'est pas une œuvre qu'un spectateur peut justement apprécier de l'extérieur, ce mémoire vise à adopter une approche qui ne se limite pas à une mise en scène de l'urbain en termes de « schémas macros » ou d'une « vue du haut » (centre/ périphérie, rural/ urbain). Le point de vue privilégié par ce mémoire doit pouvoir rendre opérationnelle l'idée d'une « microgéographie » de l'urbain où l'on attribue une valeur politique aux pratiques quotidiennes qui définissent la ville par les manières de *l'habiter*.

Ce chapitre aura permis d'aborder la problématique qui sous-tend ce mémoire. L'occupation ne se pose-t-elle pas comme défis à l'ordre urbain institué ? Bien qu'elle représente la principale forme d'action du mouvement des sans-toit, les rapports politiques au sein desquels elle s'inscrit n'englobent-ils pas une problématique politique fondamentale de l'urbain, plus complexe que ce que peut laisser croire au premier abord la revendication d'un logement ? Après avoir retracé les principales réactions des autorités politiques au problème du logement à São Paulo ainsi que les origines des mobilisations du mouvement des sans-toit, nous soutenons que la question du logement qui sous-tend l'action revendicative des sans-toit doit être approfondie par *l'habiter* comme composante fondamentalement politique de l'urbain à l'ère de la ville-globale. La baisse du nombre d'occupations d'immeubles au centre-ville de São Paulo depuis le début des années 2000 ne saurait en aucun cas compromettre l'importance d'une étude de *l'habiter* : l'objectif de cette recherche n'est pas de fournir un examen des paramètres qui influencent le niveau de mobilisation des sans-toit, mais plutôt d'offrir un cadre d'analyse dont la force est de révéler l'occupation en tant que traduction de problèmes sociaux qui à la fois sont particuliers aux grandes villes et ne peuvent s'exprimer à travers le mouvement social. Plus qu'une nouvelle compréhension des sans-toit, ce mémoire prétend fournir les pistes nécessaires à une meilleure compréhension de la ville et des populations qui, à force de vivre à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de la ville-globale, ne savent plus où trouver refuge.

Pour ce faire, un cadre d'analyse précis doit être défini et mis en place. C'est l'objet du prochain chapitre. Un examen des principales théories autour du concept d'imaginaire de même que de ses applications à l'étude des phénomènes sociaux et urbains nous amènera à questionner la nature du lien entre imaginaire et politique. En effet, le prochain chapitre visera à répondre à la question suivante : de quelle manière le politique peut-il investir l'imaginaire, et ce dernier l'urbain ? C'est autour de l'*habiter* – concept-clé de ce mémoire – que nous joindrons *politique*, *imaginaire* et *urbain* et assureront une application concrète de problématiques, telle celle de l'imaginaire, qui connaissent le désavantage de souvent demeurer à un niveau purement théorique au sein des écrits scientifiques.

CHAPITRE II : HABITER LA VILLE-GLOBALE

La voie d'une « microgéographie » de l'urbain, telle que proposée par Dear⁷⁶, évoque le dépassement d'une approche « classique » de l'urbain se limitant à la ville formalisée et découpée par la production de ses cadres matériels. Il s'agit plutôt d'une approche qui vise à rappeler que la ville n'est pas tant construite par ses bâtiments et ses espaces urbains – tel que peut le laisser croire une approche en termes de schémas urbains, où la ville est vue du haut des airs –, mais aussi, et surtout, à travers les pratiques sociales concrètes et quotidiennes des gens qui habitent la ville. Ce sont ces pratiques qui attribuent sens et significations au cadre matériel de la ville. Or, comment est-il possible d'avoir accès à ce type de matériel ? Comment cerner l'« expérience du quotidien » ? Non seulement un cadre théorique doit permettre un certain découpage du matériel à mettre à l'étude, mais doit également fournir un angle d'analyse et une manière de traiter ce dernier. C'est le principal objectif de ce second chapitre que d'élaborer un cadre théorique permettant d'appréhender l'aspect politique de la ville à travers l'expérience quotidienne des sans-toit.

Pour ce faire, nous devons d'abord effectuer un bref examen de l'utilisation du syntagme « imaginaire urbain » au sein de la littérature afin de voir de quelle manière il est possible d'en faire un outil d'analyse du politique. Pour ce faire, nous puiserons inspiration au sein des travaux d'Ernesto Laclau et de Cornelius Castoriadis qui, sans concerner spécifiquement la ville, pensent le rôle politique des imaginaires.

Nous serons cependant amenés à questionner certains éléments des cadres d'analyse castoridien et laclauien. Le premier nous invite à nous demander si le rôle politique de l'imaginaire se révèle toujours à partir d'une rupture radicale, d'un décrochage spontané à l'égard de l'ordre institué. Le second engendre un questionnement qui vise à savoir si ce rôle politique de l'imaginaire doit se situer uniquement lorsqu'un contre-discours – un imaginaire instituant – arrive à s'instituer au niveau global de la société. Ces questionnements révèlent

⁷⁶ Michael Dear, «Prendre Los-Angeles au sérieux: temps et espace dans la ville post-moderne», *op. cit.*

certaines limites au dialogue théorique entre Laclau et Castoriadis. Les analyses de Charlotte Nordmann⁷⁷ sur les thèses parfois contradictoires de Jaques Rancière et de Pierre Bourdieu permettront de surmonter ces limites et de bâtir notre propre cadre théorique autour de l'habiter.

Rancière nous invitera à penser la parole du citoyen comme témoignage d'une conception du monde et de l'espace social à travers des catégories de rangement. Bourdieu, par les concepts d'*habitus* et de *sens pratique*, nous amènera à penser ces témoignages comme mise en parole d'un vécu ne pouvant pas tout à fait être partagé à travers les principes de rangement institués. Les *catégories* de rangement (pauvre, riche, justice, violence, etc.) sont mobilisées par des imaginaires politiques qui, en attribuant différents ensembles de signification relativement stables à ces catégories, en font des *principes* de rangement (structurent l'espace social en attribuant des positions et fonctions précises à ces catégories). De cette problématique nous serons amenés à bâtir le concept de l'habiter non pas comme rupture totale à l'égard de l'ordre institué, ni en tant qu'imaginaire politique stabilisé, mais plutôt comme glissements constants *entre* différents principes de rangement. Nous verrons que ce qui différencie l'habiter de l'imaginaire social est, d'une part, sa capacité à mobiliser différents principes de rangement pour faire apparaître un espace *entre* ces derniers, et d'autre part, sa constante relation avec l'habitation comme référent matériel.

2.1 L'IMAGINAIRE COMME OUTIL D'ANALYSE DU POLITIQUE ?

L'escamotage de l'imaginaire dans l'étude des sciences sociales se présente comme le résultat d'une tradition occidentale iconoclaste et rationaliste. Jean-Jacques Wunenburger⁷⁸ rappelle que « cette minoration voire cette négation de l'imaginaire est d'ailleurs conforme à une tendance dominante à faire l'économie de l'instance imaginative dans la compréhension des connaissances et des actions humaines⁷⁹ ». L'étude de l'urbain ne fait pas exception en ce domaine : comme nous avons pu l'observer plus haut, les études traditionnelles de l'urbain se

⁷⁷ Charlotte Nordmann, *Bourdieu/ Rancière : La politique entre sociologie et philosophie*, Paris : Éditions Amsterdam, 2008, 237p.

⁷⁸ Jean-Jacques Wunenburger, *Imaginaires du politique*, Paris : Ellipses, 2001, 119p.

⁷⁹ *Ibid.*, p. 75.

concentrent principalement sur des facteurs d'ordre géographique, démographique et économique. Bien qu'un regain d'intérêt pour le concept d'imaginaire nous permette de repérer son emploi fréquent tant en histoire qu'en anthropologie, sociologie, science politique, philosophie et en études littéraires, la littérature scientifique révèle une multitude d'acceptions ne pouvant que contribuer à brouiller l'utilité de cet objet conceptuel dans l'étude de réalités sociales et politiques. Après avoir examiné les difficultés provenant de la manière par laquelle le syntagme « imaginaire urbain » est abordé dans la littérature scientifique, nous dépasserons ces difficultés par un tour d'horizon des pistes que suggèrent les analyses de Castoriadis et de Laclau, principaux théoriciens de l'imaginaire social.

2.1.1 LE SYNTAGME « IMAGINAIRE URBAIN »

Toutes les villes sont composites. Comme l'écrit Paquot, « il n'existe pas de ville monobloc, monochrome, monocorde, monolingue, monomotrice, ce qui serait bien monotone⁸⁰ ». Qu'est-ce qui rend vie à ces différents espaces qui peuplent la même ville et qui les opposent ou qui les enjoint, si ce n'est pas d'abord l'imaginaire ? São Paulo est une ville-spectacle pour les uns, une ville-paranoïaque pour les autres, mais la plupart du temps les deux à la fois et bien d'autres choses. Comment coexistent ces différentes villes qui sont finalement la même ? Les diverses réalités qui recouvrent la mégapole circulent et s'entrechoquent. Elles façonnent la vie quotidienne des habitants par l'entremise de l'imaginaire. La littérature scientifique qui met de l'avant le syntagme « imaginaire urbain » tend cependant à en faire un usage plutôt statique et descriptif. C'est-à-dire que l'on fait le constat de la présence d'images, de représentations et de mythes dans la composition de l'urbain, sans toutefois dépasser une analyse en termes de schèmes de rangement des images. Loin de prétendre faire une analyse exhaustive de ces écrits, nous exposerons les apports et les limites des quelques textes qui auront servi à esquisser la direction prise pour l'élaboration de notre cadre théorique.

⁸⁰ Thierry Paquot et Patrick Baudry (sous la dir.), *L'urbain et ses imaginaires*, Pessac : Maison des sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2003, p. 5.

Canclini, dans son ouvrage *Imaginarios urbanos*, souligne l'importance que prennent les imaginaires dans la construction des villes⁸¹. En effet, les villes ne se limitent pas au bâti, mais se configurent aussi en images. L'imaginaire, note-t-il, est situé en tant qu'héritages urbains ou « patrimoine invisible » circulant à travers les légendes, histoires, films, peintures et images. La thèse défendue par Canclini prétend que

*la ciudadanía no se organiza sólo sobre principios políticos, según la participación « real » en estructuras jurídicas o sociales, sino también a partir de una cultura formada en los actos e interacciones cotidianos, y en la proyección imaginaria de estos actos en mapas mentales de la vida urbana*⁸².

Par une approche se rapprochant du fonctionnalisme, Canclini perçoit l'imaginaire urbain comme *stratégie* permettant à l'usager de vivre dans l'espace urbain à partir de « projections imaginaires » des actes et interactions quotidiennes en « cartes mentales » de la vie urbaine. En effet, note-t-il, la mégapole reste un objet énigmatique pour la plupart du fait de son étendue (impossibilité de « connaître » tous les quartiers et leurs modes de vie) et, en ce sens, « importa menos [pour l'usager] saber cómo funciona efectivamente la sociedad que imaginar algún tipo de coherencia que ayude a vivir en ella⁸³ ». La production d'imaginaires par les usagers de l'urbain – réduit au simple fait d'imaginer un type de cohérence des interactions urbaines – est ici mise en opposition au fonctionnement *réel* de la ville. Or, une telle opposition peut-elle être compatible à une conceptualisation politique de l'imaginaire urbain ? Vanessa Molina, auteure d'un mémoire sur l'imaginaire politique⁸⁴, note la fréquence de l'opposition imaginaire/ réalité au sein de la littérature scientifique contemporaine. Une analyse discursive basée sur une étude des co-occurrences dans les textes permet, note-t-elle, de conclure que cette opposition apparaît essentiellement où l'imaginaire est employé comme adjectif (vision imaginaire, complot imaginaire, création imaginaire, etc.) plutôt que comme substantif (imaginaire de l'indien, imaginaire des sans-

⁸¹ Nestor Canclini, *Imaginarios urbanos*, op. cit.

⁸² Nestor Canclini, *Imaginarios urbanos*, op. cit., p. 96. Traduction libre : « la citoyenneté ne s'organise pas seulement par la participation politique, suivant la participation « réelle » aux structures juridiques et sociales, mais aussi à partir d'une culture formée par les actes et interactions quotidiennes et par la projection imaginaire de ces actes en cartes mentales de la vie urbaine ».

⁸³ *Ibid.*, p. 127. Traduction libre : « il importe moins [pour l'usager] de connaître effectivement comment fonctionne la société que d'imaginer un type de cohérence aidant à y vivre ».

⁸⁴ Vanessa Molina Serrano, *Entre sens et expression*, Montréal : Mémoire de maîtrise en science politique (UQAM), 2007, 147p.

toit, etc.). Selon Gilbert Durand⁸⁵, théoricien de l'imaginaire symbolique, au fondement de la dissociation entre imaginaire et réalité se trouve une dépréciation du symbole et de l'image, produit des iconoclasmes⁸⁶ ayant régné pour plus de dix siècles sur l'Occident. En soutenant que « *gran parte de lo que nos pasa [avec les autres et au sein de la ville] es imaginario, porque no surge de una interacción real*⁸⁷ », les écrits de Canclini ont certes l'avantage de mettre de l'avant la composante imaginaire de l'urbain, mais ont la conséquence de vider l'imaginaire de tout contenu politique en étant mobilisé dans un rapport de dualité aux « interactions réelles ».

La conception de l'imaginaire social qu'offre Castoriadis nous intéresse d'abord parce qu'elle permet de dépasser la dualité imaginaire/ réalité. C'est la notion d'« étayage » (terme freudien) qui est employé par l'auteur afin de noter le caractère indissociable de l'imaginaire et de la réalité. Bien qu'il existe des réalités physiques et biologiques indéniables, ces dernières acquièrent une existence propre au sein des différentes sociétés. Elles composent la « première strate naturelle » sur laquelle s'étaient les significations imaginaires sociales ayant pour effet de les transsubstantier ou de les altérer ontologiquement (dans leur mode d'être).

Ce n'est pas la société qui crée les phases de la Lune ni la régularité de son orbite, mais la société qui décide de faire de la lune ceci ou cela, de l'investir d'un certain sens. Pensons à ce que la lune a signifié à travers les différentes sociétés – Asarté, Artémis, les Aztèques, les liaisons des phases de la lune avec le cycle féminin, la division des années en mois lunaires, etc. Tout cela n'est pas donné par la trajectoire de la lune, mais résulte de l'investissement de ce fait brut avec du sens, et c'est si vrai que cela diffère selon les institutions de la société⁸⁸.

La composante politique de l'imaginaire urbain ne se trouve pas seulement à être éludée chez Canclini à travers cette minoration du caractère objectif et « réel » de

⁸⁵ Gilbert Durand, *L'imagination symbolique*, Paris: Presses universitaires de France, 1964, 132p.

⁸⁶ Qui « détruit » les images ou tout au moins s'en méfie. Durand réfère principalement au dogmatisme religieux et au cléricalisme, le conceptualisme aristotélicien, puis au cartésianisme et au scientisme.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 89. Traduction libre : « une grande partie de ce qui nous arrive [avec les autres et au sein de la ville] est imaginaire, car il ne s'agit pas du produit d'une interaction réelle ».

⁸⁸ Cornelius Castoriadis, *Sujet et Vérité*, Seuil, 2000, p. 213. Vanessa Molina, *Entre sens et expression*, Montréal : Mémoire de maîtrise en science politique (UQAM), 2007, p. 39.

l'imaginaire, mais également en circonscrivant la production du sens de l'urbanité aux ouvrages littéraires, cinématographiques, historiques et, de nos jours, à la seule sphère des médias institutionnels. En effet, le classement descriptif des représentations et images de la ville-globale – entre ville-spectacle et ville-paranoïaque – s'inscrit dans une dynamique où « les villes ne sont plus tant imaginées dans la littérature, mais par les chroniques journalistiques, la radio et la télévision. Ce sont eux les principaux agents de la construction du sens de l'urbanité⁸⁹ ». Incapables d'avoir une vue d'ensemble de la mégapole qui se disperse sans cesse, les gens s'abandonnent aux médias de masse qui distribuent des images permettant une certaine reconstruction de la ville comme un tout⁹⁰. En limitant la capacité d'institution d'imaginaires aux médias, « one's ability to make any kind of sense of the city now depends not so much on long-form narratives (for example, the novels of Carlos Fuentes and José Emilio Pacheco), but on the information provided daily by the ephemeral discourse of Televisa⁹¹ ». Or, contrairement à ce que prétend Canclini, nous soutiendrons que la production du sens l'urbain ne se réduit pas aux grands ouvrages littéraires et encore moins aux médias institutionnels. En développant une approche de l'imaginaire urbain permettant difficilement de rendre compte du potentiel instituant des imaginaires provenant de secteurs informels, Canclini empêche non seulement de penser l'imaginaire urbain comme politique, mais également de situer le *parler ordinaire*⁹² et la vie quotidienne des gens habitant la ville comme lieu par où circulent, s'entrechoquent et se forment des imaginaires urbains.

La sociologue Anouk Bélanger reprend l'idée de spectacularisation de l'urbain à travers une analyse qui a l'avantage de nous permettre d'entrevoir le potentiel politique des imaginaires provenant des milieux informels⁹³. Elle mène une étude du vernaculaire et du

⁸⁹ Nestor Canclini, « Ville-paranoïaque et ville-spectacle », *op. cit.*, p. 157.

⁹⁰ Nestor Canclini, « Mexico city 2010. Improvising globalization », In *Other cities, other worlds. Urban imaginaries in a globalizing age*, Londres : Duke University Press, 2008, pp. 79-95.

⁹¹ *Ibid.*, p. 85.

⁹² Le *parler ordinaire* est un concept développé par William Labov (*Le parler ordinaire*, Paris : Éditions de Minuit, 1978, 520p.). Labov entend désigner par ce concept le discours familier et intime marqué par une grammaire relativement uniforme au sein des quartiers paupérisés des villes. Nous traiterons de ce concept plus en profondeur au sein du chapitre trois.

⁹³ Anouk Bélanger, « Montréal vernaculaire/ Montréal spectaculaire : dialectique de l'imaginaire urbain », *Sociologie et sociétés*, vol. 37, no 1, 2005, pp. 13-34.

spectacle en tant que deux principales composantes de la spectacularisation de l'urbain. La dimension *spectaculaire* développée dans le texte de Bélanger correspond aux principaux traits du concept de ville-spectacle développé par Canclini et concerne les interventions pour le repositionnement économique, politique et culturel de la ville dans le monde (attraits touristiques spectaculaires, grands festivals, développement dans certains secteurs de pointe). La dimension vernaculaire de l'imaginaire urbain, elle, concerne la ville mythique, construite par les habitants de la ville et interpelle de l'intérieur vers l'extérieur. Cette dernière dimension ne se réduit pas tout à fait à celle de ville-paranoïaque chez Canclini. Plutôt que d'être articulée à la peur, elle réfère aux éléments culturels traditionnels, aux récits populaires et marginaux s'enracinant au niveau de la rue ou du quartier. Chez Bélanger, la constitution du sens de l'urbanité – en constante transformation du fait d'une relation dialectique des deux fonctions centrales (vernaculaire et spectaculaire) de l'imaginaire urbain du spectacle – concerne une multitude d'acteurs, tant globaux et institutionnels que locaux et marginaux. La perspective dialectique empruntée par Bélanger rend compte du potentiel transformateur de l'imaginaire en traçant les contours des luttes et concurrences pour l'orientation du devenir de la ville. Ainsi, elle permet, dans un premier temps, de refuser de limiter l'imaginaire urbain à un constat statique et, dans un second temps, de restituer le potentiel instituant des imaginaires provenant de secteurs marginaux et informels.

Cependant, tout en permettant d'entrevoir la possibilité de transformation des imaginaires urbains, la perspective dialectique de Bélanger n'est pas suffisante afin de rendre compte des changements pouvant survenir dans la « structure » même de l'imaginaire. Si les « coordonnées » de l'imaginaire spectaculaire sont constamment conduites à changer par la relation dialectique entre ses composantes (spectaculaire/ vernaculaire), ces mêmes composantes restent statiques. Ce qui fait en sorte que l'« imaginaire spectaculaire » demeure une grille d'interprétation ordonnée plutôt que de constituer un outil d'analyse ouvrant l'horizon des possibles. Comme le note Castoriadis, les configurations et la forme de dispersion des significations imaginaires sociales bougent pour déplacer, par exemple, les couples de distinction tels pensable/ impensable ou bien permis/ interdit. Nous noterons avec Molina qu'une analyse du rôle politique de l'imaginaire doit nécessairement pouvoir rendre

compte de ce mouvement⁹⁴. Les couples spectaculaire/ vernaculaire ou ville-spectacle/ ville-paranoïaque ne sauraient faire exception. Ne sont-ils pas eux-mêmes le reflet d'un certain imaginaire urbain ?

L'œuvre de Castoriadis permet d'axer l'analyse de l'imaginaire sur son caractère actif, en tant que création constante d'un monde de signification. En effet, pour ce dernier, c'est la prégnance de l'ontologie classique dans la tradition occidentale qui a constitué le principal obstacle à la prise en compte du rôle social que joue l'imaginaire dans l'institution des sociétés. Cette ontologie classique, que Castoriadis nomme également identitaire-ensembliste⁹⁵, se pose comme refus de la reconnaissance d'un type d'être échappant à la détermination alors que l'imaginaire est, dans son essence même, absence de détermination. En effet, l'imaginaire correspond à cette entité qui s'altère continuellement par son ouverture à un *magma* de significations imaginaires sociales. Le concept de magma réfère, chez Castoriadis, à un faisceau indéfini de renvois interminables à *autre chose*. Il s'agit du mode d'être qui se donne avant l'imposition de la logique identitaire-ensembliste. L'auteur propose comme meilleur support intuitif de penser par exemple à « toutes les significations de la langue française », ou à « toutes les représentations de sa vie ». L'origine de l'imaginaire n'est pas tant l'angoisse existentialiste, comme chez Durand⁹⁶, mais plutôt l'inaptitude de l'espèce humaine à faire face au chaos indifférencié (à l'absence de significations) qui se présente à nous avant que les significations imaginaires sociales forment un cosmos de schèmes organisateurs. Dans cet ordre d'idées, Castoriadis affirme que l'institution (imaginaire) de la société est le produit de *significations imaginaires sociales* qui donnent un sens spécifique à l'univers ambiant qui est *a priori* informe. Or ces significations sont sans cesse appelées à changer et à faire face à de nouveaux ensembles de significations parfois contradictoires. C'est en ce sens qu'est conceptualisé l'imaginaire comme quelque chose d'actif et de changeant (création constante d'un monde de signification, non déterminé par une structure)

⁹⁴ Vanessa Molina, *op. cit.*, p. 47.

⁹⁵ «La logique identitaire est logique de la détermination, qui se spécifie selon le cas comme relation de cause à effet, de moyens à fin, ou d'implication logique. Elle ne peut opérer qu'en posant ces relations comme relations entre éléments d'un ensemble [...] Pour elle, comme pour l'ontologie qui en découle, être signifie être déterminé. [De nouvelles significations ou matrices de significations permettent de mettre en lumière d'autres modes d'être que ceux déjà connus].» Cornelius Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*, Paris : Éditions du Seuil, 1975, p. 263.

⁹⁶ Gilbert Durand, *op. cit.*

où s'articulent des significations imaginaires sociales constitutives de la réalité (étayage). Bien que l'approche de Castoriadis détienne l'avantage de ne pas se limiter à une « structure » dont les coordonnées ne seraient pas appelées à changer, elle comporte le risque de demeurer floue lorsqu'il s'agit d'en déterminer les principaux critères à adopter pour l'opérationnaliser. Avant de déterminer les critères qui feront de l'imaginaire un outil d'analyse opérationnel pour l'étude des sans-toit et de l'urbain, voyons de quelle manière une théorisation de l'imaginaire par l'entremise de son caractère non déterminé est nécessaire afin de penser son rôle *politique*.

2.1.2 L'ASPECT POLITIQUE DE L'IMAGINAIRE

Malgré certaines divergences théoriques contenues au sein des analyses que développent Laclau⁹⁷ et Castoriadis⁹⁸, ces derniers partagent de nombreux points en commun, dont leur postulat de base d'une définition non-essentialiste du politique. En effet, ces deux importants théoriciens de l'imaginaire défendent une conception du politique comme dévoilement du caractère contingent de ce qui apparaît comme réel, objectif ou inéluctable (remise en jeu d'une forme d'organisation sociale à partir de reconfigurations imaginaires). L'examen de ce postulat ainsi que des principales différences entre les théories de ces deux auteurs permettra de nous guider dans notre travail visant l'élaboration d'un cadre théorique adapté à une étude politique de l'imaginaire urbain.

Pour Laclau et Chantal Mouffe, l'unité du social se trouve à être une fixation discursive du sens au sein d'un ordre symbolique. Cette fixation du sens ne saurait être que partielle, c'est-à-dire jamais entièrement stabilisée (jamais pleinement *suturée* ou *positivée*, pour faire référence aux concepts utilisés par ces derniers) et c'est à travers ce caractère instable du social qu'il devient possible de concevoir le politique. Au sein de la conceptualisation théorique développée par Laclau, la remise en question d'un ordre symbolique ne peut être l'effet que d'un contre-discours porté par des imaginaires permettant

⁹⁷ Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, *Hegemony and socialist strategy: towards a radical democratic politics*. London ; New York : Verso, 2001, 2^e édition, 198p.

⁹⁸ Cornelius Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*, *op. cit.*, 538p.

de voir dans la « réalité » autre chose que ce qui semble s'y trouver. Comme nous le verrons, l'analyse de Laclau correspond jusqu'ici à la dynamique entre imaginaire institué/ instituant, à la base de la théorie de l'imaginaire social chez Castoriadis

Les analyses de Castoriadis et de Laclau diffèrent cependant où ce dernier prétend que le politique advient alors qu'un contre-discours parvient à s'instituer en tant que discours *hégémonique* (au moment de la *suture* d'un ordre symbolique). En effet, le politique est défini chez Laclau en termes de relations *hégémonico-discursives*. Or, à partir de son analyse du rôle politique de l'imaginaire, Ricardo Peñafiel⁹⁹ nous amène à noter que les traits proprement politiques des remises en question que peut fournir l'imaginaire « ne se situent pas uniquement au plan de la suture; ils doivent être situés en amont, dès le moment de la crise, puisque, sans l'intervention préalable d'un élément externe (imaginaire instituant), la crise ou la dislocation ne peut apparaître ». En d'autres termes, avant de s'instituer au niveau global de la société, un imaginaire doit d'abord « disloquer » un système de sens – en dévoilant son caractère inacceptable et contingent – avant de pouvoir le « suturer ». C'est à partir de cette volonté de situer le rôle politique des imaginaires sociaux en amont (à partir de la capacité d'attribuer de nouvelles significations sociales), plutôt qu'uniquement au niveau de la structure et de l'institution (suture d'un ordre symbolique, fixation temporairement de significations sociales au niveau global de la société) que Peñafiel nous conduit à penser le politique dans un cadre castoridien : c'est-à-dire à partir du rôle de *l'imaginaire radical* en tant que moteur de la dynamique institué/ instituant.

Par politique, Castoriadis entend « une activité collective réfléchie et lucide visant l'institution globale de la société¹⁰⁰ ». Contrairement au phénomène de suture d'un ordre symbolique disloqué de Laclau, Molina note que, pour Castoriadis, dire que la politique est l'activité effective de remise en question de l'institution *globale* de la société n'implique pas pour autant que cette remise en question puisse être *totale* : la politique ne renverse pas la société du tout au tout. En effet, l'institution *globale* de la société réfère plutôt à une remise

⁹⁹ Ricardo Peñafiel, «Le rôle politique des imaginaires sociaux : quelques enjeux théoriques autour de leur conceptualisation», *Politique et sociétés*, Vol. 27, no. 1, 2008, pp. 99-128.

¹⁰⁰ Cornelius Castoriadis, «Héritage et révolution», In *Figures du pensable* (Les carrefours du labyrinthe VI), Paris : Éditions du Seuil, 1998, p. 129. Cité dans Vanessa Molina, *op. cit.*, p. 58.

en question des institutions *centrales* de la société. Cette remise en question (politique) des représentations instituées et temporairement fixées est le résultat de l'imaginaire radical : « dans l'à-être émerge l'imaginaire radical, comme altérité et comme organisation perpétuelle d'altérité¹⁰¹ ». L'imaginaire radical (niveau individuel) et l'instituant (niveau collectif) réfèrent à la capacité de l'être humain de remettre en question et de créer du nouveau. La nature de la fonction symbolique – le fait d'attacher à des signifiants des signifiés (des représentations, des injonctions, des conséquences, etc.) – fait en sorte que le symbolisme présuppose la capacité imaginaire pour voir dans une chose une chose *autre*. C'est dans ce possible jeu entre les points d'articulation liant signifiants et signifiés que se révèle le potentiel innovateur de l'imaginaire radical. L'action politique que recouvre l'imaginaire radical prend forme au sein d'une relation entre société instituant (création de significations imaginaires sociales) et société instituée (fixité/ stabilité relative de certaines significations imaginaires sociales « objectivées »). Pour faciliter l'analyse, il est possible de substituer ces deux termes par ceux d'imaginaire instituant et d'imaginaire institué, aujourd'hui devenus courant.

Contrairement à la force contre-hégémonique de Laclau, les imaginaires instituant sont autonomes relativement à la *langue politique* (système de sens objectivé) et ne tendent pas nécessairement à suturer un ordre symbolique, mais plutôt à le disloquer en *rendant possible de nouvelles articulations politiques*. Bien que ces nouvelles articulations politiques ne résulteront pas nécessairement en une *suturation* de l'ordre symbolique disloqué (elles ne formeront pas nécessairement un imaginaire institué), elles permettent de rendre compte d'un questionnement des institutions sociales centrales. Sans prise de conscience du rôle que joue l'imaginaire instituant, le « droit » de remise en question des institutions serait inexistant et le politique de même. C'est par l'émergence de ce « droit » qu'apparaît le politique chez Castoriadis.

Le dialogue théorique entre Laclau et Castoriadis, tel que travaillé par les analyses de Peñafiel et de Molina, permet de situer le rôle politique de l'imaginaire urbain du côté de l'instituant (dislocation d'un système de sens) plutôt qu'uniquement au niveau de l'institution et la fixation de nouvelles significations sociales. Nous retiendrons ici cette piste suggérant

¹⁰¹ Cornelius Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*, *op. cit.*, p. 532.

de penser le politique comme émergence de possibilités de questionnement de l'ordre social à partir d'un travail sur le dicible et le visible révélant le caractère contingent de ce qui apparaissait *a priori* comme « réel » et « inéluctable ». Cependant, une simple transposition des pistes suggérées par ce dialogue théorique à notre cadre d'analyse se révélerait insuffisante. L'origine de l'imaginaire radical (instituant) en tant que « faculté humaine de création inexplicable et irréductible », tel que postulé par Castoriadis, semble écarter la possibilité d'une analyse politique de son émergence. En effet, le surgissement de l'institué, de l'*autre*, de « ce qui n'avait pas raison d'être vu » comme émanation d'une simple faculté humaine inexplicable ne constitue-t-il pas une simplification un peu hâtive des réalités socio-politiques ? Les manières de remettre en question les ensembles de significations instituées seraient-elles entièrement indépendantes d'un certain contexte social et matériel ?

Ces questionnements nous invitent à évoquer les élaborations théoriques de Rancière et de Bourdieu, telles qu'ils ont été analysées par Nordmann, afin d'enrichir les pistes que nous offre Castoriadis pour penser l'aspect politique de l'imaginaire. C'est à partir de ces dernières que nous chercherons à attribuer un certain fondement social et matériel à l'imaginaire radical de Castoriadis. En effet, l'habiter sera théorisé comme point de jonction entre l'aspect politique contenu dans l'imaginaire instituant et un certain contexte social et matériel de l'urbain : le politique ne se limite pas à une relation entre, d'un côté, l'institué et, de l'autre, l'instituant, mais bien souvent à un amalgame de ces deux modèles théoriques. Avec l'habiter, nous avancerons l'idée selon laquelle les citoyens témoignent de leur vécu à travers un ou plusieurs imaginaires politiques, c'est-à-dire à partir d'une certaine représentation des rapports de force¹⁰². L'on se représente ces rapports de force en faisant référence à des « catégories de rangement » (pauvre, riche, justice, violence, etc.) qui attribuent des places et des fonctions aux sujets qui se trouvent au sein de l'espace social. Alors que ces catégories donnent sens à nos expériences et permettent de structurer la mise en récit de notre vécu, nous verrons que l'habitation confère un certain rapport à la mégapole induisant différentes manières de mobiliser ces catégories ou principes de rangement. Par la manière de mobiliser les catégories de rangement qui s'offrent à nous pour témoigner de

¹⁰² André Corten, *Discours et représentation du politique*, (version française de «Discurso e Representação do Politico»). In Indursky, Freda, Leandro Ferreira, Maria Christina (dirs.), *O multiplo territorio da análise do Discurso*, Porto Alegre, Editora Sagra Luzzato, 1999, pp. 37-52.

notre vécu, l'on évoque non seulement des imaginaires politiques, mais une posture vis-à-vis ces derniers de manière à se positionner au sein de l'espace social et de dessiner un certain horizon des possibles. Or, l'habiter permettra également de rendre compte du rôle imaginaire et social d'objets souvent trop rapidement réduit à leur caractère matériel. L'urbain et ses habitats ne se limitent pas à constituer un ordre géographique : ils entretiennent des relations avec des manières de se comporter et de se positionner au sein de l'espace social.

2.2 L'HABITER POLITIQUE

La densité conceptuelle du terme « habiter » a parfois été esquivée au sein de la littérature sur l'urbanisme. Cette réduction se fait par l'entremise d'opérations réduisant l'*habiter* au simple fait de rester dans un lieu donné et d'occuper une demeure, un logement. Or, loger n'est pas habiter. Une telle réduction, avant d'être dénoncée par les écoles phénoménologiques de la philosophie, a souvent été traduite à travers certains dogmes du mouvement moderne en architecture¹⁰³. C'est par sa conférence *Bauen wohnen denken*¹⁰⁴, le 5 août 1951, que Heidegger évoque que l'habiter humain ne peut plus se réduire au simple logement des corps. Se trouve alors à être entamée en philosophie et en sciences sociales une vaste réflexion sur l'espace qui culmine sans doute avec la publication de *La Production de l'espace*, d'Henri Lefebvre. L'habiter est politique et pour bien cerner cette idée, nous devons d'abord esquisser certaines des thèses de Nordmann sur les conceptions de Bourdieu et de Rancière.

¹⁰³ Le mouvement moderne en architecture apparaît dans la première moitié du XXe siècle et est caractérisé par la simplification des formes et un décor minimal. Ce courant a marqué le XXe siècle à travers les travaux de Walter Gropius, Adolf Loos, Auguste Perret, Ludwig Mies van der Rohe, Oscar Niemeyer et Le Corbusier. Le Corbusier avait décrit ses immeubles comme « machines à habiter » ses immeubles ayant pour caractéristique une géométrie cubique aride.

¹⁰⁴ Martin Heidegger, « Bâtir habiter penser », In *Essais et conférences*, Paris : Gallimard, 1958, pp. 170-193.

2.2.1 RÉSIDER DANS L'ESPACE SOCIAL : L'EXPRESSION D'UNE CONCEPTION DU MONDE À TRAVERS DES CATÉGORIES DE RANGEMENT

Comme nous l'avons vu, la redécouverte du potentiel politique de l'imaginaire social est le résultat d'un certain travail théorique qui, dans un premier temps, rend compte de l'inadéquation du dualisme réel/ imaginaire pour ensuite faire du dévoilement du caractère contingent de ce qui apparaît comme réel, objectif ou inéluctable l'une des principales caractéristiques du politique. Conceptualiser le politique comme dévoilement d'espaces nouveaux, comme travail sur le visible et l'énonçable, demande à ce que ce dernier soit constamment mis en relation aux imaginaires politiques, c'est-à-dire à des *catégories de rangement* qui ordonnent l'espace social à partir d'une certaine conception du monde et attribuent des places et des fonctions aux sujets qui s'y trouvent¹⁰⁵. En effet, lorsque Castoriadis parle de significations imaginaires sociales instituées ou Laclau d'ordre symbolique, il est toujours fait référence à cette toile de fond à partir de laquelle il est possible de repérer les déplacements et luttes de sens desquelles émerge l'instituant, le discours contre-hégémonique, bref, un « nouvel espace ». Cette toile de fond, caractérisée par la stabilité d'un certain ensemble de significations sociales, est le fruit des opérations de la logique identitaire.

Le faire/ représenter social présuppose toujours et se réfère à des objets distincts et définis, pouvant être collectés et former de tous, composables et décomposables, définissables par des propriétés déterminées et servant de support à la définition de celles-ci¹⁰⁶.

Bien que l'effet *structurant* de l'ordre qu'impose la logique identitaire exerce un pouvoir de coercition certain sur les individus habitant l'espace social, tant Castoriadis que Laclau, Rancière et Bourdieu démontrent que l'étude du pouvoir politique n'est pas réductible au caractère déterminé de l'ordonnement de l'espace social. Les cadres théoriques élaborés par ces différents auteurs soutiennent, chacun à leur manière, qu'il faut s'écarter d'une formule limitant le politique à l'étude du pouvoir explicite, du gouvernement, des institutions et instances qui organisent, enjoignent et sanctionnent. L'on notera en ce sens avec Rancière que « l'on fait d'emblée l'économie de la politique si on l'identifie avec la

¹⁰⁵ Michel Foucault, *L'ordre du discours*, Paris : Gallimard, 1971, 81p.

¹⁰⁶ Cornelius Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*, *op. cit.*, p. 336.

pratique du pouvoir et la lutte pour sa possession¹⁰⁷ ». En effet, nous soutiendrons à partir des élaborations théoriques de ces auteurs qu'en se limitant aux contours de l'ordre social établi, ce type de pouvoir institué – qui peut se retrouver tant dans l'entreprise que dans la famille ou à l'école – n'est pas à proprement parler « politique » puisqu'il procède d'une distribution statutaire des positions. Cette distribution se pose contre la possibilité que ceux n'ayant pas de titre particulier (à gouverner, à parler, à agir politiquement) puissent exercer le « pouvoir ». Elle se trouve à l'opposé d'une redéfinition du pensable.

Bien que Castoriadis et Laclau nous aient amenés à considérer la révélation de contingences comme étant un élément central au phénomène politique, nous soutiendrons que l'élaboration du concept d'habiter nécessite une approche du politique qui excède ces premiers éléments de définition. Avec Rancière l'on pense son caractère émancipatoire, sa capacité de résistance à la « police » – à la distribution hiérarchique des positions et des fonctions au sein de l'espace social – et aux identités qu'elle nous assigne. Nordmann note que chez Bourdieu, l'on pense l'incorporation de l'ordre social et le caractère hétéronome du politique, la difficulté pour certains sujets à exprimer dans les discours et la réflexivité une conception du monde relevant de leur propre expérience ou, pour reprendre le vocabulaire du sociologue, du « sens pratique ».

Dans son ouvrage *Aux bords du politique*, Rancière refuse de situer le politique, de lui déterminer un lieu propre ou des sujets naturels. Il pose *le* politique comme étant le produit de la rencontre de deux processus hétérogènes, celui de la police ou du « gouvernement » et celui de *la* politique ou du « jeu de l'émancipation ». Par police, il ne s'agit pas du corps policier chargé du maintien de l'ordre public, mais plutôt de la découpe du monde sensible, du processus qui consiste à organiser le rassemblement des hommes à partir d'une « distribution hiérarchique des places et des fonctions¹⁰⁸ ». L'ordre social structure l'espace en attribuant à chacun une place et une fonction différenciée selon une organisation hiérarchique et des classements institutionnels et sociaux. C'est dans l'intervention de *la* politique, en tant que jeu d'émancipation formé des « pratiques guidées

¹⁰⁷ Jaques Rancière, *Aux bords du politique*, Paris : Osiris, 1990, p. 164.

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 83.

par la présupposition de l'égalité de n'importe qui avec n'importe qui¹⁰⁹ » que se trouvent à être brouillés l'ordre et les classements sociaux établis par la police. Au sein du cadre conceptuel posé par Rancière, la politique rend possible l'émancipation de n'importe qui : « le processus de l'émancipation est la vérification de l'égalité de n'importe quel être parlant avec n'importe quel autre¹¹⁰ » de façon à briser la hiérarchie des places et des positions. Ainsi, en étant le processus d'affirmation de l'égalité, l'essence émancipatrice de la politique « est de perturber cet arrangement en le supplémentant d'une part des sans-part¹¹¹ », en reconfigurant l'espace, ce qu'il y a à y faire, à y voir, à y nommer. L'on passe d'un état d'incapacité et de subordination reconnue à un état d'égalité où l'on se considère désormais capable de tout en considérant aussi les autres comme capables de tout. À la rencontre des deux processus contradictoires que sont la police et la politique – l'un tentant sans cesse de recouvrir l'autre –, émerge une redistribution des places et des fonctions faisant écho aux nouvelles revendications d'égalité. Par cette redistribution des places et fonctions advient une certaine redéfinition du pensable permettant que devienne désormais possible et visible ce que l'ordre social précédant, la police, ne permettait pas de rendre compte¹¹². L'élément provocateur chez Rancière est qu'il en vient à affirmer la possibilité d'une communauté d'hommes égaux à l'intérieur d'une société inégale. De fait, pour ce dernier, le politique est émancipation en tant que rencontre de deux processus contradictoires – le processus de l'égalité et celui d'une distribution hiérarchique des places et des fonctions – permettant une intervention sur le visible et l'énonçable. Procède alors une redéfinition du pensable par la création d'espaces nouveaux constituant de nouveaux sujets politiques.

Nordmann nous fait remarquer que Bourdieu, tout comme Rancière, élabore un cadre théorique conceptualisant le politique dans les termes d'une redéfinition du pensable. Cependant, cette redéfinition du pensable ne procède pas tant d'une redéfinition du sensible – d'une intervention sur le visible –, comme c'est le cas chez Rancière, mais plutôt d'une intervention sur l'*invisible*, d'une prise de conscience par les dominés des structures sociales

¹⁰⁹ *Idem.*

¹¹⁰ *Ibid.*, p. 85.

¹¹¹ *Ibid.*, p. 177.

¹¹² Rancière note que « la police n'est pas la loi qui interpelle l'individu (le « hé! Vous, là-bas » d'Althusser) [...]. Elle est d'abord le rappel à l'évidence de ce qu'il y a, ou plutôt de ce qu'il n'y a pas : « Circulez! Il n'y a rien à voir » [...] ». Jacques Rancière, *op. cit.*, p. 177.

permettant la reproduction de leur situation de dominés¹¹³. En effet, pour Bourdieu, le principal problème politique est celui de la domination, c'est-à-dire de l'acceptation de l'ordre social par ceux-là mêmes qui en pâtissent. Étienne de la Boétie faisait en ce sens référence à la problématique de la servitude volontaire et Castoriadis à celle de l'hétéronomie. En s'opposant à la tradition marxiste faisant une lecture du monde social dans les termes d'une « lutte de classes » entre les ouvriers et la bourgeoisie capitaliste, l'ouvrage de Bourdieu *La distinction* propose une théorie de la hiérarchisation de l'espace social à partir de groupes sociaux constitués non seulement sur la base d'un capital économique, mais également d'un capital culturel (la quantité de ressources culturelles que possèdent les agents sociaux jouerait un rôle essentiel dans leur position sociale)¹¹⁴. La domination, note Bourdieu, est donc également fondée sur la possession ou la dépossession du savoir et prive les dominés des moyens par lesquels peut être rendue visible cette même domination. Pour le sociologue, la hiérarchisation de l'espace social est déterminée par le capital (économique et culturel) entre dominants (possesseurs de capital) et dominés (dépossédés de capital) alors que chez Rancière les règles d'ordonnement ne sont pas prédéterminées, elles concernent plutôt une distribution « à géométrie variable » des places et des fonctions et peut prendre de multiples formes selon le « partage du sensible » qui est défendu par la police. Si Bourdieu soutient que la politique est l'émancipation du dominé par le contournement de son statut de subordination et d'aliénation, l'un des principaux clivages entre les deux auteurs nous est rappelé où Rancière note qu'au contraire, la politique

ne suppose pas [...] simplement la rupture de la distribution « normale » des positions entre celui qui exerce une puissance et celui qui la subit, mais une rupture dans l'idée des dispositions qui rendent « possible » à ces positions¹¹⁵ [...]. Le combat entre les « riches » et les « pauvres » est le combat sur la possibilité même

¹¹³ La différence entre une intervention sur le *visible* ou sur l'*invisible* peut à première vue sembler secondaire (l'intervention sur l'un de ces deux éléments étant aussi, nécessairement, intervention sur le second). L'idée qui se cache derrière cette distinction est que chez Bourdieu l'on détermine les règles d'un ordonnancement social qui fonctionnent du seul fait qu'elles sont *invisibles* pour les dominés – le politique demandant que les dominés en prennent conscience – alors que Rancière ne détermine aucunement la nature de ce que la politique peut faire surgir et rendre *visible*.

¹¹⁴ Pierre Bourdieu, *La distinction : critique sociale du jugement*, Paris : Éditions de Minuit, 1979, 670p.

¹¹⁵ Jaques Rancière, *op. cit.*, p. 168.

que ces mots se dédoublent, qu'ils instituent des catégories d'un autre compte de la communauté¹¹⁶

Nordmann soutient que chez Bourdieu, cette hiérarchisation, qui prend les allures d'une domination totalisante, se pose comme obstacle quasiment insurmontable à l'émancipation du fait qu'elle parvient à se faire reconnaître comme légitime par ceux-là mêmes qui en pâtissent. Ce cadre théorique structuraliste, centré autour de la problématique de l'aliénation, à le défaut de permettre difficilement de penser les possibilités de rupture de la logique liant dominés et dominants. En effet, Nordmann affirme que l'œuvre du sociologue laisse une place ambiguë à l'émancipation et aux résistances pratiques des dominés : « si le système scolaire sert toujours nécessairement les fins de l'ordre social existant, si l'ordre établi contribue inéluctablement, par son existence même, à sa perpétuation, d'où peut bien venir le changement?¹¹⁷ ». Comment justifier l'existence d'une structure de la domination aussi totalisante ? Il répond que l'ordre existant ne s'impose si puissamment que parce qu'il s'ancre dans les corps, parce qu'il y a *incorporation* de l'ordre social à travers l'*habitus* qui est le produit de l'assimilation « pratique » de la structure et des règles du monde social. Bien qu'une approche aussi déterministe que celle de Bourdieu comporte le danger de rapidement nous enfermer au sein d'un cadre conceptuel permettant difficilement de penser les possibilités d'émancipation, la notion d'*habitus* permet en revanche de penser l'investissement des corps par l'ordonnement de l'espace social et permet de mettre au jour la problématique du *sens pratique* en tant que type de connaissance et de conception du monde ne pouvant pas tout à fait prendre place à partir du discours politique institué.

Le concept d'*habitus* vise à penser le lien entre socialisation et action des individus. L'*habitus* est un ensemble de schèmes de perception, d'appréciation et d'action, que l'individu acquiert à travers son expérience sociale. « Les intérêts, les désirs et les compétences des individus se forment ainsi à partir de leur expérience du monde social, de sorte que les pratiques manifestent l'intériorisation par les agents des structures objectives du

¹¹⁶ *Ibid.*, p. 175.

¹¹⁷ Charlotte Nordmann, *op. cit.*, p. 105.

mondé social¹¹⁸ ». Il démontre « cette capacité du corps à prendre au sérieux la magie performative du social¹¹⁹ » par une intériorisation de l'ordre social qui passe par un dressage du corps (l'*hexis*). Un exemple peut être tiré de l'ouvrage *La domination masculine* où Bourdieu porte notre intérêt sur la manière dont l'apprentissage de la masculinité et de la féminité inscrit la différence des deux sexes dans les corps, c'est-à-dire dans la manière de se tenir et de se comporter¹²⁰. Dans la mesure où les individus issus d'un même groupe social ont vécu des socialisations semblables, Bourdieu soutient l'idée qu'il existe un habitus de classe, c'est-à-dire des similitudes dans les manières de penser, de sentir et d'agir qui seraient propres aux individus d'une même classe sociale. Étant le reflet d'un monde social particulier, le sociologue soutient l'idée controversée et souvent critiquée selon laquelle l'habitus permettrait aux agents de répondre immédiatement aux événements auxquels ils font face, sans que ceux-ci aient besoin d'entreprendre une réflexion consciente. Ce réflexe serait celui du *sens pratique*, un type de connaissance inhérent à la pratique qui ne s'exprime pas dans la réflexivité et ne se manifeste pas dans le discours. Chez Bourdieu, ce mode de pensée pratique est mis en opposition au mode de pensée théorique ou scolastique qui, lui, s'exprime dans la réflexivité et l'explicitation. Nous l'aurons compris, cette distinction entre les modes de pensée pratique et scolastique sera la pierre angulaire d'une conceptualisation théorique controversée vouant à l'intellectuel un rôle indispensable dans l'accès au sens de l'existence chez le dominé.

Après avoir brièvement exposé les éléments qui sont pour nous les plus fertiles dans les conceptions que développent Bourdieu et Rancière sur le politique, il sera nécessaire de prendre nos distances par rapport à certains aspects des cadres théoriques élaborés par ces derniers. Nordmann remarque que chez Bourdieu, les dominés – les groupes sociaux possédant un faible capital culturel – se retrouvent à être enfermés dans un mode de pensée pratique où la domination n'est par nature jamais explicitée et reste en partie méconnue des agents qui lui obéissent. Selon elle, pour Bourdieu,

¹¹⁸ *Ibid.*, p. 21.

¹¹⁹ Pierre Bourdieu, *Le sens pratique*, Paris : Éditions de Minuit, 1980, p. 96.

¹²⁰ Pierre Bourdieu, *La domination masculine*, Paris : Éditions du Seuil, 1998, pp. 13-39.

les choix déterminés par le sens pratique ne font pas l'objet de délibération, ils sont immédiats, la logique de la pratique s'opposant à la vision synoptique, à la totalisation qui définissent le regard théorique sur la pratique, et qui seules permettent une véritable délibération¹²¹.

Nordmann note qu'une telle conception de l'aliénation est problématique du fait qu'elle fait des intellectuels de haut capital culturel la seule voie permettant aux dominés d'avoir accès au sens de leur existence. Prétendre que les dominés ne peuvent avoir accès à un mode de pensée réflexif ne revient-il pas à taire la parole de ces derniers ? Le caractère restrictif de la conception bourdieusienne de la politique provient du fait qu'il fait de l'absence de parole des dominés le signe de leur dépossession. C'est en ce sens que Nordmann dirige une critique à Bourdieu pointant le caractère problématique d'une conception revenant à vouloir imposer une « science indiscutable » écrasant la parole toujours inadéquate des acteurs ordinaires. Il faudrait au contraire trouver les moyens de donner la parole à ces acteurs et de leur laisser déployer leurs propres mondes. L'idée qu'il existerait certaines conceptions du monde ne pouvant tout à fait trouver place à partir des catégories de rangement instituées et d'un discours politique institué se révèle fort intéressante pour notre étude. C'est cependant en se méfiant de tomber dans un piège qui constituerait à postuler trop hâtivement l'homogénéité des groupes sociaux ou des populations paupérisées étudiées, ou encore à établir une hiérarchie ou même une distinction entre différents types de pensée, que notre cadre théorique mettra de l'avant des éléments de réflexion empruntés aux concepts d'*habitus* et à celui de *sens pratique* pour ensuite les soumettre à la critique.

De son côté, si Rancière refuse de déterminer un sujet politique ainsi que de situer le politique outre que dans la rencontre entre la police et la politique, il lui donne en revanche une essence. Malgré l'intérêt de la position de ce dernier, Nordmann note qu'il « est pour le moins problématique de prétendre définir – et poser – une essence invariable, intemporelle, de la politique, qui serait radicalement distincte que celle de la « police »¹²² ». En effet, isoler ainsi la nature de la politique revient à poser une difficulté n'étant pas étrangère à celle qui peuplait l'idée d'imaginaire radical chez Castoriadis. Cette manœuvre établit l'indépendance de la politique des formes dans lesquels elle se développe. Il s'agit d'un raisonnement qui

¹²¹ Charlotte Nordmann, *op. cit.*, p. 25.

¹²² *Ibid.*, p. 121.

entraîne à analyser les pratiques guidées par la revendication de l'égalité (la politique) comme si elles prenaient forme de manière indépendante de l'ordre de rangement institué qui attribue une hiérarchie des places et des fonctions (la police). Comme le remarque Nordmann, c'est peut-être un refus trop catégorique de l'hétéronomie – encouragée par le projet d'une critique acerbe des limites posées par le cadre théorique de Bourdieu – qui pousse Rancière à oublier que la politique et les revendications d'égalité peuvent difficilement faire autrement que de s'inscrire dans un contexte social et historique propre aux formes de la police, c'est-à-dire aux catégories de rangement instituées. Postuler des essences distinctes à la police et à la politique risque de faire oublier, comme Bourdieu s'acharne à nous le rappeler, un certain caractère hétéronome de la politique.

Alors que les cadres théoriques de Bourdieu, Rancière, Castoriadis et Laclau permettent tous, chacun à partir d'un angle différent, d'observer le politique en tant que révélation de contingences et émergence d'espaces nouveaux, un questionnement leur étant commun émerge : à partir de quel moment la révélation d'une « contingence » est-elle suffisamment mobilisatrice pour être étudiée en tant que phénomène politique ? Ce questionnement en soulève un autre : l'instituant émerge-t-il toujours de manière radicale et autonome ou n'apparaîtrait-il pas aussi – et peut-être même principalement – sous forme hybride et ambiguë ? La question qui est ici soulevée réfère à un problème qui avait d'abord été esquissé à travers le débat entre Castoriadis et Laclau : doit-on situer le rôle politique des imaginaires (révélation de contingences) en amont, c'est-à-dire au niveau de la dislocation d'un ordre symbolique rendant *possible* de nouvelles articulations, ou bien en aval, c'est-à-dire au niveau de la suture d'un ordre symbolique instituant un nouvel ordre social ? Nous avons opté pour la première de ces deux options, c'est-à-dire qu'est politique ce qui, en amont, permet de remettre en question les catégories de rangement instituées sans nécessairement résulter en la constitution d'un nouvel ordre social. Le problème continue cependant à se poser : à partir de quel moment peut-on dire qu'il y a effectivement remise en question de l'ordre social institué ? Doit-il y avoir formulation explicite de demandes égalitaires pour qu'il y ait entrechoquement avec la « police », et donc du politique ? L'incapacité d'exprimer dans le discours une conception du monde relevant du sens pratique

signifie-t-elle nécessairement qu'il y a dépossession politique et absence de tentatives de la mettre en discours, de la communiquer ?

C'est en conceptualisant la notion de *l'habiter* que nous tenterons de résoudre ces quelques difficultés conceptuelles. Le concept de *l'habiter* a pour objectif d'offrir la possibilité d'analyser le politique conformément aux particularités de l'urbain à l'ère de la mégapole. Tout en ne se résumant pas au pouvoir explicite et aux espaces institués, le politique ne se résume pas non plus à l'émergence d'espaces radicalement nouveaux qui révéleraient de manière claire et spontanée le caractère contingent de l'ordre social. Le politique peut être saisi à travers le concept de *l'habiter* en tant que manière de se ranger ou de se tenir – de faire (*haber*) – à partir des différentes catégories de rangement qui s'imposent aux sujets habitant l'espace urbain et social. Tout comme il n'y a pas nécessairement concordance entre la place que l'ordre assigne à un sujet et la place qu'il occupe, il n'y a pas non plus nécessairement traduction de ce défaut de concordance en une subversion absolue ou une résistance spontanée et claire à l'ordre social institué.

2.2.2 L'HABITER

Les écoles phénoménologiques de la philosophie se sont engagées à explorer le sens de *l'habiter* en tant que venue *au* monde. « Habiter est le trait fondamental de l'être », affirmait Heidegger à sa conférence de Darmstadt. La pierre d'assise de cette conférence est la filiation que Heidegger établit entre « je suis » et « j'habite ». À partir d'un bref examen étymologique, il expose que *Bauen* (bâtir) vient du vieux haut-allemand « *buan* » qui signifie habiter (*wohnen*). Mais « *buan* » a aussi donné lieu au verbe être (*sein*) dans ses formes « *ich bin* », « *du bist* » (je suis, tu es). Un examen semblable du verbe français *habiter* permet également de découvrir sa polysémie : *habiter* renvoie au latin *habere*, « se tenir », et est également à la racine d'*habit* (*hàbitus* qui veut dire proprement « manière d'être »). L'exploration de cette voie nous engage à penser *l'habiter* comme « manière d'être » dans l'espace social, c'est-à-dire comme manière de se positionner, de « se tenir » face aux catégories de rangement qui structurent ce même espace. Alors que chez Heidegger la venue au monde contient la manière par laquelle l'individu va saisir les significations que le monde

lui offre, la conception de l'habiter que nous développons dans ce mémoire – inspirée des écrits de Heidegger mais ne s'y limitant pas – concerne la manière de « faire avec » les catégories de rangements qui s'offrent à nous par l'entremise du discours.

Un de nos objectifs est d'élaborer un appareillage théorique permettant de sortir du dualisme réducteur qui enferme la pensée entre les deux uniques issues que semblent être l'émancipation aux catégories de rangement (subversion, résistance, instituant) ou leur soumission par aliénation (hétéronomie totale, institué, reproduction des rapports de domination). Nous poursuivrons en ce sens la voie proposée par Matis Stock dans son texte *Théorie de l'habiter*¹²³. Ce dernier vise à déplacer la problématique de l'habiter comme « être dans l'espace » (phénoménologie) vers un « faire avec de l'espace » (pragmatique). Il ne s'agit pas tant d'aborder l'habiter à partir d'une conception substantialiste de l'espace (en ce concentrant sur l'*être* et le *dans*), mais plutôt de mettre l'accent sur le côté actif de l'habiter, sur le « faire avec » l'espace qui se présente à nous afin de saisir les différentes manières par lesquelles les catégories de rangement peuvent être mobilisées dans les récits et les situations variées.

Nous noterons également qu'une conception de l'habiter comme « faire » permet de faire basculer le soi-disant mode d'expression *pratique* du *sens pratique* de Bourdieu – non politique selon ce dernier puisque relégué à l'action plutôt qu'à la réflexivité et à l'explicitation – du côté du « politique ». En effet, comme le rappelle Nordmann, pour Bourdieu, seuls peuvent avoir une opinion politique, c'est-à-dire un discours constitué selon des principes politiques, ceux dont le discours est légitimé par la hiérarchie sociale. N'ayant de conception du monde que celle du sens pratique, les dominés sont contraints de s'appropriier des discours déjà constitués pour accéder à une parole légitime. C'est pour Bourdieu à travers cette opération d'appropriation qu'advient la reproduction des injonctions imposées par l'ordre existant : la domination n'a de réalité que parce qu'elle est constamment reproduite, recrée par une série d'actes répétés. Or l'appropriation est en elle-même une manière de *faire* et de *se tenir* face aux catégories de rangement. En s'inspirant du

¹²³ Mathis Stock, « Théorie de l'habiter. Questionnements », pp. 103-125, In Thierry Paquot, Michel Lussault et Chris Younès (sous la dir.), *Habiter, le propre de l'être humain : villes, territoires, philosophie, op. cit.*

concept d'itérabilité de Derrida, Butler note en effet que « chaque répétition, en même temps qu'elle renforce l'ordre auquel elle obéit, introduit la possibilité d'un dépassement, d'un écart¹²⁴ ». En incarnant toute une gamme de manières de *faire* avec les catégories de rangement, c'est l'habiter qui matérialise cette possibilité d'écart.

Si l'on suit Nordmann, Bourdieu soutient que tous obéissent aux injonctions muettes de l'ordre existant alors que Butler, elle, remarque que tous ne lui obéissent jamais tout à fait exactement. La nécessité de maîtriser le code « légitime » pour se faire entendre n'entraîne pas *de facto* l'aliénation comme le prétend Bourdieu. Il pousse plutôt les gens à utiliser un langage politique déjà constitué, c'est-à-dire à faire référence, pour se faire entendre, à des places et fonctions établies par un ordre de rangement institué sans que rien n'assure une complète concordance entre les ordres de rangement évoqués (l'individu qui produit l'énoncé n'est pas nécessairement l'instance qui en prend la responsabilité) et les places assignées par les marques énonciatives (procédés linguistiques par lesquels le locuteur imprime sa marque à l'énoncé et se situe par rapport à lui). Le politique ne s'affiche pas ici comme rupture totale à tout ordre de rangement et à l'ordre social existant, mais de façon plus subtile et graduelle à travers une oscillation entre différents principes de rangement créant des écarts. C'est cette impossibilité d'observer des phénomènes politiques engendrés par des ruptures totales à l'ordre social qui entraîne Bourdieu à parler de dépossession politique des plus démunis. C'est en ce sens que Nordmann nous invite à porter notre réflexion sur l'idée selon laquelle

la situation la plus commune n'est pas la dépossession totale, mais l'entre-deux – or, c'est cette marge qu'il importerait de prendre pour objet, pour que l'élaboration d'une parole politique par les dominés ne reste pas simplement une possibilité certes constamment maintenue, mais jamais étudiée par elle-même¹²⁵.

C'est cet « entre-deux » que le concept de l'habiter prétend pouvoir cerner. L'assimilation pratique de la structure de l'ordre social, tel qu'évoquée par le concept d'*habitus*, ne ferait-elle pas référence à une incapacité à témoigner de notre vécu autrement qu'en faisant référence aux catégories instituées de l'ordre social ? Le sens pratique évoque

¹²⁴ Charlotte Nordmann, *op. cit.*, p. 143.

¹²⁵ *Ibid.*, p. 73.

effectivement une expérience de ce genre. Alors que la présence des catégories instituées à travers les récits des citoyens peut effectivement dans certains cas signifier une défense de l'ordre institué, dans d'autres cette présence peut laisser place à une manière à faire surgir cet *entre-deux*.

Par sa proximité avec le concept d'imaginaire social, le concept de l'habiter peut faire apparaître une certaine confusion. L'habiter relève de l'imaginaire social. Tout comme l'imaginaire social, il prend forme à partir de catégories de rangement auxquels ont été attribuées certaines significations. Par l'attribution de significations aux catégories de rangement, l'imaginaire social institue des principes de rangement (par exemple, un principe de rangement peut prétendre que les pauvres sont ceux n'ayant pas d'argent, alors qu'un autre pourrait vouloir que les pauvres ne se définissent pas par le manque matériel, mais plutôt par le manque d'amour). Il s'agit d'un principe d'ordre qui dicte comment classer les événements, les gens, les activités. Alors qu'un imaginaire social réfère à UN principe de rangement précis et relativement fixe (qui prétend totaliser le monde) – tel celui de la « classe dangereuse », de la ville-spectacle ou de la ville-paranoïaque –, l'habiter détient un caractère beaucoup plus mobile : il opère en mobilisant plusieurs principes de rangement, voire même des principes de rangement contradictoires pour rendre compte du fait que certaines choses échappent à ces mêmes principes de rangement. C'est de cette forme hybride qu'apparaît l'entre-deux. L'habiter se distingue finalement de l'imaginaire social du fait qu'il entretient une constante relation avec un référent matériel précis : l'habitation.

2.2.3 L'HABITATION

S'abriter des duretés physiques et des agressions est depuis presque toujours recherché par les hommes. Dans la série qui va du simple pare-vent au château, où peut-on commencer à parler de « maison » ? La littérature ne permet pas de trancher sur la question. Pour l'historien François Valla¹²⁶, situer dans l'espace et le temps la naissance de la maison ne peut se faire qu'en vain : toute coupure dans le processus continu qui est celui de

¹²⁶ François Valla, *L'homme et l'habitat. L'invention de la maison durant la préhistoire*, Paris : CNRS Éditions, 2008, 143p.

l'apparition de la maison est nécessairement arbitraire. L'abri, qu'il soit solide et permanent, mobile ou pas, précaire ou protégé et garanti, semble être un invariant anthropologique, note Paquot¹²⁷. Ce qui évoque selon le géographe Pierre Deffontaines¹²⁸ le besoin commun à tous les hommes de s'abriter. À partir de l'idée d'un besoin fondamental de s'abriter des rudesses des différents environnements dans lesquels évolue l'humain, Valla propose pour sa part d'étudier la maison humaine en tant que « maillon d'une chaîne de structures élaborées à partir du besoin de se protéger sur lequel se sont greffés d'autres impératifs qui ont peu à peu conduit à développer dans des directions multiples les dispositifs initiaux¹²⁹ ». La maison non seulement permet de se protéger des intempéries, mais offre un certain positionnement au sein de l'espace urbain et, de ce fait, au sein de l'espace social. Elle devient un objet complexe et protéiforme alors que l'organisation spatiale de l'habitation matérialise le politique dans un processus d'insertion des significations imaginaires sociales dans l'univers physique¹³⁰. Dire que la maison ou le logement sont des objets ou des classes d'objets, ce n'est pas dire quelque chose sur ces objets comme tels, mais plutôt sur la manière d'être de ces objets pour une société donnée. En effet, c'est la société qui investit le signifiant *maison* d'une gamme de significations et associe un répertoire de comportements vis-à-vis les catégories d'habitation.

Or, en même temps que l'habiter réfère aux imaginaires sociaux, Lussault nous rappelle qu'il « n'est jamais véritablement hors-sol, extra-terrestre, ce qui impose de réfléchir à la place qu'y tiennent les éléments biophysiques fondamentaux que sont l'eau, la terre, tout comme celle des artefacts matériels¹³¹ ». La différence des rapports qu'entretiennent les différents groupes sociaux aux matériaux qui constituent la maison ne marque pas uniquement certains positionnements géographiques dans la mégapole, mais également des positions au sein de l'espace social. Si comme l'affirme Paquot « la propriété confère une

¹²⁷ Thierry Paquot, Michel Lussault et Chris Younès (sous la dir.), *Habiter, le propre de l'être humain : villes, territoires, philosophie, op. cit.*

¹²⁸ Pierre Deffontaines, *L'homme et sa maison*, Paris : Gallimard, 1972, 254p.

¹²⁹ François Valla, *op. cit.*, p. 4.

¹³⁰ Camille Goirand, *op. cit.*

¹³¹ Michel Lussault, « Réflexions géographiques sur l'habitat humain », In Thierry Paquot, Michel Lussault et Chris Younès (sous la dir.), *Habiter, le propre de l'être humain : villes, territoires, philosophie, op. cit.*, p. 45.

position résidentielle et par là une position sociale¹³² », il faut rappeler que certains préfèrent l'occupation d'immeubles à la propriété en périphérie. En ce sens, outre le certain ancrage que permet la propriété, il ne faut pas éluder le rôle que jouent l'emplacement géographique de la maison et la durabilité des matériaux dans l'attribution d'une position et d'un rôle social, c'est-à-dire dans la manière de faire et de se tenir face aux catégories de rangements. Par l'habitation, c'est un rapport à la mégapole qui se crée. C'est en ce sens que nous soutenons que l'habiter n'est pas dépourvu d'un ancrage matériel : il a pour référent l'habitation.

Y a-t-il une distinction à faire entre maison et habitation ? La maison ou le logement, en tant qu'espace bâti occupé par l'habitant, est un élément constitutif essentiel de la matérialité de l'ordre urbain tant par la forme qu'il prend (concentré ou diffus, qualité des matériaux de construction, etc.) que par la relation qu'il entretient avec les autres éléments constitutifs de la réalité urbaine (lieux de travail, accès aux services et équipements, etc.). Pour François Valla, la *maison* se limite à l'espace bâti, aux matériaux qui la composent. La notion d'*habitation*, elle, ajoute à la maison l'ensemble des relations que cette dernière constitue avec son environnement social. L'habitation est l'action d'occuper de manière régulière un lieu et l'espace qui sert à cette occupation. « Si le logement peut se définir par la seule matérialité des différents éléments qui le constituent, la définition de l'habitation fait aussi et nécessairement appel à d'autres réalités d'ordre psychologique, économique ou social¹³³ ». C'est par l'entremise de l'habitation que la matérialité du logement (ordre urbain formel, espace bâti) se trouve liée à l'habiter. En incarnant différents types d'habitations, les sans-toit, les itinérants et les locataires de *cortiços* optent pour des rapports différents à la mégapole. Par la manière d'habiter la ville on habite aussi l'ordre social qu'incorpore la ville.

¹³² Thierry Paquot, Michel Lussault et Chris Younès (sous la dir.), *Habiter, le propre de l'être humain : villes, territoires, philosophie, op. cit.*, p. 7.

¹³³ Marlon Segaud, Jaques Brun et Jean-Claude Driant (sous la dir.), *Dictionnaire critique de l'habitat et du logement*, Paris : Armand Colin, 2003, p. 130.

CONCLUSION

Ce chapitre nous a permis de penser l'imaginaire urbain à travers l'habiter et son aspect proprement politique. Alors que le survol de la littérature présentant le syntagme « imaginaire urbain » autorise de conclure à un usage plutôt statique du concept d'imaginaire, ce sont les conceptions de Laclau et de Castoriadis sur l'imaginaire social qui nous auront amenés à situer le potentiel politique de ce concept. C'est en joignant les réflexions théoriques de ces derniers à celles de Rancière et de Bourdieu qu'a été suggéré une approche de l'imaginaire urbain à travers l'habiter comme manière de *faire* avec les différents principes de rangement qui structurent l'espace social.

En effet, comme nous le verrons au quatrième chapitre, la référence à des catégories de rangement instituées pour témoigner de notre vécu n'est pas nécessairement le signe d'une incorporation de l'*habitus*, ni d'une soumission totale à l'ordre institué. Tel que le théorise Rancière, mettre en récit notre vécu nécessite la référence aux principes de rangement qui structurent l'ordre social. C'est dans cette mise en récit qu'il est possible de percevoir certains effets objectifs du *sens pratique* : en tant que conception du monde ne pouvant pas tout à fait prendre place à partir du discours institué, l'on mobilise différents principes de rangement sans pouvoir trouver une suffisante concordance entre l'un d'entre eux et notre expérience du quotidien. C'est dans cette manière de *se tenir* face aux principes de rangement, de les mobiliser et de *faire* avec eux, que se situe l'action de l'habiter.

Ainsi, plutôt que de limiter le politique au postulat selon lequel ce dernier est rupture radicale de l'ordre institué – comme le suggère l'*imaginaire radical* chez Castoriadis –, l'habiter, plus nuancé, se situe à partir d'un amalgame de différents principes de rangement, parfois contradictoires. En effet, les réalités socio-politiques sont sans doute plus complexes que ne peut le laisser croire l'imaginaire radical en tant que « faculté humaine de création inexplicable et irréductible ». Complexité que peut nous rappeler le débat Rancière/ Bourdieu sur la question de l'émancipation et de la domination. Alors que l'*habitus* laisse entrevoir un certain caractère hétéronome du politique qui, selon nous, peut s'exprimer par la nécessaire référence aux principes de rangement institués pour témoigner d'un vécu, la constante

possibilité de glissements et d'écarts de significations laisse de son côté entrevoir un caractère plus ambigu du politique. Il laisse entrevoir un espace qui n'est pas toujours perceptible à partir des seules catégories de l'ordre institué. Il s'agit du positionnement de l'entre-deux. Ce positionnement, bien que relevant de l'imaginaire social, n'est pas sans entretenir une relation constante avec la trajectoire résidentielle des citoyens.

L'entre-deux permet de rendre compte d'une gamme de maux sociaux qui prennent forme à partir du contexte spatial de la ville-globale, mais dont la nature non instituée et informelle rend difficilement repérable tant à partir d'une approche « classique » de l'urbain (schémas géographiques) qu'à partir d'une étude des dynamiques urbaines revendicatives. Bien plus qu'une différenciation spatiale des habitations ou qu'une lutte sociale pour le droit au logement, les sans-toit, avec leurs occupations, renvoient au fait anthropologique fondamental de l'habiter ainsi qu'à son aspect proprement politique. Il permet de rendre compte – nous allons le voir – de dynamiques socio-politiques propres au contexte spatial de la ville-globale.

Si cette exposition du concept de l'habiter demeure pour l'instant bien théorique, le chapitre quatre constituera un volet plus pratique du mémoire. Il laissera place à l'étape de l'analyse des entretiens où nous démontrerons concrètement la manière par laquelle l'habiter peut permettre d'entrevoir les différents horizons politiques qui se dessinent devant les habitants d'habitations urbaines paupérisées.

Précèdera à l'analyse des entretiens le chapitre trois qui a pour objectif de poser les fondements de notre approche méthodologique. En effet, le prochain chapitre traitera de notre méthode, inspirée par la technique du récit de vie, mais ne s'y limitant pas. Nous devons motiver nos choix et répondre aux principales critiques pouvant leur être adressées. Également, nous guiderons le lecteur à travers l'important travail d'insertion du chercheur au sein du milieu étudié. Ce travail d'insertion comporte non seulement des défis importants qui doivent être autant que possible surmontés par le chercheur, mais est garant du bon déroulement du travail de recherche et pèse sur les conclusions pouvant en être tirées. L'exposition de nos premières observations du *Movimento sem-teto do centro* (MSTC) ainsi

que de l'occupation étudiée (occupation Mauá) serviront à entamer une transition du volet théorique du mémoire à son volet pratique, qui prend appui sur un travail de terrain.

CHAPITRE III : DÉMARCHE DE RECHERCHE

Ce chapitre répond à une question méthodologique centrale pour notre étude. Dans quel contexte pourrions-nous avoir accès à notre objet d'étude, l'imaginaire urbain des sans-toit ? Un travail de terrain de quatre mois, mené à l'automne 2008, a permis de créer les conditions favorisant l'accès à notre objet d'étude ainsi qu'à des données de première source. Nous dresserons d'abord les contours du milieu qui nous a servis de terrain d'enquête : le centre de São Paulo, le *Movimento dos Sem-teto do Centro* (MSTC) et l'occupation Mauá. Nous évoquerons également les principales difficultés liées à l'insertion du chercheur au sein du milieu enquêté. Notre statut de chercheur étranger crée inévitablement une certaine distance vis-à-vis du sans-toit. La qualité du travail de terrain ainsi que des données recueillies sont directement liées à notre capacité de réduire cette distance et d'établir un lien de confiance avec les enquêtés. En définitive, le but ultime de cette première étape est de rendre notre présence acceptée, voire même valorisée. Il est donc important que ce chapitre nous permette de détailler cette première étape du travail de terrain qui demande de s'installer et de sonder l'atmosphère du terrain lui-même. En ce sens, nous présenterons notre réseau de contacts, notre parcours au sein du milieu des sans-toit ainsi que nos premières observations.

Une fois notre présence acceptée, l'étape suivante est l'application de la méthodologie servant la récolte des données. L'adoption de cette méthodologie ne saurait constituer une étape négligeable du travail de terrain. Bien au contraire, elle dissimule des enjeux épistémologiques guidant non seulement l'ensemble de notre parcours sur le terrain, mais également les conclusions qui pourront être tirées de l'analyse des données recueillies. Notre recherche s'inscrivant dans les sillons de la méthode qualitative plutôt que quantitative, c'est la technique du récit de vie qui inspirera notre méthodologie de recherche. Comme le note Pierre Paillé, « la méthodologie qualitative se caractérise par le recours à des approches, méthodes et techniques d'approche directe du sens des phénomènes humains et sociaux, sans le passage par la mesure et la quantification¹³⁴ ». Nous détaillerons cette approche et

¹³⁴ Pierre Paillé, *La méthodologie qualitative : postures de recherche et travail de terrain*, Paris : Armand Colin, 2006, p. 8.

évoquerons les raisons pour lesquelles la méthode du récit de vie permet d'opérationnaliser le cadre théorique développé au chapitre précédent.

Finalement, ce chapitre permettra de détailler un élément plus pratique du travail de terrain : la nature du matériel recueilli. En plus de mener des entretiens semi-directifs auprès des enquêtés, notre séjour à São Paulo aura permis de récolter de la documentation se trouvant exclusivement sur le terrain (thèses, mémoire, ouvrages scientifiques, tracts, journaux, etc.) ainsi que de faire des observations permettant de confirmer certaines de nos intuitions.

3.1 LE TERRAIN DE RECHERCHE

Notre terrain de recherche s'est déroulé septembre à décembre 2008 à São Paulo. Le mouvement des sans-toit étant présent tant au centre-ville de São Paulo qu'en périphérie et prenant forme à travers des dizaines d'organisations de sans-toit, il a été nécessaire de délimiter géographiquement notre terrain de recherche. Cette nécessité résulte en partie des limites de temps et de ressources qui s'imposent au travail de terrain. Il faut toutefois noter que ces limites n'ont en aucun cas su compromettre la qualité des données recueillies. L'enjeu est plutôt de savoir exploiter les ressources disponibles de manière à en tirer un maximum de profit. En effet, notre objectif n'est pas de faire une étude extensive du mouvement des sans-toit et de chacune des organisations qui lui donnent forme, mais plutôt de repérer, à partir d'un exemple circonscrit, les modes à partir desquels la problématique politique de l'habiter s'inscrit au cœur de l'occupation et du vécu des sans-toit. En ce sens, nous avons déterminé la région du centre et ciblé une occupation en particulier – l'occupation Mauá – pour recueillir les données qui nous permettront de faire une analyse du rôle politique de l'habiter chez les sans-toit. Nous avons ciblé la région centrale de São Paulo pour la particularité des enjeux politiques qui s'y inscrivent et l'occupation Mauá en tant que plus grande occupation de São Paulo à l'époque où s'est déroulé notre travail de terrain. Le Movimento de Sem-teto do Centro (MSTC) a également fait partie de nos recherches alors qu'en tant que principal responsable de l'occupation Mauá et parmi les plus importantes

organisations de sans-toit à São Paulo, il aura agi comme intermédiaire dans notre insertion au sein de l'occupation.

3.1.1 LA RÉGION DU CENTRE

La région centrale de São Paulo reflète des enjeux sociaux et spatiaux particuliers. Concentrant l'essentiel de la population et de l'activité économique de São Paulo au XIX, le centre¹³⁵ historique connaît à partir des années 1960 une décroissance démographique du fait de la délocalisation d'une série d'institutions financières vers l'Avenue Paulista et, depuis 1990, vers Faria Lima et Berrini. Bien que depuis 1990 cette délocalisation aurait entraîné la perte de plus de 109 000 emplois formels¹³⁶, un effort de « revitalisation » du centre de la part des pouvoirs publics fait en sorte que la région détient toujours 34% des emplois formels de la ville de São Paulo : la délocalisation des classes aisées vers certains quartiers périphériques s'accompagne d'une augmentation de la présence des classes populaires au centre de manière à modifier le profil économique de la région tout en lui conférant une nouvelle dynamique sociale. En ce sens, soulignons que malgré une superficie de 4,4 km², le centre compte plus de 530 000 habitants, 3,8 millions de piétons quotidiens ainsi que 2 millions de passagers qui quotidiennement y transitent à travers ses 294 lignes d'autobus et ses 17 stations de métro¹³⁷. On y compte plus du tiers des bibliothèques, musées et cinémas ainsi que la moitié des théâtres de la ville. Mentionnons également la présence de 97 000 étudiants enregistrés et de 102 000 des 177 000 écoles primaires/ secondaires publiques et privées¹³⁸.

Or, le centre concentre également une bonne partie des 600 000 habitants de taudis (*cortiços*), 10 000 vendeurs ambulants, 2 000 collecteur-trieur de déchets et 5 000 itinérants que compte la ville de São Paulo. Parmi les 121 628 domiciles recensés, 31 811 (26,15 %) sont considérés vacants¹³⁹. La forme de logement paupérisé qui prédomine la région centrale

¹³⁵ Le centre inclut 8 quartiers : República, Sé, Santa Cecília, Consolação, Bela Vista, Liberdade, Cambucí et Bom Retiro.

¹³⁶ Lucio Kowarick, *op. cit.*

¹³⁷ *Idem.*

¹³⁸ *Idem.*

¹³⁹ *Idem.*

de la ville est celle du *cortiço*¹⁴⁰. Malgré les loyers élevés¹⁴¹ et les mauvaises conditions de logement qu'offre ce type de logement (problèmes d'hygiène, manque d'espace et promiscuité), certaines familles à faible revenu optent d'y habiter afin de tirer profit de certains avantages qu'offre le : c'est ce qui ressort d'une série d'entretiens menés et analysés par Lucio Kowarick¹⁴². En effet, non seulement l'emploi et les services publics (transport en commun, écoles, etc.) sont plus disponibles dans la région centrale, mais les statistiques démontrent également que les chefs de famille détenant un bas niveau de scolarité et habitant le centre gagnent deux fois le salaire de ceux qui détiennent un niveau de scolarité équivalent à la périphérie¹⁴³. Les opportunités d'emplois ainsi que les salaires plus élevés pour les emplois formels comme informels font du centre un pôle d'attraction pour les populations paupérisées qui, pour en profiter, doivent cependant se soumettre à des conditions de logement extrêmement difficiles. Ainsi, comme le note Kowarick, « *diante da vasta oferta de empregos e da facilidade de acesso a eles, desenvolvem discursos e atuações com base em uma concepção de reforma urbana em função de direitos de cidadania*¹⁴⁴ ». C'est dans ce contexte que prennent forme les actions du mouvement des sans-toit : les sans-toit se mobilisent et projettent l'image d'un centre devant avant tout offrir des conditions favorables pour que les populations les plus démunies puissent y habiter.

Or, centré autour d'une priorisation de la fonction sociale du logement et de la propriété, l'imaginaire urbain qui investit le discours du mouvement des sans-toit émerge en réaction à une conception dominante de la réforme urbaine. Cette dernière prend ancrage à

¹⁴⁰ Le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) définit dans son rapport de 2003 les *cortiços* en tant que « housing areas that were once respectable or even desirable, but which have since deteriorated as the original dwellers have moved to new and better areas of the cities. The condition of the old houses has then declined, and the units have been progressively subdivided and rented out to lower-income groups ». UN Habitat, *The Challenge of Slums – Global Report on Human Settlements*, 2003, p. 9.

¹⁴¹ Selon l'analyse de Kowarick, le coût du mètre carré de *cortiço* (logement paupérisé du centre) se révèle être 34% plus élevé que celui du logement résidentiel moyen à São Paulo. Lucio Kowarick, *op. cit.*, p. 181.

¹⁴² Lucio Kowarick, *op. cit.*

¹⁴³ Suzana Pasternak et Lucia Bogus, *Como anda São Paulo, Cadernos Metropole* (PUCSP), São Paulo : Edition Educ, 2004, pp. 1-90. Cité dans Charmain Levy, *op. cit.*, p. 8.

¹⁴⁴ Lucio Kowarick, *op. cit.*, p. 203. Traduction libre : « devant la vaste offre d'emplois et leur facilité d'accès, se développent un discours et des actions ayant pour base une conception de la réforme urbaine en fonction de droits citoyens ».

partir d'un mouvement pour la « requalification » urbaine qui se manifeste par certains discours qui, en associant l'augmentation des vendeurs ambulants et de l'emploi informel dans la région centrale à la difficulté de circuler, l'accumulation de déchets, l'évasion fiscale, la dégradation de l'espace public et l'augmentation des problèmes liés à l'insécurité, génèrent des images de désordre. Est ainsi mis de l'avant un imaginaire urbain où le centre est avant tout perçu comme un lieu de pouvoir et de richesse devant être ramené à l'ordre par une opération de « nettoyage » qui prend l'allure d'un contrôle social¹⁴⁵.

Levy note la particularité des enjeux et dynamiques politiques du centre de São Paulo en constatant l'entrechoquement de ces deux imaginaires urbains contradictoires :

[...] because of divergent interests between these actors, the downtown core eventually became an important area of conflicts around the organisation of urban space and allocation of scarce resources involving two opposing stake holders : local and international capital organised around the association *viva o Centro* and the inner-city *cortiços* and homeless movement. The former saw the centers as a possibility of improving real estate value and profit while the latter recognised its social nature serving the rights of its poorest citizens¹⁴⁶.

Le mouvement de requalification urbaine s'organise en 1991 autour de l'Association Viva o Centro (AVC) qui agit en tant que lobby auprès du pouvoir public. AVC vise à combattre la « dégradation » du centre, abandonné à une population « marginale » grandissante, et cherche à retenir les entreprises et institutions financières qui tendent à la fin des années 1980 à délaisser la région. Dans le discours de ces derniers, le centre prend l'image d'une zone « sans vie » ayant besoin d'être « revitalisée ». Cette revitalisation passe également par la mise en place d'incitatifs au marché immobilier privé. AVC influence la création de ProCentro, en 1993, et de Operação Urbana Centro, en 1997, qui s'inscrivent dans le même courant de requalification urbaine. C'est cette même année qu'émerge une vague d'occupations du mouvement des sans-toit à São Paulo. Bien que les causes de cette vague de mobilisation sont multiples¹⁴⁷, elle prétend néanmoins émerger en tant que réaction au phénomène de gentrification que semble vouloir supporté le mouvement de requalification

¹⁴⁵ Lucio Kowarick, *op. cit.*

¹⁴⁶ Charmain Levy, *op. cit.*, p. 23.

¹⁴⁷ Charmain Levy, *op. cit.*

urbaine. Les sans-toit revendiquent par ces occupations le droit de la population paupérisée à faire usage des modalités et services qu'offre la région centrale de la ville. L'enjeu est la revendication d'habitations populaires dans une région qui pour plusieurs comporte de nombreux avantages (proximité du lieu de résidence et du lieu de travail, meilleurs salaires, meilleures opportunités d'emplois, etc.). Cette revendication passe principalement à travers l'action d'occupation d'édifices publics, mais aussi d'immeubles privés, d'usines, d'hôpitaux et de bâtiments en ruines dont la construction a été abandonnée.

L'occupation conteste les catégories sémantiques mises de l'avant par le courant de « revitalisation » urbaine. En effet, le discours mis de l'avant dans les tracts du *Movimento dos Sem-teto do Centro* (MSTC) met en relation de manière dualiste ces deux imaginaires urbains contradictoires. Le bulletin bimensuel du MSTC de mai/juin 2001 titre en ce sens « *Revitalizar o Centro, garantindo habitação popular !* » pour y ajouter plus loin « *Para quem vamos revitalizar ? Para a elite e as grandes empresas ? Ou para a população trabalhadora ? Revitalizar significa dar vida novamente ao Centro, humanizar o ambiente urbano, priorizando o ser humano*¹⁴⁸ » (souligné dans le texte). Par ces énoncés, le MSTC affiche une lutte de sens autour du terme « revitaliser ». En attribuant une nouvelle signification à la « revitalisation du centre », il propose un imaginaire politique à partir duquel les populations démunies du centre peuvent investir le rapport de forces structurant les enjeux politiques de cette région : donner vie à l'environnement urbain passe par l'habitat populaire et le droit des plus démunis d'habiter. Le MSTC tente par ce discours de conférer aux sans-toit le statut d'acteur politique incontournable dans l'évolution des enjeux urbains du centre. Offrir une représentation des rapports de forces qui permette à ses membres d'investir la scène politique concerne une démarche qui doit sous-tendre toute dynamique revendicative. Sans une telle représentation, sur quelle base est-il possible de revendiquer ? Or, tel que nous l'avons évoqué plus haut à partir de la problématique qui se trouve au fondement de ce mémoire, nous posons la question à savoir si habiter l'occupation se résume

¹⁴⁸ Traduction libre : « Revitaliser le centre, garantissant le logement populaire ! » pour y ajouter plus loin « Pour qui allons nous revitaliser ? Pour l'élite et les grandes entreprises ? Ou pour les travailleurs ? Revitaliser signifie donner vie nouvellement au centre, humaniser l'environnement urbain, priorisant l'être humain » (souligné dans le texte). MSTC, *Luta por moradia*, São Paulo ; Brésil, numéro 6, mai/juin 2001.

à l'aspect revendicatif de cette action, comme le laisse croire le discours qu'affichent les journaux du MSTC. Habiter l'occupation est-il une politique uniquement du fait qu'elle permet d'investir le rapport de force qui structure la scène politique municipale ?

Avant de traiter de la méthodologie qui nous permettra de recueillir les données à partir desquelles nous tenterons de répondre à cette question, il est nécessaire d'exposer les autres éléments délimitant notre terrain : le MSTC et l'occupation Mauá. En effet, pour répondre à notre problématique, il est nécessaire de concentrer le travail de terrain autour du MSTC, l'une des multiples organisations de sans-toit du centre de São Paulo. Alors que l'objectif central du travail de terrain est d'obtenir les témoignages et récits d'habitants d'occupations et qu'à l'époque de notre séjour le MSTC se trouvait à être responsable de la plus importante occupation d'immeuble de São Paulo (plus de 120 familles), il nous est apparu naturel de mobiliser notre réseau de contacts de manière à gagner la confiance des responsables de cette organisation. Dressons brièvement le portrait de cette dernière ainsi que de l'occupation Mauá.

3.1.2 L'OCCUPATION MAUÁ ET LE MSTC

De multiples organisations de sans-toit sont actives au centre de São Paulo. Parmi les plus actives se trouvent les suivantes : *União das Lutas de Cortiço*, *União de Movimentos de Moradia*, *Movimentos Sem-Teto do Centro*, *Unificação das lutas dos cortiços*, *Fórum dos Cortiços*, *Novo Centro*, *Movimento dos Trabalhadores Sem-Teto da Região Central* et *Movimento de Moradia do Centro*¹⁴⁹. La composition sociale de ces dernières est loin d'être d'ordre monolithique. Notons quelques caractéristiques sociologiques générales des organisations de sans-toit du centre. Elles contiennent tant des *paulistanos* que des immigrants en provenance d'autres États brésiliens (en majorité du *Nordeste*), des gens ayant délaissé la région rurale pour s'installer en sol urbain et même des immigrants en provenance d'autres pays (Bolivie, Pérou). Certains de ses membres ont vécu un moment à la rue, tel est le cas de l'une des responsables du *Movimento Sem-teto do Centro* (MSTC), d'autres n'arrivaient tout simplement plus à payer le loyer et ont été introduit au Mouvement. La

¹⁴⁹ Lucio Kowarick, « Areas centrais de São Paulo : Dinamismo Econômico, Pobreza e Políticas », *Lua Nova* : São Paulo, No. 70, 2007, pp. 171-211.

plupart des organisations de sans-toit à São Paulo visitent régulièrement favelas et auberges pour itinérants dans le but de recruter de nouveaux membres. La caractéristique commune des sans-toit est leur incapacité à payer un loyer régulier du fait de revenus irréguliers. Plusieurs sont sans emplois alors que les professions qu'ils exercent se situent au sein des secteurs où l'emploi est instable et temporaire (maçon, vendeur ambulant, peintre, domestique, serveur, maintenance, etc.).

Le *Movimento dos Sem-teto do Centro* (MSTC) met de l'avant une orientation politico-idéologique qui s'apparente au réformisme¹⁵⁰. En effet, l'une des responsables du MSTC nous confie que la résolution du problème au logement à São Paulo doit nécessairement passer par la politique : seul le gouvernement peut implanter une politique d'habitation atténuant la crise du logement à São Paulo. En ce sens, le MSTC soutient ouvertement et officiellement le PT. Leur principale revendication vise la réforme urbaine par un financement accru du logement social. L'objectif n'est pas tant une remise en question radicale de l'ordre urbain que l'obtention immédiate d'un logement pour les membres de l'organisation. Les membres sont inscrits à une liste et un système de pointage donne plus de droits à certains membres qu'à d'autres. Les membres acquièrent un point pour leur présence à chacune des réunions, un point pour la contribution financière mensuelle (de R\$ 4 en octobre 2008, époque de notre séjour), un point pour la participation dans les « commissions de travail » puis trois points pour la participation aux actions du MSTC (manifestations, occupations, etc.). Seuls les membres peuvent habiter l'occupation et la priorité est accordée aux femmes monoparentales et aux membres qui détiennent le plus de « points ». La prostitution et l'utilisation de drogues dures ne peuvent en aucun cas être admises chez les membres, sans quoi l'individu en question perd son statut de membre et est expulsé de l'occupation. Ainsi entraînés au sein d'une dynamique assistencialiste, les responsables du MSTC constatent que plusieurs cessent leur participation aux activités du mouvement une fois qu'ils ont obtenu une place à l'intérieur de l'occupation. Les responsables nous confirment qu'une minorité des habitants de l'occupation continuent de participer de manière

¹⁵⁰ Réformisme réfère au courant idéologico-politique inspiré du socialisme réformiste mis de l'avant par Eduard Bernstein (1850-1932) en tant que prise du pouvoir pacifique et démocratique par la gauche à travers une série de réformes plutôt qu'à travers une remise en question radicale des institutions.

active et régulière aux activités du mouvement. Au sujet de ces membres qui cessent leur participation active au mouvement une fois leur logement acquis, une des responsables nous confie qu'au même titre que les usagés de drogues dures, ces derniers devraient systématiquement être expulsés de l'occupation comme du mouvement. Elle ajoute cependant que par un « manque de volonté », le mouvement n'a jamais véritablement réussi à mettre à exécution ce principe. S'il était effectivement appliqué, le mouvement ne perdrait-il pas une majorité de ses membres ?

Ce constat suggère un certain décalage entre les habitants de l'occupation du MSTC et ses responsables. De ce fait, l'une des principales difficultés du travail de terrain a été d'assurer une relative indépendance du chercheur face aux responsables de l'organisation. En effet, en tant qu'intermédiaires, les responsables risquent de nous guider vers les habitants qui partagent leur vision des choses.

Pour ce faire, nous avons favorisé la méthode d'une insertion de « fil en aiguille ». C'est-à-dire que nous avons dû tirer profit de notre premier contact, le CPV, pour que ses responsables nous présentent à un ancien militant du MSTC (ayant milité activement de 1988 à 1998) et du FLM (*Frente de luta por Moradia*) du nom de Gutenberg. Membre actif dans l'organisation de la campagne de Manoel del Rio – candidat du PT aux élections du 5 octobre 2008 pour devenir membre du conseil municipal (*vereador*) de la ville de São Paulo –, ce dernier nous présente par la suite à des responsables du MSTC qui habitent l'occupation Mauá. Les responsables du MSTC nous invitent à pénétrer au sein de l'occupation qui se situe dans la région du centre (quartier Sé) et qui, depuis mars 2007, abrite plus de 400 individus. En effet, il se révèle extrêmement difficile de pénétrer l'occupation sans passer par de tels intermédiaires. Ils se trouvent à être les seuls pouvant nous ouvrir les portes du 304 rue Mauá : toutes les visites sont enregistrées par le portier et doivent avoir fait l'objet d'une invitation d'un des résidents de l'occupation. Bien que les premières visites se limitent à faire la connaissance des habitants que nous présentent les responsables, notre réseau de contacts au sein des habitants de l'occupation s'élargit rapidement. Nous participons à différents événements (rassemblements, fêtes, rencontres) au sein desquels nous bénéficions d'une autonomie suffisante afin de faire la connaissance d'habitants qui ne nous ont pas été

présentés par les responsables du MSTC. De la sorte, nous avons réussi dès la 4^e visite à circuler de manière autonome à l'intérieur des murs de l'occupation, sans que les responsables nous accompagnent. Ce n'est qu'après 6 semaines (mois d'octobre) que nous avons pu obtenir l'autonomie nécessaire afin de débiter les entretiens auprès des habitants de l'occupation. Relatons le contexte dans lequel nous plonge l'occupation.

L'occupation Mauá prend place au sein d'un ancien hôtel laissé à l'abandon depuis la fin des années 1980 (Hôtel Santos Dumont). Il s'agit du 304 rue Mauá, situé dans le quartier Bom Retiro dont la population est de 26 598 habitants¹⁵¹. Le quartier compte 10 807 domiciles recensés alors que 2 488 (21,4 %) sont considérés vacants par la municipalité¹⁵². L'occupation compte 400 habitants dont la plupart viennent de favelas du centre de la ville, de *cortiços* ou bien d'autres occupations du MSTC ayant fait l'objet d'un avis d'éviction (c'est principalement le cas de l'occupation Prestes Maia qui était située à proximité et qui constituait, avant l'éviction, la plus grande occupation d'immeuble d'Amérique latine). Cet ancien hôtel est occupé pour une première fois par le MSTC en 2003 pour faire l'objet d'un avis d'éviction en 2005. Par la suite, l'immeuble demeure abandonné durant près de 2 ans avant d'être l'objet d'une nouvelle occupation le 25 mars 2007. Malgré l'intervention sporadique de la police (principalement pour des raisons de « sécurité » ou pour cause du trafic des lignes de courant électrique), cette occupation perdure toujours à l'automne 2008. Bien que l'habitation est précaire – une partie du toit s'est effondré quelques mois avant notre visite –, les habitants soutiennent que l'occupation améliore considérablement leur vie.

Une division des tâches entre les résidents de l'occupation permet d'organiser la vie sociale qui y prend place. Les tâches à effectuer sont regroupées en secteurs d'activité : la sécurité interne, l'hygiène et la propreté puis la maintenance (maçons, électriciens, etc.). Chaque étage détient un responsable qui s'assure que chacune des tâches soit bien effectuée. Ces derniers se rapportent à la coordination générale de l'immeuble et du MSTC. Un portier contrôle à toute heure du jour ou de la nuit les entrées et les sorties. Bien que l'occupation située au 304 rue Mauá se trouve au cœur d'un quartier reconnu pour la consommation de

¹⁵¹ Lucio Kowarick, *op. cit.*

¹⁵² *Idem.*

drogues dures, comme nous l'avons évoqué plus haut, aucun individu reconnu comme consommateur de drogues ou pratiquant la prostitution ne peut avoir accès à l'occupation. Les visites font l'objet d'un contrôle serré. En plus d'être enregistrées par le portier, elles doivent faire l'objet d'une invitation d'une personne habitant l'occupation. Trois organisations de sans-toit se partagent l'immeuble de 5 étages : le *Movimento dos sem-teto do Centro* (MSTC), le *Movimento dos Trabalhadores Sem-Teto Regiao Central* (MTST-RC) et le *Movimento de Moradia da Região Centro* (MMRC). L'occupation étant principalement dirigée par le MSTC, celle-ci occupe les 3^e et 4^e étages. Le MTST-RC et le MMRC contrôlent chacun un étage.

Une fois ayant délimité géographiquement notre terrain d'étude ainsi que ciblé l'occupation au sein de laquelle nous pourrions recueillir une partie des données devant être analysées dans le cadre de ce mémoire, l'étape de la cueillette des données prend place. Cette étape doit non seulement correspondre à une méthodologie bien définie, mais son principal attribut doit être de permettre une opérationnalisation du cadre théorique exposé au chapitre précédent. Voyons les principaux paramètres qui guident cette méthodologie, les raisons qui ont motivé son adoption ainsi que certains des enjeux épistémologiques qu'elle mobilise.

3.2 RÉCOLTE DES DONNÉES ET MÉTHODE D'ENQUÊTE

3.2.1 LA TECHNIQUE DU RÉCIT DE VIE

En tant que principal vecteur des imaginaires sociaux, le langage revêt un intérêt non négligeable dans le cadre de notre étude. En effet, Castoriadis affirmait qu'une

« langue n'est langue que pour autant qu'elle offre aux locuteurs la possibilité de *se repérer* dans et par ce qu'ils disent *pour s'y mouvoir* [...], d'utiliser le code des désignations pour faire apparaître d'autres significations ou d'autres aspects des significations apparemment déjà données¹⁵³ » (souligné dans le texte).

C'est par le langage que circulent les imaginaires. Le langage apparaît à travers de multiples formes, comme peut l'illustrer l'exemple des différentes normes discursives qui règlent le

¹⁵³ Cornelius Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*, op. cit., p. 511.

langage du discours présidentiel, du discours journalistique ou scientifique. Pour faire référence à la manière de raconter les événements au sein des quartiers paupérisés, le sociolinguiste américain William Labov évoquait le « parler ordinaire »¹⁵⁴. Par « parler ordinaire », Labov entend le discours familial et intime marqué par une grammaire relativement uniforme au sein des quartiers paupérisés des villes. L'intérêt des écrits de Labov est d'offrir une profonde remise en question du postulat selon lequel il existerait la langue officielle, qui peut tout dire, et le dialecte qui ne dit que l'immédiat. Bien que l'objet d'étude de Labov concerne la structure grammaticale de la langue dans les ghettos noirs des États-Unis et que son ouvrage ne prétend pas en faire une étude politique, il met néanmoins l'accent sur la singularité de la parole des paupérisés. Labov souligne que dans l'expression de leur « vécu », les récits produits au sein des quartiers paupérisés font preuve d'une compétence grammaticale remarquable. Notre méthodologie s'inspire en ce sens de Labov : à partir d'un questionnaire contenant certaines questions « chargées émotionnellement » (souvenirs d'enfance, mauvais et bons souvenirs liés à leur habitation, difficultés particulières à leur type d'habitation, etc.) elle vise à recueillir l'expression du « vécu » de sans-toit, d'itinérants et d'habitants de *cortiços* sur la manière d'habiter la ville. Or, en même temps que de s'en inspirer, notre méthodologie s'en distingue. En effet, le centre de nos analyses, contrairement à Labov, ne se situe pas au niveau d'une étude du parler ordinaire et des structures qui règlent sa grammaire. Pour cette raison, la méthodologie exigée par le travail de Labov est pour cette raison fort différente de celle que nous mettrons en œuvre. Pour ce dernier, le parler ordinaire doit être recueilli par une enquête empirique où la langue est toujours saisie dans son contexte et dans des rapports sociaux contrôlés. Comme c'est plutôt l'habiter qui, à travers la mise en récit de l'habitat et de la ville par les sans-toit, constitue le cœur de ce mémoire, il est nécessaire de se démarquer de la méthodologie mise en œuvre par Labov pour s'inspirer davantage de la technique du récit de vie. Tout en permettant l'accès à l'aspect *politique* de la parole des sans-toit, l'entretien semi-dirigé détient l'avantage de permettre de recueillir des récits centrés autour du thème de l'habiter.

Le récit de vie résulte, en sciences sociales, « d'une forme particulière d'entretien, l'entretien narratif, au cours duquel un chercheur demande à une personne [...] tout ou partie

¹⁵⁴ William Labov, *Le parler ordinaire*, Paris : Éditions de Minuit, 1978, 520p.

de son expérience vécue¹⁵⁵». Ce dernier s'articule sous une forme orale spontanée dont le caractère dialogique guide le sujet de manière à ce qu'il considère ses expériences passées à travers un certain « filtre ». Il s'agit d'un discours narratif improvisé qui s'inscrit « au sein d'une relation dialogique avec un chercheur qui a d'emblée orienté l'entretien vers la description d'expériences pertinentes pour l'étude de son objet¹⁵⁶». Ainsi, le récit de vie peut se révéler être beaucoup moins foisonnant et plus centré sur l'évocation de mécanismes sociaux que d'autres méthodes similaires telle l'autobiographie rédigée en solitaire. Il s'agit de recueillir, de transcrire et d'analyser les récits oraux des habitants d'occupations qui, contrairement au discours ou récit « officiel » du mouvement des sans-toit qui a pour relais porte-paroles et tracts, disparaissent avec les occasions qui les ont vus se former. En ce sens, Franco Ferrarotti affirme que la technique du récit de vie

« permet d'atteindre des faisceaux sociaux et des structures de comportements qui, par leur caractère de marginalité et leur état d'exclusion sociale, échappent irrémédiablement aux données acquises et élaborées formellement ainsi qu'aux images officielles que la société se donne d'elle-même¹⁵⁷».

Il est nécessaire d'accéder à la manière dont les habitants des occupations, en reprenant sans doute certains fragments de l'imaginaire politique mis en œuvre par le discours de l'organisation de sans-toit, mettent eux-mêmes en énoncés une conception du monde. « L'individu ne fait pas que refléter le social, mais se l'approprie, le médiatise, le filtre et le retraduit en le projetant dans une autre dimension, celle, en définitive, de sa subjectivité¹⁵⁸». De façon similaire, l'individu s'approprie les différents principes de rangement pour se positionner à partir d'une conception du monde qu'il énonce comme sienne. En effet, l'énonciation réfère à la subjectivité dans sa capacité de se situer face aux différents systèmes de sens et principes de rangement qui circulent à travers le discours social. Les récits recueillis par l'entremise des entretiens semi-dirigés constituent le principal matériel d'analyse à partir duquel peut se faire l'application de techniques d'analyse du

¹⁵⁵ Daniel Bertaux, *L'enquête et ses méthodes : Le récit de vie*, Paris : Armand Colin, 2005, p. 11.

¹⁵⁶ *Ibid.*, p. 68.

¹⁵⁷ Franco Ferrarotti, *Histoire et histoire de vie : La méthode biographique dans les sciences sociales*, Paris : Méridiens Klincksieck, 1990, p. 32.

¹⁵⁸ *Ibid.*, p. 51.

discours inspirées des travaux sur l'énonciation¹⁵⁹. Les traces objectives laissées dans les récits par les marques d'énonciation laissent entrevoir l'imaginaire politique (représentation des rapports de force à partir de principes de rangement qui ordonnent l'espace social) des individus interviewés ainsi que la façon dont ces derniers interprètent, diagnostiquent et pronostiquent le cours des situations où ils sont impliqués.

3.2.2 UNE APPROCHE COMPARATIVE

Bien que l'intérêt central de notre étude demeure l'analyse des récits de vie produits par lesdits « sans-toit », nous avons adopté un mode d'analyse « comparatif » de manière à permettre de repérer la manière dont les sans-toit habitent la ville. Nous avons ainsi été amenés à interviewer des groupes faisant parti de la même strate sociale paupérisée que celle des sans-toit, mais dont les conditions d'habitat diffèrent. Ainsi, en plus d'interviewer des sans-toit de l'occupation Mauá, nous avons interviewé un groupe d'itinérants. Bien que les itinérants font partie de la même strate sociale que celle des sans-toit (il est à noter que, par exemple, certains des habitants de l'occupation nous ont confirmé déjà avoir passé une période de leur vie à la rue), leur situation diffère par leur habitat, qui est presque inexistant. Aux groupes des sans-toit et des itinérants vient s'ajouter un troisième, celui d'habitants de *cortiços*. Ce dernier agit en tant que groupe contrôle : représentant une importante portion de la population paupérisée du centre, les habitants de *cortiços* reçoivent un salaire de base de manière à assurer le paiement mensuel du loyer.

Cette approche comparative est rendue nécessaire alors que dans le cadre de ce mémoire, l'intérêt des récits de vie ne se trouve pas tant au sein des réponses données par l'interviewé (la formulation et l'ordonnancement des questions induisant souvent un type de réponse), mais plutôt du côté des contrastes qu'il devient possible de repérer entre les modes d'énonciation mis en œuvre par ces différents groupes. L'utilisation du même questionnaire pour procéder aux interviews de chacun des trois groupes introduit une certaine homogénéité dans la méthode servant à recueillir les récits de vie. C'est sur la base de cette homogénéité

¹⁵⁹ Dominique Maingueneau, *L'analyse du discours politique*, Paris: Hachette, 1991, 267p.

qu'il est possible de donner un relief aux récits qu'offrent les sans-toit. Cette méthode ne saurait répondre aux critères de la représentativité. Elle vise plutôt à démontrer, à l'aide d'exemples tirés de l'application de techniques d'analyse du discours, la manière par laquelle l'habiter traverse l'expérience et les récits des sans-toit de São Paulo. Avant de procéder au chapitre suivant et à l'analyse des récits, voyons avec plus de détails la nature des données qui ont été recueillies à partir de notre travail de terrain.

3.3 MATÉRIEL ET MÉTHODE D'ANALYSE

3.3.1 ENTRETIENS

Notre objectif a été d'obtenir quatre entretiens transcrits pour chacun des trois groupes (deux hommes et deux femmes, deux candidats âgés entre 18 et 39 ans, deux autres âgés de 40 ans ou plus) pour un total de 12 candidats. Nous avons réussi à enregistrer six entretiens par groupes (total de 18 enregistrements) pour transcrire les quatre dont les récits étaient les plus riches (total de 12). La richesse du récit est jugée selon le critère de son autonomie, c'est-à-dire à partir de la capacité de l'interviewé à formuler des réponses qui, plutôt que de se limiter à de courtes phrases affirmatives ou négatives, lui permettent de raconter son vécu en s'attribuant le rôle de narrateur (mise en scène de personnages, de lieux, etc.). À maintes reprises, la richesse des récits recueillis s'est avérée être proportionnelle à notre capacité de gagner la confiance de l'enquêté et à transformer l'entretien en « discussion ouverte ». Tous les entretiens ont été enregistrés, ce qui est nécessaire afin d'effectuer les étapes ultérieures qui sont celles du travail de transcription et d'analyse. Les interviews durent en moyenne 50 minutes, la plus courte ayant été de 35 minutes et la plus longue 2 heures et 10 minutes.

Nous avons développé notre questionnaire¹⁶⁰ sur place afin de l'adapter à nos premières observations. Il est composé de 4 parties et d'un total de cinquante-deux questions divisées en quatre sections : (a) profil personnel, (b) souvenirs d'enfance et expériences passées de logement et d'habitation, (c) vie quotidienne et politique au sein de la mégapole

¹⁶⁰ Voir appendice : A

et (d) questions d'opinion. L'architecture du questionnaire vise à favoriser le lien de confiance entre le chercheur et l'interviewé ainsi qu'à permettre un entretien imposant un nombre limité de contraintes pour que se développent des récits des plus autonomes sur l'habiter. De cette manière, la première partie (12 questions) vise à recueillir des données sociologiques de base et d'identification générale (âge, sexe, lieu de naissance, emploi, etc.). Il s'agit de la partie la plus brève. Au-delà de son intérêt sociologique, cette première partie évite de commencer l'entretien avec des questions trop lourdes qui exigent qu'une bonne chimie se soit développée entre l'interviewé et l'enquêteur. Les questions de style plus « libres » (moins directes et contraignantes, du type « quelle est votre souvenir le plus ancien de la maison dans laquelle vous avez grandi ? ») suivent alors que nous avons réservé les questions de nature plus directes (du type « quelle est l'attitude de la police envers les occupations / itinérants / quartiers pauvres ? ») de manière à éviter qu'une question trop directe puisse contaminer la réponse à une question suivante.

La seconde partie (15 questions) se concentre sur des questions concernant les souvenirs d'enfance et les expériences de logement passées. Différentes questions sur les souvenirs de la maison d'enfance et du quartier permettent de donner à l'interviewé une grande latitude pour développer un récit autonome, en restant cependant centré sur la question de l'habitation et de l'habiter. La troisième partie (14 questions) consiste à poser des questions sur la vie quotidienne et la politique au sein de la mégapole. Il s'agit de questions plus directes concernant la participation au sein de groupes politiques ou d'organisations sociales, leur habitation actuelle et leur manière de vivre au quotidien. Finalement, une dernière partie (10 questions) est composée de questions d'opinion dans lesquelles un énoncé est présenté aux interviewés et ces derniers doivent répondre « en accord », « en désaccord » ou encore « sans opinion ». Les commentaires ajoutés à ces réponses par l'interviewé sont également transcrits et analysés.

Les entretiens sont de type semi-dirigé, c'est-à-dire qu'une fois la question posée nous n'hésitions pas à demander de développer certaines parties du récit de l'interviewé si nous avons l'impression que nous abordons un sujet central pour ce dernier. Les entretiens sont anonymes et confidentiels et se font sur une base volontaire. L'enregistrement de l'entretien à

toujours été conditionnel à l'obtention une autorisation verbale préalable de la part de l'interviewé – autorisation qui, elle aussi, pour des raisons éthiques, doit figurer au début de chacun des enregistrements. Nous avons toujours clairement fait savoir à ces derniers qu'ils pouvaient à tout moment, s'ils le jugeaient nécessaire, refuser de répondre à une question et passer à la suivante ou même mettre fin à l'entretien.

Les récits des sans-toit (groupe A) ont tous été recueillis à l'intérieur de l'occupation Mauá, entre 11 heures et 17 heures durant les mois d'octobre et de novembre 2008. Les responsables de l'occupation devaient nous accueillir lors de chacune de nos visites, mais une fois à l'intérieur nous ont laissé circuler librement sans déterminer le choix des habitants à interviewer.

Les entrevues d'itinérants (groupe B) se sont déroulées de la fin octobre à la mi-novembre. Elles ont eu lieu dans une cafétéria mise à la disposition des itinérants, peu après la période réservée au dîner (entre 14 heures et 17 heures). Il s'agit du moment où les itinérants qui fréquentent la cafétéria sont le plus disponibles pour se prêter à l'exercice de l'entretien. Pour ce deuxième groupe, nous n'avons réussi à obtenir qu'une entrevue de femme et trois d'hommes. Il est à noter que la population des itinérants affiche effectivement une surreprésentation des hommes.

Les entrevues des habitants de *cortiços* (groupe C) se sont déroulées au mois de novembre au sein du siège social de *l'Unificação das Lutas dos Cortiços* (ULC) entre 17 heures et 21 heures. Bien que nous ayons pu visiter certains *cortiços*, plusieurs de ses habitants préféraient nous donner rendez-vous au siège social de l'organisation plutôt que de nous accorder une entrevue sur le lieu même de résidence. Demande à laquelle nous nous sommes conformés.

3.3.2 OUVRAGES ET TRAVAUX EN BIBLIOTHÈQUES

Un second objectif du séjour à São Paulo a été de consulter les ressources documentaires et bibliographiques pertinentes au mémoire et se trouvant exclusivement sur le terrain. En ce sens ont été consultées des bibliothèques universitaires (Universidade de São

Paulo – USP, Pontifica Universidade Catolica de São Paulo – PUC-SP) et des centres de documentation souvent opérés à partir d'ONG locales (Centro de documentação de Pesquisa Vergueiro – CPV, Instituto de Estudos, Formação e Assessoria em Políticas Sociais - Polis). Le système de classification et la disponibilité des ressources n'ont été d'aucun inconvénient. Les distances à parcourir ont cependant contribué à alourdir la tâche, mais n'ont pas su constituer une difficulté compromettant l'efficacité du travail effectué sur place. Nous avons lu certains mémoires et certaines thèses déjà rédigées au sujet des sans-toit et dans certains cas photocopié et rapporté avec nous des ouvrages qui se sont révélés nécessaires à la progression de nos réflexions. Des journaux, tracts et pamphlets produits par les organisations de sans-toit et par d'autres organisations sociales adjacentes ont également été rapportés. En tant que documentation de première source, ils constituent une inépuisable base de données donnant accès à des informations qui parfois peuvent être manquantes au sein des ouvrages et thèses consultées tout comme des entrevues réalisées.

3.3.3 OBSERVATIONS

Notre insertion au sein d'une occupation de sans-toit, auprès d'itinérants ainsi que du milieu des *cortiços* a permis de créer les conditions favorables à l'activité d'observation. Cette dernière vise à tirer profit de notre accès direct aux interactions personnelles ou anonymes, aux lieux et aux objets observables dont nous avons la chance de faire expérience lors de notre évolution au sein des milieux étudiés. Il s'agit d'un important outil de découverte et de vérification. L'habiter s'insère dans le quotidien et les observations peuvent servir à confirmer certains des éléments que laissent percevoir les récits. Nous avons pu faire l'expérience de l'organisation sociale prenant place au sein de l'occupation du MSTC, des réunions hebdomadaires des responsables du MSTC, de certains des endroits où se rassemblent à l'aube des itinérants de manière à nous permettre de discuter sur une base informelle avec ces derniers et nous avons également fait l'expérience de certaines parties de la vie sociale qui gère le quotidien des *cortiços*.

3.3.4 MÉTHODE D'ANALYSE

Les récits recueillis sont délimités par la classification typologique des trois groupes étudiés de manière à constituer un corpus. La « mise en corpus » réfère au dispositif d'observation propre à révéler l'objet *discours* que le chapitre suivant se donne pour tâche de soumettre à l'analyse. C'est la discipline de l'analyse du discours qui nous permettra de faire l'analyse de ce corpus. Cette discipline prend forme à partir d'une théorisation du langage conforme à la problématisation des imaginaires sociaux qui sous-tend ce mémoire : le langage ne sert pas de simple instrument à rendre compte d'un sens « déjà-là », c'est-à-dire qu'il n'est pas un simple reflet de la réalité sociale, mais contient ses propres règles de fonctionnement et doit être abordé comme constitutif d'une réalité propre en soi, celle de l'énoncé. En d'autres termes, l'analyse du discours refuse de poser à la source de l'énoncé un sujet énonciateur individuel qui serait « maître chez lui », c'est-à-dire qui pourrait volontairement contrôler la totalité du sens véhiculé par son discours. L'étude des règles de fonctionnement du discours exige de tenir compte des propriétés formelles des énoncés à analyser, c'est-à-dire tant de la syntaxe que du lexique ou des phénomènes énonciatifs qui modifient le sens des énoncés. C'est en s'inspirant de la problématique de l'énonciation que nous prétendons révéler certains positionnements sociaux à partir d'une étude des énoncés produits par les sujets interviewés.

La problématique de l'énonciation appréhende l'organisation du discours en plaçant en son centre l'activité énonciative, c'est-à-dire la relation du sujet à son énoncé. L'énoncé n'est pas un objet fermé que le sujet se contenterait de transmettre, mais plutôt un processus qu'il faut saisir dans son élaboration. Pour saisir la problématique de l'énonciation, il est d'abord nécessaire de distinguer entre deux types de personnages présents dans l'énonciation : le *locuteur*, l'*énonciateur*. L'individu qui produit l'énoncé (*locuteur*) n'est pas nécessairement l'instance qui en prend la responsabilité :

« l'énonciateur est un peu au locuteur ce que le personnage est à l'auteur dans une fiction. Les énonciateurs sont ces êtres dont les voix sont présentes dans l'énonciation

sans que l'on puisse leur attribuer des mots précis; ils ne parlent dont pas vraiment, mais l'énonciation permet d'exprimer leur point de vue¹⁶¹ ».

À travers les énonciateurs, le locuteur – celui qui, dans l'énoncé, est présenté comme son responsable – peut mettre en scène des positions différentes de la sienne et se positionner face à ces dernières. Cette distinction entre locuteur et énonciateur revient à Oswald Ducrot et à son concept de polyphonie (ou hétérogénéité discursive). La distinction entre locuteur et énonciateur vise à permettre de repérer la possible rencontre dans un même discours d'éléments rapportables à des sources d'énonciation différentes (d'où l'idée de polyphonie). Des faits énonciatifs tels la présupposition, l'ironie, la négation, le discours rapporté ou la polémique relèvent de la présence d'énonciateurs multiples au sein de la même unité discursive.

En tant que fait social, la langue réfère à la notion de *contrat discursif*; c'est-à-dire à la présence d'un ensemble de conventions, de normes et d'accords qui régulent les échanges langagiers de manière à permettre que s'établisse une intercompréhension entre les sujets. Comme le note Mikhaïl Bakhtine¹⁶², on ne parle jamais avec du déjà dit : pour témoigner de son vécu et être compris, il est nécessaire de faire référence à divers discours et ensembles de significations tout en se situant par rapport à ces derniers. Ce qui nous amène à considérer le rôle d'un troisième personnage de l'énonciation : le *co-énonciateur*. Insitué par l'énoncé, la place du co-énonciateur correspond à celle du destinataire de l'énoncé (celui devant le recevoir). L'inscription de l'énonciateur dans l'énoncé ainsi que le positionnement social qui en découle sont repérables à travers de multiples traces. Celui qui parle utilise des formes de langue qui organisent le temps et l'espace. Ce sont les embrayeurs qui indiquent les personnes de l'interlocution (*je/tu ou nous opposé à il/eux*), les déictiques spatiaux (*ici, là-bas*) et temporels (*hier, demain*) qui ne sont repérables qu'à travers la situation d'énonciation elle-même (l'univers spatio-temporel qui entoure leur occurrence) et des modalités déontiques, qui rendent compte de la négociation avec les contraintes nécessitées par la nature du destinataire (*modalités verbales qui couvrent le champ de la permission, de l'obligation ou de l'interdiction*). À cela s'ajoute un jugement de l'énonciateur sur ce qu'il

¹⁶¹ Dominique Maingueneau, *op. cit.*, p. 128.

¹⁶² Mikhaïl Bakhtine, *Esthétique de la création verbale*, Paris : Gallimard, 1984, 400p.

dit, par la modalisation (*peut-être, sûrement*). Ainsi, la présence d'un *Nous* plutôt que d'un *Je*, la présence du verbe *devoir* ou bien les référents d'*ici* et de *là-bas* sont autant de phénomènes qui risquent d'attirer notre attention.

CONCLUSION

Délimiter tant physiquement que conceptuellement ce qui constitue le terrain de nos recherches se révèle nécessaire non seulement afin de maximiser les ressources mises à notre disposition, mais également pour mettre en œuvre une méthodologie qui évite de se perdre à travers un trop grand ensemble de données. Bien que notre travail de terrain soit physiquement limité à la région du centre, ce mémoire vise à démontrer que la question du positionnement des sans-toit ne se résume certainement pas à une tentative voulant les situer au sein de la géographie urbaine. Au centre de ce mémoire se trouve la question de leur positionnement social et politique, c'est-à-dire leur manière de mobiliser des imaginaires politiques conflictuels pour témoigner de leur vécu et de leur habitat. Notons que dans le contexte brésilien, le terme *sem-teto* (littéralement, sans-toit) désigne à l'origine les itinérants, mais a été repris par le mouvement des sans-toit. S'identifier comme « sans-toit » n'est pas anodin. La simple dénomination « sans-toit » suggère la question de leur positionnement politique et social : le préfixe « sans » permet d'investir politiquement le suffixe « toit » qui devient autre chose qu'un simple référent urbain. La préposition « sans » souligne le manque et la privation de manière à suggérer une position qui se définit par l'exclusion. Le toit, de son côté, est ce qui permet de distinguer les limites d'un « intérieur » et d'un « extérieur ». Sans toit, on ne peut jamais se situer véritablement à l'intérieur, mais nécessairement toujours un peu à l'extérieur. L'absence de toit empêche de trouver refuge dans les limites d'un intérieur et confine de ce fait le sans-toit à un espace toujours en marge de l'urbain. Au-delà du déficit en logement, la dénomination « sans-toit » désigne la problématique de l'habiter.

La méthode du récit de vie permet de dépasser le « discours officiel » mis de l'avant par les organisations de sans-toit tout en constituant un matériel à travers lequel transparait l'énonciation. En tant que recherche des procédés linguistiques par lesquels le locuteur

imprime sa marque à l'énoncé, s'inscrit dans le message et se situe par rapport à lui, la problématique de l'énonciation permet de mettre au jour la référence à divers imaginaires politiques et catégories de rangement qui, chez le locuteur, sont mobilisés non seulement de manière à contraindre le récit, mais à témoigner d'une conception du monde et d'un certain horizon des possibles. En effet, le rôle et la fonction que l'on attribue au pauvre ou au riche dans l'ordre social risquent de définir la possibilité de nos actions en structurant notre représentation des rapports de force. Dans cet ordre d'idées, le caractère « subjectif » rattaché à la technique du récit de vie ne saurait compromettre la scientificité des résultats. Au contraire, elle révèle l'intérêt même de cette technique : étant toujours marquée subjectivement, l'énonciation révèle non seulement la capacité du locuteur à se *poser* comme sujet, mais également à se *positionner* à travers l'amalgame de différents principes de rangement.

Le chapitre suivant porte sur l'analyse des récits recueillis et vise, entre autres, à savoir comment les habitants de l'occupation mobilisent par leur énonciation les différents imaginaires politiques qui s'offrent à eux. En tant qu'imaginaires politiques, il est possible de penser, par exemple, au discours du MSTC ou à celui du courant de « revitalisation urbaine ». Au-delà du caractère matériel de l'habitation, l'habiter des sans-toit diffère-t-il de celui des itinérants ou des habitants de *cortiços* ? Et de quelle manière ? L'objectif du prochain chapitre est de faire la démonstration que l'aspect politique au fondement de l'action d'occupation des sans-toit – l'habiter – réfère à des maux sociaux insaisissables à partir de la dynamique revendicative

CHAPITRE IV : CARACTÉRISTIQUES DE L'HABITER CHEZ LES SANS-TOIT

Ce chapitre fait l'analyse des récits recueillis à travers notre travail de terrain. Il met en relation les récits des sans-toit et ceux des itinérants. Malgré leur situation commune qui est celle de la paupérisation, les sans-toit et les itinérants situent leurs différences à partir de la nature de leurs habitations respectives. L'habitation des sans-toit détient le statut d'une habitation intermédiaire entre celle des itinérants, qui se définit par l'absence, et celle du groupe contrôle des *cortiços* dont l'habitation, bien que précaire, assure une certaine permanence par l'entremise du loyer.

L'approche comparative dans l'analyse des récits permet d'isoler la variable de l'habiter, au cœur de ce mémoire. En appartenant à une même strate sociale, c'est par la différence des habitations que l'expérience urbaine quotidienne des individus de ces trois groupes se distingue. En effet, la nature de son habitation engendre un certain rapport à la mégapole et à son ordre spatial. Contrairement à l'habitant du *cortiço*, le sans-toit ne choisit pas l'endroit où il demeure, mais habite là où il apparaît possible d'occuper un immeuble abandonné. Il vit sous la constante menace de l'avis d'éviction qui risque de le mettre à la rue. L'itinérant, lui, détourne de manière radicale la fonction des espaces publics (parcs, ponts, trottoir) pour s'y abriter, y dormir et y vivre. Or, bien que son mode d'interaction avec la ville entretienne des liens étroits avec le type d'habitation définissant son lieu de résidence, c'est principalement par les ensembles de significations attribués à l'habitation que cette dernière projette et dispose ses habitants au sein de l'espace social.

En effet, l'étude des récits qui portent sur l'habitation et la ville nous permet non seulement de percevoir chez les sans-toit et les itinérants différentes manières d'interagir face au mobilier urbain et aux autres citoyens, mais également de penser l'investissement d'objets matériels, tel l'habitat, par l'ordonnement de l'espace social. Face aux ensembles de significations que l'énonciateur mobilise pour témoigner de son habitation et de son vécu au sein de la ville, ce dernier s'approprie, filtre et retraduit certains imaginaires politiques et

catégories de rangement de manière à se positionner dans l'espace social. Certains positionnements peuvent accentuer la hiérarchisation des places attribuées par l'ordre social – une intériorisation des rôles sociaux issus d'une autorité transcendante – alors que d'autres brouillent ce même ordonnancement et permettent chez les individus un nouveau partage du sensible – une remise en question de ces mêmes rôles sociaux. Or, l'étude des récits de sans-toit nous permet cependant de constater une réalité beaucoup plus complexe.

Rappelons que les imaginaires politiques se constituent à travers une représentation des rapports de force. Cette dernière fonctionne sur la base d'un ordonnancement du social qui se fait à partir de catégories de rangement (classes, identités, etc.) attribuant des rôles et fonctions aux sujets de l'ordre social. À partir du cadre théorique détaillé au second chapitre, nous verrons que les récits des sans-toit témoignent d'une recherche d'équilibre qui prend la forme d'une oscillation entre différents principes de rangement. En effet, l'occupation place les sans-toit sur la frontière de l'habiter (entre la voie permettant de faire l'acquisition d'un toit – d'un certain ancrage – et la menace d'un retour à la rue suite à une expulsion – d'une perte d'ancrage), endroit à partir duquel s'exprime un mal social. Les itinérants, quant à eux, se caractérisent par un manque d'ancrage non seulement physique (parcours itinérant à travers la mégapole), mais également social (une certaine défense de la hiérarchisation sociale instituée, voire même de la *vie nue*) qui résulte en un enracinement au sein des catégories de l'ordre social institué. Nous verrons qu'ainsi, les récits des itinérants révèlent une impossibilité d'habiter. Ils affichent une impossibilité à s'approprier les différents principes de rangement, à négocier avec ces derniers pour témoigner de leur vécu, ce qui agit comme obstacle à la constitution d'une parole politique. Plutôt que de négocier avec les différents principes de rangement qui circulent au sein du discours social, ces derniers intériorisent un positionnement social qui accentue leur subordination. Plutôt que d'habiter, ces derniers se laissent habiter.

4.1 TOPOGRAPHIE DE L'ESPACE SOCIAL ET URBAIN À PARTIR DES RÉCITS DE VIE

Comme nous avons pu l'exposer au premier chapitre, les analyses de Teresa Caldeira sur la ville de São Paulo ont permis de mettre au jour l'apparition d'une nouvelle forme de

ségrégation urbaine depuis l'émergence de la ville-globale dans les années 80. Il s'agit d'un espace urbain complexifié où la distribution des groupes sociaux et des activités à travers la mégapole ne correspondent plus au schéma urbain classique (centre-riche/ périphérie-pauvre). Les études de Canclini, Taschner et Bogus vont dans le même sens et révèlent une forme de ségrégation urbaine où les distances physiques entre groupes sociaux diminuent, tandis que les écarts sociaux et politiques s'expriment de manière plus radicale. Cette nouvelle forme de ségrégation, principalement investie de la forme des imaginaires, se reflète au sein des récits que nous avons recueillis. En effet, l'ensemble des interviewés met en scène dans les récits de vie un espace social et urbain fortement marqué par le phénomène de *cospatialité* (mise en relation de deux objets occupant la même étendue) entre groupes sociaux (riches/ pauvres). Selon le *dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, dirigé par Jaques Lévy et Michel Lussault, *l'espace* concerne l'une des dimensions de la société correspondant à l'ensemble des relations que la distance établit *entre* différentes réalités. Bien que cette cospatialité témoigne toujours d'une difficile confusion des réalités sociales, elle n'est pas sans rappeler un certain caractère dialogique. En effet, plus qu'une simple cospatialité, c'est une interspatialité qui est mise en œuvre dans les récits : la référence à un *autre* espace peut structurer la pratique d'un espace particulier. Alors que la notion littéraire d'interdiscursivité met au jour la dimension dialogique des discours, la notion d'interspatialité est le transfert de cette notion au cadre urbain : un espace ne peut prendre forme qu'à partir de sa relation à des espaces posés comme *autres* (c'est-à-dire, dans leur altérité). C'est par la manière de poser cette relation que s'établissent différentes topographies à partir desquelles s'étale la trame discursive de l'habiter. Tout en ayant pour base commune de traduire au niveau discursif les modalités d'une ségrégation urbaine, ce sont différentes topographies de l'espace social qui sont mis en place au sein des récits des sans-toit et des itinérants.

4.1.1 LES ITINÉRANTS

Nomades urbains à leur manière, les itinérants ont pour habitat ce qui se limite à être pour la plupart des gens un espace pour circuler dans la ville. Leur souffrance est exposée aux passants alors qu'ils habitent l'espace public : parcs, ponts, trottoirs, jardins. À défaut d'avoir

une habitation pouvant faire figure de permanence, les itinérants nous offrent des récits dans lesquels le locuteur tente de se fixer à partir des catégories instituées que sont celles du « pauvre » et du « riche ». Présentées dans les récits comme stables et incontestables, ces catégories réfèrent chez les itinérants à deux réalités sociales distinctes, marquées par une ségrégation des espaces urbains et sociaux : l'on s'efforce de faire correspondre son vécu aux catégories que présente l'ordre institué.

Une *incorporation* par les itinérants des catégories que rend accessible l'ordre institué peut d'abord être repérée au niveau de la géographie urbaine. La cafétéria où se sont déroulés les entretiens avec les itinérants se trouve au cœur d'un secteur gentrifié du quartier Bela Vista. En faisant référence au fait que l'emplacement d'une cafétéria pour itinérants au cœur de ce quartier gentrifié détonne, Grégorio nous dit :

« É até um **erro** ter feito esse refeitório **aqui**. Esse refeitório não era para ter sido feito **aqui**. Era para ter sido feito em um **lugar afastado**, inclusive de casa, de tudo. Porque o povo não gosta dos pobres. Pronto¹⁶³ » (B-1, #27)¹⁶⁴. « Se eu fosse rico não estaria aqui num **lugar desse**¹⁶⁵ » (B-1, #15).

Bien qu'il soit important de noter que ces énoncés radicalisent la ségrégation des pauvres en les mettant non plus uniquement à l'écart des « riches », mais des « gens » – voire également *des maisons, de tout* –, ce qui nous intéresse davantage est de remarquer la stratégie discursive par laquelle le locuteur rend légitime un principe de rangement le situant à l'écart. C'est l'utilisation du connecteur « parce que » qui rend légitime la proposition selon laquelle le pauvre doit être mis à l'écart du reste. En effet, ce connecteur établit ici un lien de causalité entre deux propositions (sous la forme « P parce que Q »). Le locuteur suppose ainsi que c'est la vérité de Q (le peuple n'aime pas les pauvres) qui rend acceptable l'énonciation de P (la cafétéria aurait dû être faite dans un lieu éloigné, également des maisons, de tout)¹⁶⁶. Le

¹⁶³ Traduction libre : « C'est même une **erreur** d'avoir fait cette cafétéria **ici**. Cette cafétéria ne devrait pas avoir été faite **ici**. Elle devrait avoir été faite dans un **endroit éloigné**, y compris des maisons, de tout. Parce que le monde n'aime pas les pauvres. Voilà. » (B-1, #27).

¹⁶⁴ La lettre réfère au groupe (A-sans-toit, B-itinérants, C-cortiços) et le numéro à la question.

¹⁶⁵ Traduction libre : « Si j'étais riche, je ne serais pas ici, dans un **endroit** comme **celui-là** ». (B-1, #15).

¹⁶⁶ Dominique Maingueneau, *op. cit.*, chapitre 6.

simple fait de poser que « les gens » (*o povo*), une entité posée comme « extérieure » aux itinérants, n'aiment pas les pauvres est suffisant afin d'exiger un positionnement situant ces derniers à l'écart. L'intérêt que révèle pour nos recherches la légitimation de cette ségrégation ne saurait se limiter à son aspect géographique. La ségrégation des espaces physiques est sous-tendue par celle d'un positionnement social.

Nordestino de 37 ans et vivant à la rue depuis mai 2007, Gregorio (B-1) nous offre un récit mettant en place une série d'énoncés révélant l'obligation d'occuper le positionnement social que nous confère l'ordre de rangement institué :

« *Olha, a gente **tem que falar a verdade**. Eu não vou ser rico. Eu nunca fui rico. Não sou e não vou ser¹⁶⁷ » (B-1, #21). « *Eu não sei como que um rico vive. **A realidade é essa**. E também não me interessa, porque eu não faço parte deles, entendeu¹⁶⁸ ? » (B-1, #25).**

Rappelons que la constante négociation avec les contraintes nécessitées par la nature du destinataire peut être repérée à travers la modalité déontique (*modalités verbales qui couvrent le champ de la permission, de l'obligation ou de l'interdiction*). Dans l'énoncé de Gregorio, la modalité déontique « *tem que* » (devoir) marque une obligation, une contrainte exigeant de se ranger dans l'une des catégories. Cette modalisation, que ces énoncés joignent aux thèmes de la « vérité » et de la « réalité », est inséparable d'une stratégie discursive tenant compte des contraintes de l'interdiscours : l'on répond à un énonciateur (E2) soutenant une opinion fautive ou non conforme à la « réalité ». Dans le cas qui nous concerne, cet énonciateur (E2) soutient l'idée affirmant que l'itinérant puisse, un jour, occuper un positionnement autre que celui du « pauvre ». Non seulement l'objet de ces énoncés est de nier une possible mobilité entre les catégories du « pauvre » et du « riche » – tel qu'elle s'esquisse chez les sans-toit, nous le verrons –, mais l'on enjoint à chacun de ces positionnements un mode de vie et des manières de faire qu'il est impossible de transgresser : « *Ela (patroa) queria que eu fosse na grife. Vestido na grife. Mas eu não tinha nem dinheiro. Será que essa mulher esqueceu que eu sou pobre ? » (B-4, #21). En réaffirmant les contraintes exigées par un positionnement sur*

¹⁶⁷ Traduction libre : « Regarde, on **doit dire la vérité**. Je ne serai pas riche. Je n'ai jamais été riche. Je ne le suis pas et ne le serai pas ». (B-1, #21).

¹⁶⁸ Traduction libre : « Je ne sais pas comment qu'un riche vit. **La réalité c'est ça**. Et aussi, ça ne m'intéresse pas, parce que je ne fais pas partie d'eux, tu comprends ? ». (B-1, #25).

l'axe pauvre/ riche (manière de se comporter, manière de se vêtir, etc.), le locuteur établit le lieu duquel il doit se démarquer pour poser sa propre identité. Il ne faut cependant pas conclure trop hâtivement à l'insertion du locuteur au sein des mécanismes du discours polémique. L'itinérant ne met pas en place des stratégies discursives visant à traduire comme négatives les unités de sens produites par son Autre (c'est-à-dire, par ce positionnement duquel il se distingue – le riche), tel que le voudrait le discours polémique. C'est plutôt un renversement du modèle polémique qui est mis en œuvre : le « pauvre » pose la légitimité des catégories dans lesquelles le « riche » l'insère. Il les énonce comme naturelles et nécessaires.

Face à des catégories de rangement ayant le statut de lois immuables, la parole du « pauvre » apparaît chez l'itinérant comme étant dépourvue d'un caractère politique : non seulement elle ne permet pas de rendre possible d'autres positionnements que ceux déterminés par l'ordre institué, mais elle ne permet pas de contester la parole du riche. Maria (B-4), femme de 49 ans qui habite la rue depuis 3 ans, nous rapporte un échange ayant eu lieu entre elle et sa patronne à l'époque où elle était domestique. Alors que deux années s'étaient déjà écoulées sans que sa patronne ne lui offre de salaire, elle a tenté de prendre les choses en main :

*« Eu falei para ela : "vou processar você, eu vou processar a senhora, eu vou colocar o seu nome no pau". E ela: "nem tenta, nem começa [...]". Eu sou **mais poderosa**, você é **muito pobre**, você **não sabe conversar** [...]". "Então, tá". Eu pensei, pensei...e falei : eu acho melhor não fazer nada¹⁶⁹ » (B-4, Q15).*

L'importance n'est évidemment pas ici de savoir si les paroles rapportées sont fidèles aux événements, mais plutôt de rendre compte de la manière par laquelle Maria rapporte dans son récit cet échange entre elle et sa patronne. En investissant d'un enjeu de pouvoir l'axe riche/ pauvre, la séquence « *Je suis plus puissante, tu es très pauvre, tu ne sais pas parler* » introduit un lien de causalité implicite (sous la forme « P donc Q », où le « donc » reste implicite) entre les propositions P (« tu es pauvre ») et Q (« tu ne sais pas parler »). Devant cet énoncé prononcé par sa patronne, Maria accepte de se taire (« *D'accord. J'ai pensé,*

¹⁶⁹ Traduction libre : « Je lui ai dit : "je vais vous poursuivre, je vais vous poursuivre madame, [...] ". Et elle : " n'essaies même pas, ne commences même pas [...]. Je suis **plus** puissante, tu es **très pauvre**, tu **ne sais pas parler** [...]" . " Alors, d'accord". J'ai pensé, pensé...et dis : je crois que c'est mieux de ne rien faire. » (B4, Q15).

pensé...et me suis dis : je crois qu'il vaut mieux ne rien faire »). L'échange rapporté par Maria traduit une subordination sociale et politique du positionnement conféré par la catégorie du « pauvre ». Cette topographie sociale évoque des catégories de rangement stables dont l'incapacité de les contester permet qu'elles apparaissent comme naturelles et immuables. Comme nous le verrons, l'habiter, en tant que capacité de mobiliser et de faire coexister dans un récit des principes de rangement pouvant apparaître contradictoire, prend appui sur les possibilités offertes par cette même topographie. En ne posant pas comme acceptable et réalisable un positionnement autre que celui subordonné à la catégorie du « pauvre », l'itinérant rend compte d'une certaine difficulté à *habiter*, c'est-à-dire à s'approprier, filtrer et traduire à sa manière les principes de rangement qu'il rencontre au quotidien.

Examinons maintenant de quelle manière les sans-toit, par le rapport particulier à la mégapole que leur confère l'occupation, mettent en scène une topographie sociale qui se situe à l'opposé de celle des itinérants. C'est la recherche d'un équilibre à partir d'un positionnement urbain les mettant constamment face à la possibilité de se retrouver à la rue qui leur permet de se situer à la frontière de l'habiter.

4.1.2 LES SANS-TOIT

Tout comme du côté des récits que nous ont offerts les itinérants, les catégories de « riche » et de « pauvre » sont fréquemment évoquées dans les récits de sans-toit. Sans doute font-elles écho à une certaine réalité sociale vécue par ces derniers. Malgré la fréquence avec laquelle sont mobilisées ces catégories dans les récits des sans-toit, il faut se garder de conclure trop hâtivement à une concordance entre ces dernières et la conception du monde des sans-toit interviewés. En effet, la réalité sociale vécue par les sans-toit est nécessairement traversée par le discours social où un ensemble de champs discursifs (politique, religieux, militants, etc.) leur assigne une position sur l'axe pauvre/ riche. Pour se faire comprendre et pouvoir partager leurs expériences du quotidien, ces derniers parlent à partir d'un positionnement relatif aux catégories composant l'ordre social institué. À première vue, les récits des sans-toit semblent inscrire leur expérience au sein des catégories pauvre/ riche de

manière à en faire deux réalités sociales distinctes. Il est possible d'en rendre compte à partir d'une série d'énoncés faisant un emploi déictique de déterminants :

« *Nós que somos pobres come (comemos) de qualquer jeito. Não, aí (lugar do rico) tem que comer com um garfo, com uma faca e o jeito também que...eles não falam que nem a gente, é bem diferente o sotaque deles*¹⁷⁰ ». « *O conforto que eles (ricos) têm não é igual o de uma classe pobre igual à nossa* » (A-2, # 26). « *Só os pobres sofrem. Os ricos estão...tudo o que eles planejam, eles têm*¹⁷¹ » (A-5, #45). « *Para eles (ricos) acho que não falta nada não*¹⁷² » (A-5, #25).

Certaines expressions, dans ce cas-ci des déterminants, désignent un référent présent dans la situation d'énonciation et uniquement accessible à partir de cette dernière. Il s'agit de déictiques: « nous » (les pauvres) et « eux » (les riches), « ici » et « là-bas » (espaces), « notre » et « leur » (classe). L'utilisation de ces déictiques n'est pas anodine, elle marque les frontières qu'entend délimiter un positionnement par son énonciation même.

Or, rappelons que le discours n'est pas transparent. Il n'est pas un simple reflet de la réalité. En ce sens, l'analyse du discours présume l'existence d'une réalité au sein même de l'énoncé, formée à travers l'argumentation, la stylistique, la forme et les enchaînements du discours oral ou écrit. Ainsi, plutôt que de se limiter à un simple constat de la fréquence des catégories riche/ pauvre et de conclure en qu'une topographie sociale dualiste et polarisée (riche/ pauvre) structure l'imaginaire des sans-toit, nous tiendrons compte des dynamiques de l'énonciation de manière à témoigner d'une topographie sociale plus complexe. Bien que le point d'ancrage opposant « nous » et « eux », « ici » et « là-bas » ou bien encore « notre » et « leur » n'est pas sans rappeler le langage comme système d'oppositions à valeur différentielles – sur lequel la relation polémique se fonde – nous verrons que contrairement à la logique polémique, le discours des sans-toit à la particularité d'afficher une stratégie

¹⁷⁰ Traduction libre : « **Nous** qui sommes pauvres nous mangeons de n'importe quelle manière. **Là** non (chez le riche), il faut manger avec une fourchette, un couteau et la manière aussi que...**ils** ne parlent pas comme **nous**, **leur** accent est pas mal différent ». Le confort qu'**ils** ont (les riches) n'est pas comme celui d'une classe pauvre comme la **nôtre** » (A-2, #26).

¹⁷¹ Traduction libre : « Seulement les pauvres souffrent. Les riches sont...tous ce qu'ils planifient, ils l'ont » (A-5, #45).

¹⁷² Traduction libre : « Pour **eux** (les riches) je pense qu'il ne manque rien, non » (A-5, #25).

discursive marquée du refus d'un partage du réel se limitant au dualisme de ces deux catégories.

Le discours polémique est soutenu par le partage d'un certain « contrat discursif » implicite entre les partis qui le composent, c'est-à-dire la présence d'intentionnalités conjointes et d'accords sur certaines normes de manière à permettre que s'établisse une intercompréhension entre les sujets du discours polémique. En effet, pour qu'il y ait polémique, « l'énonciateur est bien obligé de supposer que le co-énonciateur partage avec lui tout un ensemble de présupposés : ce qui conduit certains auteurs à parler de contrat¹⁷³ ». La négation de l'existence d'un tel contrat discursif opère un refus de la légitimité de parole de l'autre : « *Eles falam que...na língua deles (ricos) falam que somos arruaceiros, mas eles não vêem o nosso lado...não vê a necessidade do pobre*¹⁷⁴ » (A-2, #27). Cet énoncé prétend que les riches ont « leur langue à eux », évoquant ainsi l'existence d'un *autre* système de codes (langue) à partir duquel non seulement un principe de rangement leur assigne une place qu'ils refusent (chahuteurs), mais à partir duquel il est impossible de rendre compte de la réalité sociale des pauvres (« *mais ils ne voient pas notre côté...ils ne voient pas la nécessité du pauvre* »). En attaquant la légitimité du co-énonciateur, l'on refuse la place nous étant assignée à partir de cet *autre* espace. La place qu'on nous assigne et qu'on refuse ne saurait se limiter à celle de chahuteurs – posée comme étant un équivalent des sans-toit dans la « langue du riche » (la question étant : « *comment les riches perçoivent-ils les sans-toit ?* »). L'énonciateur met au jour l'illégitimité d'un contrat (discursif) que l'on tente de lui imposer sans qu'il y ait apposé sa signature ! En ce sens, cet énoncé accomplit un rejet des contraintes énonciatives qu'impose un partage du réel entre les catégories pauvre/ riche. Voyons comment cette stratégie discursive se joint à d'autres énoncés allant dans le même sens.

Le partage entre « pauvre » et « riche » a pour référent de base la division produite par le couple manque/ abondance. Bien que le terme de « sans-toit » dit lui-même le manque et la privation, Anita (A-1) et Paulo (A-5) refusent de se laisser réduire au dualisme voulant

¹⁷³ Dominique Maingueneau, *op. cit.*, p. 173

¹⁷⁴ Traduction libre : « **Ils** disent que...dans leur langue à **eux** (les riches) ils disent que **nous** sommes des chahuteurs, mais ils ne voient pas **notre** côté...ils ne voient pas la nécessité du **pauvre** » (A-2, #27).

les confiner à la catégorie du pauvre, c'est-à-dire celle du manque. Tout d'abord, ils prétendent ne jamais avoir manqué de rien dans les maisons où ils ont habité :

Question (#24) : « *Já sentiu falta de alguma coisa nas casas onde você morou*¹⁷⁵ ? ».

Réponse (A-1) : « *Não, nada...*¹⁷⁶ ».

Réponse (A-5) : « *Não. Falta, falta mesmo assim, não*¹⁷⁷ ».

En niant avoir fait l'expérience du manque, ces réponses qui proviennent de sans-toit ne peuvent faire autrement que de provoquer un certain étonnement. Elles provoquent une certaine remise en question des frontières qui définissent la catégorie du « pauvre » comme sujet du manque et de l'insuffisance de ressources. À la question suivante (#25), lorsque nous demandons si la maison du riche peut, elle, faire l'expérience du manque, ils nous disent que « *Para eles, acho que não falta nada*¹⁷⁸ » (A-5, #25) et que « *na casa da gente falta muita coisa que tem na casa do rico, que a gente não tem*¹⁷⁹ » (A-1, #25). Dans le premier énoncé, l'utilisation du pronom personnel « eux » (les riches) renvoie à son opposé – le « nous » (les pauvres) – pour mettre en scène un implicite « face aux riches, nous (les pauvres) manquons de certaines choses ». En effet, ce n'est qu'une fois le chercheur ayant évoqué par sa question la catégorie du « riche » et forcé la comparaison entre la maison du pauvre et celle du riche que les interviewés situent le manque sur un axe pauvre/ riche. Allant dans le même sens, le second énoncé (A-1, Q#25) reprend l'opposition pauvre/ riche en évoquant que plusieurs objets et commodités se trouvent dans la maison du riche et manquent dans « notre » maison (*casa da gente*). Dans cet exemple, ces deux sans-toit ne font pas du manque le premier référent de « pauvre ». Un tel référent n'apparaît qu'à partir du moment où le chercheur met les interviewés face à une hiérarchisation sociale opposant riche et pauvre.

La distance qui sépare chez les sans-toit la catégorie du « pauvre » et le référent du manque se présente également chez Rosana (A-3). Lorsque nous lui demandons si elle a déjà

¹⁷⁵ Traduction libre : « Avez-vous déjà ressenti le manque de quelque chose dans les maisons où vous avez habité ? ».

¹⁷⁶ Traduction libre : « Non, de rien... ».

¹⁷⁷ Traduction libre : « Non, un manque, un manque vraiment, non ».

¹⁷⁸ Traduction libre : « Pour eux, je pense qu'il ne manque rien ».

¹⁷⁹ Traduction libre : « dans notre maison il manque beaucoup de choses qu'il y a dans la maison du riche, que nous n'avons pas ».

fait l'expérience du manque dans les maisons où elle a habité (#24), elle répond que la maison de sa jeunesse lui manque : « *Minha irmã que quis vender lá, né, a casa. Eu sinto muita falta de lá. [...] Mas teve que vender*¹⁸⁰ » (A-3, #24). Plutôt qu'à une privation matérielle, le « manque » est ici associé à une nostalgie du passé, objet qui transcende les classes sociales. Un second sans-toit fait la démonstration de ce même réflexe à cette question : « *Senti falta tipo assim, é...da minha mãe, dos meus irmãos quando eu era pequeno e brincava...Todos estão... então eu sinto muita falta*¹⁸¹ » (A-2, #24). Encore une fois, le référent ne devient « privation matérielle » dans le récit de Rosana (A-3) qu'à l'évocation de la question suivante (#25), qui oppose les catégories « riche/ pauvre » en demandant si la maison du riche peut, quant à elle, faire l'expérience du manque :

*« sempre falta alguma coisa [...] não é só na classe pobre, do rico também falta. A minha patroa tem condições, e mesmo assim às vezes ela tem dificuldade, entendeu ? [...] Financiarmente, também, o que que eles recorrem, o recurso deles ? Empréstimo faz dívida alta e assim vai indo para poder pagar. Porque se eles tiveram condições, mesmo, não faziam nem empréstimo, não é verdade*¹⁸² ? » (A-3, #25).

Le manque ayant d'abord obtenu pour référent la nostalgie du passé plutôt que la privation matérielle, ce n'est que lorsque nous plaçons le thème du manque face à la catégorie du « riche » et de son référent qui est l'abondance que Rosana articule l'idée du manque à partir d'un axe pauvre/ riche. Elle le fait cependant de manière à contester ce même axe : le manque concerne indistinctement riches et pauvres, affirme-t-elle. Que le manque obtienne pour référent la « nostalgie du passé » ou bien la « privation matérielle », il s'agit toujours dans le récit de cette sans-toit d'un manque qui transcende les différentes strates sociales. L'on conteste l'opposition des catégories du « pauvre » et du « riche » à partir d'un partage des référents manque/ abondance.

¹⁸⁰ Traduction libre : « C'est ma sœur qui voulait la vendre, la maison. Cet endroit me manque énormément. [...] Mais elle devait vendre » (A-3, #24).

¹⁸¹ Traduction libre : « J'ai ressenti le manque de cette manière...de ma mère,de mes frères quand j'étais petit et jouais...Tous sont...alors, je ressens beaucoup le manque »(A-2, #24).

¹⁸² Traduction libre : « il manque toujours quelque chose [...] ce n'est pas que dans la classe pauvre, le riche aussi manque. Ma patronne est en bonne condition financièrement, et malgré ça, elle a des difficultés, tu comprends ? [...] Financièrement, aussi, à quoi ont-ils recours, leur recours ? L'emprunt fait des grandes dettes et comme ça ce n'est pas évident de pouvoir payer. Parce que s'ils avaient de bonnes conditions, vraiment, ils ne feraient même pas d'emprunts, ce n'est pas vrai ? » (A-3, #25).

En atténuant les frontières séparant ces deux catégories « idéales-typiques », les récits des sans-toit mettent en relief tout un espace qui les sépare. Espace à travers laquelle il devient même possible de se positionner. Anita (A-1), après avoir affirmé que la maison du riche contient plusieurs objets et commodités qui manquent dans « leur » maison, se prête à l'énumération de quelques-uns de ces objets :

« um armário bom para por uma roupa, uma lavanderia, uma máquina boa para lavar roupa, um forninho para assar não sei o que, um micro-ondas... Graça a Deus, ganhei um de aniversário¹⁸³ » (A-1, #25).

Bien que cette énumération réitère un certain ordonnancement des choses, elle laisse place à un positionnement qui défie les idéaux-types que sont celles du « pauvre » et du « riche » : le four à micro-ondes est généralement absent de la maison du pauvre, mais, grâce à Dieu, elle en a reçu un à son anniversaire. Elle ajoute : *« [a casa do rico] é mais chique. A minha não é. Casa que tem tudo, arrumada. Tem uma cama bem arrumada, tem um banheiro bonito, né? Que eu quero ter um dia, se Deus quiser, para deixar para os meus netinhos¹⁸⁴ » (A-1, #23).* En possédant un four à micro-ondes ainsi qu'en désirant léguer une maison munie d'une belle salle de bain (comme celle des riches) à ses enfants, elle évoque la possibilité d'un positionnement qui, bien que ne pouvant jamais la situer du côté de la catégorie du « riche », ne la situe pas tout à fait du côté de celle du « pauvre ».

C'est en habitant l'occupation qu'un tel positionnement permet de prendre forme dans l'imaginaire social des sans-toit :

« Era aqui (ocupação) um lugarzinho melhor, né. Desbancando um lugarzinho melhor, um lugarzinho seco, entendeu? Eu tenho as minhas coisinhas, tudo direitinho. Antes, eu não tinha. Nem uma cama direito para dormir, dormia no chão. Hoje, eu tenho uma cama para dormir, eu tenho uma geladeira para gelar

¹⁸³ Traduction libre : « un bon garde-robe pour mettre des vêtements, une salle de lavage, une bonne machine pour laver le linge, un petit four pour chauffer je ne sais pas quoi, un micro-ondes... Grâce à Dieu, j'en ai reçu un pour mon anniversaire » (A-1, #25).

¹⁸⁴ Traduction libre : « [la maison du riche] est plus chic. La mienne ne l'est pas. Une maison qui a tout, bien arrangée. Il y a un lit bien arrangé, il y a une belle salle de bain, n'est-ce pas ? Que je voudrais avoir un jour, si Dieu le veut, pour laisser à mes petits-enfants » (A-1, #23).

uma água. Tenho um banheirinho dentro de casa, né. Mesmo que ocupação, eu tenho. E eu antes, antes não tinha¹⁸⁵ » (A-1, #29). « Não tinha nada, nem onde dormir, , só no chão puro. Hoje, eu eu tenho a minha cama, tem uma televisãozinha para os meninos assistirem. Não tem muito, mas tem as minhas reservinhas. [...] Quando eu cheguei aqui não tinha nada disso. Nem para comprar um leite para os meus filhos¹⁸⁶ » (A-5, #29).

Bien que précaires, les conditions d'habitation que procure aux sans-toit l'occupation s'insèrent le long d'une trame évolutive allant de la dépossession et la vulnérabilité à la possession et à l'émancipation. En effet, l'habitation du sans-toit (l'occupation) s'inscrit au sein d'une trajectoire résidentielle personnelle qui non seulement lui confère une position résidentielle (se trouve au centre de la ville, à proximité du lieu de travail, etc.), mais également une position sociale (permet de posséder un lit, un réfrigérateur, une toilette, etc.). Alors que l'occupation s'inscrit comme voie permettant de faire l'acquisition d'un certain nombre de possessions matérielles et, ainsi, de pouvoir se positionner quelque part entre la catégorie du riche et celle du pauvre, les itinérants, à l'inverse des sans-toit, inscrivent leur habitat – la rue – le long d'une trame résidentielle qui va du meilleur au pire :

« Eu tinha emprego, eu alugava apartamento, eu tinha carro. Eu morei em um hotel aqui em São Paulo...um hotel com elevador, a mesa do café da manhã era maior do que essa aí...só a mesa do café da manhã¹⁸⁷ » (B-1, #29). « Não adianta eu agora ficar pensando que eu vou ter um carro bonito, vou ter mansão...Isso não existe. É a minha realidade. Eu estou na rua...e pronto. E como que eu vou adquirir tudo isso¹⁸⁸ ? » (B-1, #21).

¹⁸⁵ Traduction libre : « C'était ici (occupation) un endroit meilleur, non ? Un meilleur endroit, un endroit sec, tu comprends ? J'ai mes petites choses, comme il le faut. Avant, je n'avais pas ça. Même pas de lit pour dormir, je dormais sur le sol. Aujourd'hui, j'ai un lit pour dormir, j'ai un réfrigérateur pour refroidir l'eau. J'ai une salle de bain à l'intérieur de la maison, n'est-ce pas ? Même si c'est une occupation, je l'ai. Et avant, je n'en avais pas » (A-1, #29).

¹⁸⁶ Traduction libre : « Je n'avais rien, même pas où dormir, seulement sur le sol, directement. Aujourd'hui, j'ai mon lit, une petite télévision pour que les enfants puissent la regarder. Il n'y a pas beaucoup de choses, mais j'ai mes petites choses. [...] Quand je suis arrivé ici, je n'avais rien de tout ça. Même pas pour acheter du lait pour les enfants » (A-5, #29).

¹⁸⁷ Traduction libre : « J'avais un emploi, je louais un appartement, j'avais une voiture. J'ai habité dans un hôtel ici à São Paulo. Un hôtel avec ascenseur, la table du petit-déjeuner était plus grande que celle-ci...seulement la table du petit-déjeuner » (B-1, #29).

¹⁸⁸ Traduction libre : « Je ne supporte pas de penser que j'aurai une belle voiture, que j'aurai une grande maison...Ça n'existe pas. C'est ma réalité. Je suis dans la rue... et voilà. Et comment je vais acquérir tout ça ? » (B-1, #21).

Leur habitat se pose comme obstacle à l'idée de faire l'acquisition des biens matériels que permet l'occupation. Par l'emploi déictique d'« ici » (dont le référent est l'intérieur de l'occupation) et de « là-bas » (dont le référent est l'extérieur de l'occupation), Paulo (A-5) dresse en ce sens une frontière entre la position sociale des gens se trouvant à l'intérieur de l'occupation et ceux étant « demeurés » à l'extérieur :

*« [Os ricos] vêem [os moradores de ocupações] como uma turma de bandoleiros, de traficantes, baderneiros. [...] Eu não tenho vergonha de dizer onde que eu **moro**, onde que eu **fico**, entendeu? [...] Que nem eu vejo muita gente dormindo na rua, tudo isso. Eu vejo ai no jornal mesmo, **ai para fora** é totalmente diferente **daqui**. O nível do sem-teto é totalmente diferente **daqui**¹⁸⁹ » (A-5, #27).*

Malgré le statut social négatif et précaire généralement associé aux habitants de l'occupation (« [les riches] voient [les habitants d'occupations] comme une bande de bandits, de trafiquants, de déchaînés »), ce dernier affirme que l'occupation lui permet d'acquiescer un statut social et un « niveau de vie » supérieur à plusieurs de ceux qui demeurent à la rue, à l'« extérieur ». Rappelons que dans le contexte brésilien, le terme *sem-teto* (littéralement, sans-toit) a été repris par le mouvement des sans-toit, mais désigne à l'origine les itinérants. Dans l'énoncé ci-haut, « *sem-teto* » est utilisé de manière à faire référence à l'itinérant plutôt qu'au membre du mouvement des sans-toit. L'énoncé ayant été produit par un membre du mouvement des sans-toit, elle fait écho à un refus de définir l'habitant de l'occupation comme sujet du manque (le sans-toit, c'est l'itinérant). Paulo prétend justement avoir été sauvé de la situation d'itinérance – de cette situation qui afflige les gens se situant à l'« extérieur » de l'occupation – grâce à l'accueil que lui ont offert les responsables de l'occupation Mauá :

*« Graças a Deus, eu estou bem **aqui**. Prefiro ficar **aqui** do que na rua, né, que a gente **ficava na rua**, praticamente na rua. A gente **ficava desesperado**. Eu, a minha*

¹⁸⁹ Traduction libre : « [Les riches] voient [les habitants d'occupations] comme une bande de bandits, de trafiquants, de déchaînés. [...] Je n'ai pas honte de dire où **j'habite**, où **je reste**, tu comprends ? [...] Par exemple, je vois beaucoup de gens dormir dans la rue, tout ça. Je le vois là, dans le journal même. **Là dehors** c'est totalement différent qu'**ici**. Le niveau de l'itinérant est totalement différent d'**ici**. » (A-5, #27).

mãe, a minha esposa, os meus 4 filhos...Mas estou aqui hoje, enquanto me aceitaram aqui, eu estou aqui dentro¹⁹⁰ » (A-5, #13).

En effet, les récits des sans-toit mettent de l'avant une trame narrative dans laquelle l'occupation permet d'atteindre un statut social ainsi qu'un « niveau de vie » amélioré par rapport à leur condition passée. L'occupation est perçue comme moyen pour acquérir un certain ancrage (avoir un toit, son chez-soi, pouvoir le meubler et avoir ses électroménagers, etc.). De manière plus matérielle, on laisse entrevoir l'occupation comme « stratégie » permettant l'insertion au sein de programmes gouvernementaux attribuant des logements sociaux. C'est en effet ce que nous dit Anita qui, après avoir perdu son logement de l'occupation Prestes Maia à la suite d'un avis d'éviction, habite aujourd'hui l'occupation Mauá dans l'attente d'une réponse d'une agence gouvernementale dont la mission est de reloger les anciens occupants de l'occupation Prestes Maia :

« Eu estou aqui (ocupação) até hoje, esperando um atendimento do Prestes Maia¹⁹¹ » (A-1, #13). « Eles (governo) deram atendimento, muitas pessoas já estavam nas suas casinhas, os seus apartamentinhos lá em Itaquera, como meu irmão, tem apartamento dele lá. Bonitinho. Eu devia ter pegado lá...mas o meu vai sair, se Deus quiser. Não vou desanimar¹⁹² » (A-1, #40).

La plupart des sans-toit s'inscrivent dans cette posture d'attente qui s'insère le long d'une trame narrative où l'occupation permet de tirer les gens de la misère et, grâce à Dieu, leur permettra d'acquérir leur « chez-soi » au sein de logements régularisés :

« Eu já levei os documentos lá, já era para ter chamado, já era para ter chamado. Ai diz que não existe ainda ? Mas, graças a Deus, com fé em Deus vai sair a minha moradia. Só estou esperando agora. Só sair a moradia. Fiz cadastro, tudo mesmo,

¹⁹⁰ Traduction libre : « Grâce à Dieu, je suis bien **ici**. Je préfère rester **ici** que dans la rue, n'est-ce pas, parce que **nous restions dans la rue**, pratiquement à la rue. **Nous étions désespérés**. Moi, ma mère, mon épouse, mes quatre fils...Mais je suis **ici** aujourd'hui, aussi longtemps qu'ils m'accepteront **ici**, je suis **ici** à l'intérieur » (A-5, #13).

¹⁹¹ Traduction libre : « Je suis ici (occupation) jusqu'à aujourd'hui, en attente d'une réponse au Preste Maia » (A-1, #13).

¹⁹² Traduction libre : « Eux (le gouvernement) ont donné une réponse, beaucoup de personnes sont déjà dans leurs maisons, dans leurs petits appartements là-bas à Itaquera, comme mon frère, il a son appartement là-bas. Il est beau. Je devrais avoir eu le mien aussi...mais il viendra, si Dieu le veut. Je ne me découragerai pas » (A-1, #40).

agora estou no aguardo, esperando¹⁹³ » (A-3, #30). « Eu estou aqui (ocupação Mauá) até hoje, esperando um atendimento do Prestes Maia. E aí... aí a gente está aqui esperando¹⁹⁴ » (A-1, #13). « Eu fiz o cadastro pelo CDHU – eu não – com mais 351 famílias, nós estamos esperando a carta de crédito [...]. Agora... a carta de crédito é assim : é um valor para ver se você vai conseguir comprar um kitchnete, entendeu¹⁹⁵ ? » (A-2, #30).

Or, rappelons que la particularité du sans-toit dans les trois groupes interviewés (sans-toit, itinérant, habitants de *cortiço*) est d'être constamment mis devant la possibilité d'une expulsion et d'un retour à la rue : « *a melhor dificuldade é de acordar com as policiaais tudo aqui dentro. Já aconteceu. Aqui (Mauá) e na Prestes Maia. E a gente nem saber de nada¹⁹⁶ » (A-5, #29). Ainsi, le sans-toit se retrouve toujours dans une situation précaire : l'occupation est un moyen permettant d'accéder à un logement régularisé, à un certain ancrage, mais ne saurait jamais le garantir. Les sans-toit ne sont ni à la rue, ni locataires de leur logement, mais dans un positionnement intermédiaire. C'est de cette réalité résidentielle qu'apparaît un horizon social autorisant une certaine mobilité des positionnements. Ni à la rue, ni ayant un logement régularisé, les sans-toit ne se positionnent pas comme sujets d'un manque matériel (leur condition au sein de l'occupation est après tout meilleure que celle qui lui précédait) ni comme celui d'une abondance. En ce sens, ils mettent de l'avant une stratégie discursive témoignant d'un imaginaire qui autorise le sans-toit à occuper un positionnement se situant quelque part *entre* les catégories du « riche » et du « pauvre ».*

Chez les sans-toit comme chez les itinérants, la topographie sociale que définit leur imaginaire social se trouve liée à la nature de leur habitation, à sa durabilité. Alors que chez les sans-toit il s'agit d'une topographie sociale qui élargit l'éventail des positionnements

¹⁹³ Traduction libre : « J'ai déjà amené les documents là-bas, ils devraient déjà m'avoir appelé, ils devaient déjà m'avoir appelé. Là ils disent qu'il n'existe pas encore ? Mais grâce à Dieu, avec la foi en Dieu mon appartement viendra. Je n'ai qu'à attendre maintenant. Seulement que vienne mon appartement. Je suis déjà enregistré et tout, maintenant je suis en attente » (A-5, #30).

¹⁹⁴ Traduction libre : « Je suis ici (occupation) jusqu'à aujourd'hui, en attente d'une réponse au Prestes Maia. Et là... nous sommes ici, en attente » (A-1, #13).

¹⁹⁵ Traduction libre : « Je me suis enregistré à travers le CDHU – moi, non – avec 35 familles, nous sommes en attente de la carte de crédit [...]. Maintenant... la carte de crédit fonctionne comme ça : c'est une valeur pour voir si tu es capable d'acheter un petit appartement, tu comprends ? » (A-2, #30).

¹⁹⁶ Traduction libre : « la plus grande difficulté c'est de se réveiller le matin avec la police ici dedans. C'est déjà arrivé. Ici (Mauá) et dans le Prestes Maia (ancienne occupation). Et nous ne savons rien (A-5, #29).

possibles au sein de la hiérarchisation sociale, rappelons les récits des itinérants présentent ces mêmes catégories comme figées et incontestables. En autorisant ou refusant certains positionnements, ces topographies définissent le pensable, le possible. Se dressent ainsi les limites d'un certain horizon socio-politique. Nous verrons que c'est donc à partir de l'univers social que dressent ces différentes topographies qu'il devient possible de rendre compte de l'habiter, c'est-à-dire de l'aspect politique qui sous-tend le lien unissant habitation et horizon socio-politique.

4.2 L'HABITER À TRAVERS LES RÉCITS DES SANS-TOIT ET DES ITINÉRANTS

4.2.1 HABITER LA RUE : VERS UNE EXPOSITION DE L'INHABITABLE

La particularité de la topographie mise en place par les récits des itinérants tient au fait que, contrairement aux sans-toit, le locuteur n'occupe plus un positionnement autorisant la mobilité entre les catégories composant la hiérarchie de l'espace social. Le locuteur organise son discours de façon non seulement à montrer, mais à défendre l'immobilité et la stabilité de la catégorie du « pauvre ». Il s'agit d'une conception du monde où la société comporte ses lois et ses principes de rangements qui sont souverains et qu'il est impossible de modifier.

Notons dans un premier temps que les récits offerts par les itinérants se démarquent de ceux des sans-toit par une certaine individualisation des problèmes sociaux. L'on attribue au pauvre non seulement la responsabilité de sa condition d'itinérant, mais également des évaluations dépréciatives et des violences qu'il subit lui-même quotidiennement. Cette individualisation peut d'abord être repérée par l'absence du « NOUS » qui parsemait les récits des sans-toit. Cette absence révèle en effet le défaut d'une conquête d'un « NOUS » sujet collectif chez les itinérants. C'est en ce sens que André (B-3), plutôt que de jeter le blâme sur les riches ou le gouvernement, se pose comme unique responsable de son sort :

« *Eu não deixo subir para a minha mente porque eu que provoquei essa situação (rua), então não adianta querer jogar pedra em quem não tem nada a ver*¹⁹⁷ » (B-3, #21). « *Eu estou pagando a minha pena aqui na rua mesmo*¹⁹⁸ » (B-3, #39). « *Eu não acho que o prefeito tenha responsabilidade por isso, não (situação de rua) [...]. A maior é de cada um. Eu acho assim : se cada um faz sua parte o barco anda*¹⁹⁹ » (B-3, #31).

Cette caractéristique de l'itinérant à s'attribuer la responsabilité de son sort prend d'abord forme à partir d'une stratégie discursive refusant de poser la catégorie du pauvre de manière antagonique à celle du riche. Tenir le riche pour responsable demanderait d'abord de percevoir une articulation conflictuelle entre « pauvre » et « riche ». Or, dans les récits des itinérants, le pauvre n'apparaît pas comme une conséquence de l'existence du riche :

« *Na verdade não é as pessoas ricas, pessoas pobre também são muito preconceituoso, essa coisa que é as ricas é ilusão. O mais inconsciente com o próprio pobre é o pobre. Ai ele joga para o rico : "olha, é o rico!", mas na verdade o rico não tá nem aí com o pessoal de rua, não. [...] Agora o pobre, agora o pobre tem preconceito com ele mesmo*²⁰⁰ » (B-3, #27).

L'une des particularités de ces énoncés est de construire et mettre en scène deux énonciateurs. Le premier (E1) refuse le point de vue d'un second énonciateur (E2) qui, étant construit par l'énoncé, soutient le point de vue selon lequel le riche serait le responsable d'une évaluation dépréciative du « pauvre ». L'énonciateur E1, dont le point de vue est soutenu par le locuteur, récuse l'attitude de E2 qui dit « regarde, c'est le riche ! ». Le locuteur avance plutôt l'idée selon laquelle la responsabilité des injustices que subissent les itinérants n'est pas à rechercher du côté du « riche » – qui, « *en vérité, ne se trouve même pas avec les gens de la rue* » –, mais plutôt du côté du propre pauvre.

¹⁹⁷ Traduction libre : « Je ne laisse pas cela m'affecter trop, parce que c'est moi qui ai provoqué cette situation (itinérance), alors ça ne sert à rien de vouloir jeter des pierres à des gens qui n'ont rien à voir » (B-3, #21).

¹⁹⁸ Traduction libre : « Je paye ma peine ici dans la rue même » (B-3, #39).

¹⁹⁹ Traduction libre : « Je ne pense pas que le maire a une responsabilité avec ça (itinérance) [...]. La vraie responsabilité est de chacun. Je pense comme ça : si chacun fait sa part, la barque avance » (B-3, #31).

²⁰⁰ Traduction libre : « En vérité ce ne sont pas les riches, les personnes pauvres aussi ont beaucoup de préconceptions, cette idée que ce sont les riches c'est une illusion. Le plus inconscient avec le pauvre c'est le pauvre. Après il dirige ça vers le riche : "regarde, c'est le riche !", mais en vérité le riche n'est même pas là avec les gens de la rue. [...] Maintenant le pauvre, le pauvre a des préconceptions avec lui-même » (B-3, #27).

Le pauvre est non seulement responsable de se retrouver à la rue, mais vient à être l'origine même d'une violence pouvant s'abattre à tout moment sur les itinérants. Ainsi, l'origine de cette violence n'est plus extérieure (le riche, l'Autre) et son statut devient immanence : « *Os próprios moradores de rua...são as maiores ameaças dos próprios moradores de rua. Por incrível que pareça*²⁰¹ » (B-1, #29). « *Olha. Seguro, a gente não está em lugar nenhum. Então em qualquer lugar, pode vir e acontecer qualquer coisa*²⁰² » (B-1, #17). Côtayant nécessairement d'autres itinérants, ce dernier ne se trouve jamais en sécurité : « *n'importe où il peut arriver n'importe quoi* ».

En mettant ainsi en scène une situation où son existence est constamment soumise à une violence qui peut à tout moment mettre fin à ses jours, l'itinérant rappelle la *vie nue* telle qu'elle est théorisée chez Agamben. Le concept de vie nue s'inspire chez Agamben de celui de *l'Homo Sacer* qui – en tant que statut issu du droit romain – réfère à l'individu que l'on exclut et qui peut à tout moment être tué dans l'impunité. Cette situation est rendue possible du fait que *l'Homo Sacer* incorpore la vie nue, c'est-à-dire une vie strictement biologique qui, comme chez l'animal ou la plante, peut être anéantie du fait d'une absence de statut juridique ou politique. *L'Homo Sacer* représente en ce sens une rupture de la *Zoë* (vie biologique) et de la *Bios* (vie politique) alors que la première finit par recouvrir totalement la seconde. C'est à partir du rapport à la mégapole que confère l'habitation que l'itinérant témoigne de son vécu et expose sa vie nue. En effet, c'est du fait d'une privation de biens matériels et d'un manque d'ancrage que Gregorio (B-1) nous présente sa vie comme étant celle pouvant être anéantie en toute impunité :

« *Posso até desaparecer. Tenho ninguém, nem coisa nenhuma. A polícia me pega, me bota na viatura, me leva para algum lugar, me dá uns tiros e pronto [...]. Ninguém vai dar valor ao pobre, mesmo*²⁰³ » (B-1, #37). « *Não está seguro em lugar*

²⁰¹ Traduction libre : « Les itinérants eux-mêmes...sont les plus grandes menaces des itinérants. Aussi incroyable que cela puisse paraître » (B-1, #29).

²⁰² Traduction libre : « Regarde. En sécurité nous ne le sommes en aucun endroit. Alors dans n'importe quel endroit, il peut arriver n'importe quoi » (B-1, #17).

²⁰³ Traduction libre : « Je peux même **disparaître. Je n'ai personne, ni rien**. La police me prend, m'amène au poste, m'amène dans un endroit quelconque me tire et voilà [...]. Personne ne donne de valeur au pauvre, vraiment » (B-1, #37).

nenhum, mas [a casa] da uma certa proteção. A casa dá aquela proteção 50% vamos supor. A rua não dá, você entendeu? Você fica ali, a qualquer momento aparece alguém com ácido, com água quente, entendeu²⁰⁴? » (B-1, #23).

L'impunité avec laquelle on peut lui enlever la vie est attribuée dans ces énoncés à la dépossession à laquelle la rue le contraint (« *Je peux même disparaître. Je n'ai personne, ni aucune chose [...]. Personne ne va donner de valeur au pauvre, vraiment* »). Gregorio n'expose-t-il pas ici la vulnérabilité d'une vie biologique (*Zoë*) du pauvre à laquelle personne ne donne vraiment de valeur? En se retrouvant confronté à un péril extrême (« *tu restes là, à n'importe quel moment apparaît quelqu'un avec de l'acide, de l'eau chaude, tu vois?* » (B-1, #23)), l'itinérant exprime sa subordination à une situation de détresse ne pouvant pas être confrontée (« *Regarde. En sécurité nous ne le sommes en aucun endroit. Alors dans n'importe quel endroit, il peut arriver n'importe quoi* » (B-1, #17)).

Bien évidemment, l'idée d'une « menace », d'un manque de sécurité, pesant sur l'existence des individus ne se retrouve pas exclusivement du côté des itinérants. Elle se présente également du côté des habitants de *cortiços* :

« A gente não tem o conforto que tem numa casa de tijolo, né? Porque a casa de tijolo é mais segura, mais protegida, está entendendo? Então nós não temos a segurança que se tem na outra casa, né? A gente sempre corre atrás do seguro, né? O tipo de segurança é sobre... chuva, né? Chuva que bate, chuva forte, a água vem e leva embora, ou derruba a casa²⁰⁵ » (C-4, #23). « Rico tem como pôr... até mesmo um segurança para tomar conta, ou se não, a construção é melhor porque você tem um engenheiro, tem tudo. Uma casa que é em lugar pobre corre risco de haver desabamento²⁰⁶ » (C-5, #23).

²⁰⁴ Traduction libre : « On est en sécurité en aucun endroit, mais [la maison] donne une certaine protection. La maison donne une protection, disons à 50%. La rue non, tu comprends? Tu restes là, à n'importe quel moment apparaît quelqu'un avec de l'acide, de l'eau chaude, tu vois? » (B-1, #23).

²⁰⁵ Traduction libre : « Nous n'avons pas le confort qu'il y a dans une maison de briques, n'est-ce pas? Parce que la maison de briques est plus sécuritaire, plus protégée, tu comprends? Alors, nous n'avons pas la sécurité qu'on peut avoir dans l'autre maison, n'est-ce pas? Nous voulons toujours plus de sécurité, non? Le type de sécurité concerne... la pluie, non? La pluie qui s'abat, une pluie forte, l'eau vient et emporte ou détruit la maison » (C-4, #23).

²⁰⁶ Traduction libre : « Le riche a les moyens de mettre... même un garde de sécurité pour être en charge, ou si non, la construction est du moins meilleure parce que vous avez un ingénieur, vous avez tout. Une maison qui se trouve dans un endroit pauvre court des risques d'effondrement » (C-5, #23).

Ici, la « menace », l'insécurité du « pauvre » est principalement liée aux matériaux qui composent l'habitation plutôt qu'aux individus qui nous entourent. Comme l'exprimait un itinérant, « *on est en sécurité en aucun endroit, mais [la maison] donne une certaine protection* » (B-1, #23). Chez l'itinérant, la menace – mortelle – atteint un certain statut d'immanence, c'est-à-dire qu'elle se présente par son milieu même. La violence ne provient pas tant d'un ennemi se démarquant d'un « nous », mais prend naissance au sein même du groupe auquel nous appartenons (« *Les itinérants eux-mêmes...sont les plus grandes menaces des itinérants. Aussi incroyable que cela puisse paraître* » (B-1, #29). Il s'agit d'un élément qui marque une différence profonde entre la situation de « menace » qui pèse sur les itinérants de celle du milieu des *cortiços*. Chez l'habitant de *cortiços*, l'insécurité auquel son habitation le soumet est toujours mobilisée dans un rapport de comparaison avec la maison du riche (« *nous n'avons pas la sécurité qu'on peut avoir dans l'autre maison [celle du riche], n'est-ce pas ?* » (C-4, #23).

Les récits des itinérants rappellent la vie nue non seulement par la mise en scène d'une vulnérabilité extrême de leur existence, mais aussi en évoquant une existence qui, souvent, se limite à une satisfaction des besoins biologiques de base (rappelons que la *Zoë* limite l'existence à la vie biologique de l'être humain). Bien que les pauvres soient la principale menace des pauvres et que les riches ne doivent pas être tenus pour responsable de cette situation, André (B-3) évoque cette vie biologique en rappelant que les exceptions aux règles existent et que certains riches peuvent, eux aussi, à l'occasion, vilipender les pauvres :

« *Existe suas exceções...tem cara rico aí que...né mano...tem cara rico aí que da vexame muito pior, mas ele passa despercebido, porque ele tem um refúgio, ele tem uma retaguarda. O morador de rua não tem. Quem vai responder pelo morador de rua ? Assistência social, essas convivências aqui eles fazem o básico que é você comer, dormir, tomar um banho...o necessário. O básico do ser humano [...]. Você tem que defender a sua pele, você mesmo*²⁰⁷ » (B-3, #27).

²⁰⁷ Traduction libre : « Il existe des exceptions...il y a des riches qui...tu sais...il y a des gens riches qui humilient encore plus, mais ils passent inaperçus, parce qu'ils ont un refuge. L'itinérant n'en a pas. Qui va répondre pour l'itinérant ? L'assistance sociale, ces organismes-là s'occupent de la base qui est de manger, dormir, prendre un bain...le nécessaire. La base de l'être humain [...]. Tu dois défendre ta peau toi-même » (B-3, #27).

En effet, par ces énoncés, le locuteur témoigne de son vécu sur une trame narrative qui autorise la séparation entre la *Zoë* et le *Bios* qui caractérise le concept de vie nue. André évoque le fait qu'en se limitant aux besoins biologiques fondamentaux de l'être humain, les recours qui sont disponibles pour l'itinérant (assistance sociale, œuvres de charité, etc.) ne visent qu'à remplir les nécessités biologiques de base (manger, dormir, se laver, etc.) pour limiter sa capacité à pouvoir trouver « refuge » (« *il y a des riches qui...tu sais...il y a des gens riches qui humilient encore plus, mais ils passent inaperçus, parce qu'ils ont un refuge* » (B-3, #27).

La question du refuge invite d'abord à penser à l'habitation comme moyen de protection aux hostilités de son environnement. En effet, alors que le péril extrême auquel fait face la vie de l'itinérant se trouve lié à l'absence d'habitation (« *La maison donne une protection, disons à 50%. La rue non, tu comprends ? Tu restes là, à n'importe quel moment apparaît quelqu'un avec de l'acide, de l'eau chaude, tu vois ?* » (B-1, #23), l'habitant du *cortiço*, de son côté, détient une habitation de manière à empêcher que sa souffrance ne déborde sur la vie nue :

« A maior dificuldade (da vida no cortiço) é você não ter a sua vida própria. Você tem que dividir com todo mundo. Se você briga, todo mundo tem que ouvir [...]. Se você está passando fome, todo mundo vê. Às vezes criticam, às vezes...não lhe ajudam em nada...é...melhor você estar ali sofrendo sozinha do que todo mundo estar observando tudo o que você está fazendo²⁰⁸ » (C-5, #29). « Olha, cortiço [...], você é obrigado a ouvir o barulho de outras pessoas, ouvir música alta, coisa que talvez não goste muito, mas você tem que se sujeitar²⁰⁹ » (C-1, #29). « A gente não tem aquele...como se diz? A gente não tem a nossa privacidade [...]. Na verdade, a gente mora mal mesmo aqui em São Paulo²¹⁰ » (C-5, #13). « Então, a dificuldade, a

²⁰⁸ Traduction libre : « La plus grande difficulté (de la vie dans le *cortiço*) c'est de ne pas avoir sa vie privée. Tu dois partager avec tout le monde. Si tu te chicanes, tout le monde doit l'entendre [...]. Si tu as faim, tout le monde le voit. Des fois ils font des remarques...des fois...ils ne t'aident en rien...c'est mieux de souffrir seul que d'avoir tout le monde qui observe tout ce que tu es en train de faire » (C-5, #29).

²⁰⁹ Traduction libre : « Regardez, le *cortiço* [...], tu es obligé d'entendre le bruit des autres, entendre la musique élevée, des choses que peut-être tu n'aimes pas beaucoup, mais tu dois t'y soumettre » (C-1, #29).

²¹⁰ Traduction libre : « Nous n'avons pas ce...comment ça se dit ? Nous n'avons pas notre vie privée [...]. En vérité, nous habitons mal même ici à São Paulo » (C-5, #13).

dificuldade é essa. [...] A pessoa não fica bem, assim...à vontade, né²¹¹ ? » (C-3, #30).

Bien que le *cortiço*, avec les particularités des matériaux qui le composent (perméabilité des murs aux bruits) et de son architecture (subdivisions des pièces), expose la vie et les souffrances de ses habitants aux autres et ne représente de ce fait un refuge que partiel (« *c'est mieux de souffrir seul que d'avoir tout le monde qui observe tout ce que tu es en train de faire* » (C-5, #29), il permet d'offrir à ses habitants un certain refuge face à la situation d'urgence qui submerge les récits des itinérants. Alors qu'en évoquant la situation d'urgence l'itinérant exprime en même temps sa subordination à cette situation ainsi qu'à la catégorie du « pauvre », l'habitant du *cortiço* démontre une certaine capacité de faire face, de confronter, la situation dans laquelle le plonge la catégorie de « pauvre » : « *tem muita gente que fala "pobre". Pobre, ninguém é, né ? Nós somos classe baixa, né não²¹² ? » (C-4, #14).*

L'habitation qu'est le *cortiço* offre non seulement une position résidentielle marquée par la permanence d'un toit, mais confère aussi un positionnement social caractérisé par un ancrage, ne serait-ce que du point de vue d'une relative stabilité d'emploi permettant le paiement régulier du loyer. Or, la question de l'ancrage social ne doit pas être limitée au statut professionnel, il s'agit de l'acquisition d'un positionnement qui, au sein de l'espace social, permet de constituer une parole politique par la contestation de certaines catégories de rangement de l'ordre social institué. En effet, la parole politique est celle qui autorise l'existence politique, c'est-à-dire la possibilité de négocier à partir de principes de rangement pour témoigner d'une certaine mobilité au sein du territoire social.

Chez les itinérants, c'est cette difficulté à poser son existence comme politique qu'il est possible de retracer à travers ce que nous raconte Maria (B-4). Lorsqu'on lui demande de nous dire quelle est la plus grande difficulté de vivre à la rue, elle nous répond:

²¹¹ Traduction libre : « Alors, la difficulté, la difficulté c'est celle-là [...]. La personne ne se sent pas bien, je veux dire... chez soi, n'est-ce pas ? » (C-3. #30).

²¹² Traduction libre : « il y a beaucoup de monde qui dit "pauvre". Pauvre, personne n'est pauvre, n'est-ce pas ? Nous sommes de la basse classe, c'est pas vrai ? » (C-4, #14).

« Olha. É de **relacionamento mesmo** porque você...está na rua e você **tem medo de conversar**. De repente alguém chegar com uma faca, um pau. Porque lá (na rua) tem muita noia, sabe [...] quer dizer, a gente não reage. A gente reage e eles podem **matar a gente com paulada, mesmo sendo menino deste tamanho, a gente fica com medo**²¹³ » (B-4, #29).

Le fait de pouvoir « être tuée à coups de bâtons par des gamins » au moindre faux mouvement permet de repérer certaines des conséquences politiques induites par l'état d'urgence. La peur et la méfiance, posées comme conséquence de cet état de péril extrême, constituent des obstacles à l'action (« on ne réagit pas [...] si on réagi on peut nous tuer ») ainsi qu'à la constitution d'une parole collective (« à la rue, nous avons peur de discuter »). En effet, la peur de discuter et d'échanger, la méfiance de son voisin, bref, le caractère imminent d'une violence qui nous menace entraîne un repli sur l'espace individuel et empêche la constitution d'une parole politique collective nécessaire à la création d'un espace autorisant une certaine mobilité sociale. Sans parole collective et capacité de négocier avec les principes de rangement, les itinérants ne parviennent pas à sortir d'un principe institué. Par cela, c'est l'action et l'habiter comme tel qui se trouve à être compromise. En effet, habiter, dans sa capacité de mobiliser, de confronter ou d'agencer et de traduire à sa façon les catégories de rangement qui se présentent au sein du discours social, se trouve à être compromis chez l'itinérant. Sa vie, malgré la brutalité de la menace qui pèse sur elle, n'est jamais remise comme intolérable dans les récits des itinérants. On l'accepte et on s'y habitue :

« Não é que você gosta, mano, você se adapta. Você tem que se acostumar. Ser humano é assim, ser humano se acostuma²¹⁴ » (B-3, #13). « O cara tem que aceitar mesmo...o que se pode fazer²¹⁵ ? » (B-1, #29).

²¹³ Traduction libre : « Regarde. C'est de **relation même** parce que tu...tu es dans la rue et **tu as peur de converser**. Quelqu'un peut tout à coup arriver avec un couteau, un bâton. Parce que là (dans la rue) il y a beaucoup de désordre, tu sais [...] je veux dire, nous ne réagissons pas. Si nous réagissons, ils peuvent nous **tuer** à coup de bâton, même si ce sont des enfants de cette taille, nous avons **peur** » (B-4, #29).

²¹⁴ Traduction libre : « Ce n'est pas que tu aimes ça, tu t'adaptes. Tu dois t'habituer. L'être humain est comme ça, l'être humain s'habitue » (B-3, #13).

²¹⁵ Traduction libre : « Le mec doit l'accepter...qu'est-ce qu'on peut y faire ? » (B-1, #29).

C'est dans cette incapacité de penser la confrontation de la situation d'urgence que l'itinérant exprime un échec de l'habiter. En effet, ces énoncés ne révèlent pas qu'une simple acceptation de l'imaginaire institué, ils en expriment la défense. C'est en se rangeant là où l'ordre social l'exige – au sein d'un principe institué – que l'habiter fait défaut aux itinérants. Maria (B-4) nous montre de quelle manière elle incorpore l'idée selon laquelle la vie politique est non seulement étrangère à l'existence de l'itinérant, mais doit être maintenue à distance du « pauvre » :

*« O Lula entrou na politica, mas só que não sei o que que ele foi fazer lá [...]. O povo vai ser um povo morto de fome porque...não sei se é verdade, eu vi numa revista [...] ele era **pobre**. Na revista estava falando assim em um techinho em baixo que aquele homem era **mendigo** [...]. Quer dizer, a revista estava falando o que? Que ele vai resolver o que lá²¹⁶? » (B-4, #32). « Dizem que o Lula nem sabe conversar direito [...]. Agora, eu não sei se...se ele vai saber entender o pobre [...]. Tem que ser alguém que **seja mais do que eu** [...]. A cabeça dele (pobre) já não dá para entender. Ele entende o que eu falo e tal, mas não da maneira como eu gostaria, né²¹⁷ » (B-4, #52).*

Ces énoncés font plus que de révéler un ordonnancement selon lequel le pauvre n'a pas sa place en politique. Ils posent l'incapacité du « pauvre » à traduire une parole *politique* (« il [le pauvre] comprend ce que je dis et tout, mais pas de la manière dont je l'aimerais, n'est-ce pas ? »). Comme Lula était un pauvre, Maria doute de la capacité de ce dernier à comprendre les pauvres (« *Maintenant, je ne sais pas si...s'il [Lula] va savoir entendre le pauvre* »). « *Ils disent que Lula ne sait même pas parler correctement* » (B-4, #52). Pour être *politique*, c'est-à-dire de rendre compte de la réalité sociale par l'agencement, la contestation ou l'appropriation de différentes catégories de rangement, la parole doit d'abord pouvoir *exister*, c'est-à-dire pouvoir être entendue pour ensuite être partagée et circulée. Par l'expression de leur conception du monde, les itinérants refusent de percevoir dans leur

²¹⁶ Traduction libre : « Lula est entré en politique, mais je ne sais pas ce qu'il a été faire là [...]. Le peuple va être un peuple mort de faim parce que...je ne sais pas si c'est vrai, j'ai vu dans une revue [...] qu'il était **pauvre**. Dans la revue ils disaient ça dans un petit encadré en bas que cet homme était **itinérant** [...]. Je veux dire, la revue disait quoi? Qu'il va régler quoi là-bas? » (B-4, #32).

²¹⁷ Traduction libre : « Ils disent que Lula ne sait même pas parler correctement [...]. Maintenant, je ne sais pas si...s'il va savoir entendre le pauvre [...]. Ce doit être quelqu'un **qui est plus que ce que je suis** [...]. Sa tête (au pauvre) est déjà difficile à comprendre. Il comprend ce que je dis et tout, mais pas de la manière dont je l'aimerais, n'est-ce pas? » (B-4, #52).

parole un tel pouvoir (« *Regardes. C'est de relation même parce que tu...tu es dans la rue et tu as peur de converser* (B-4, #29), « *personne ne donne de valeur au pauvre, vraiment* » (B-1, #37). Ainsi, la parole du pauvre semble se limiter à son aspect « biologique » (Zoë) (« *Il [le pauvre] comprend ce que je dis et tout* » (B-4, #52) alors qu'il ne détient pas la capacité de décoder cette parole pour lui donner une portée politique (*Bios*) (« *[Pour me comprendre] ce doit être quelqu'un qui est plus que ce que je suis [...]* » (B-4, #52). L'état d'urgence dans lequel le plonge l'absence d'habitation entraîne chez l'itinérant un refus de reconnaître à sa parole une portée politique. Ainsi, l'itinérant n'habite plus, mais se laisse habiter par les catégories que l'ordre institué lui propose.

Par contraste à l'habiter des itinérants, voyons maintenant de quelle manière l'occupation permet aux sans-toit de se situer au cœur de l'habiter : la recherche d'un équilibre prend la forme d'une oscillation entre des principes de rangement appartenant à différents imaginaires politiques.

4.2.2 HABITER L'« ENTRE-DEUX » : L'OCCUPATION ET LES SANS-TOIT

Comme nous l'avons exposé au sein du deuxième chapitre, le rôle politique des imaginaires ne doit pas tant être recherché à partir d'une rupture complète à l'ordre institué, mais plutôt à travers l'habiter comme manières par lesquelles les individus se positionnent face aux différents principes de rangement qui se présentent à eux. Bien qu'il s'agisse de l'un des principaux aspects de l'habiter, n'oublions pas que l'habiter ne se limite pas à cette manière de s'approprier ou d'amalgamer les différents principes de rangement qui se présentent au sein du discours social. Ce qui fait la particularité de l'habiter est que cet aspect se trouve toujours en relation avec l'habitation. Comme nous l'avons démontré plus haut, la topographie sociale que dressent les sans-toit dans leurs récits rend possible un positionnement intermédiaire entre la catégorie du « pauvre » et celle du « riche ». Or, cette possibilité n'apparaît pas de manière indépendante au caractère de leur habitation. N'étant pas à la rue, mais ne bénéficiant pas d'un logement régularisé, les sans-toit ne se positionnent comme sujets d'un manque matériel (leur condition au sein de l'occupation est après tout meilleure que celle qui lui précédait) ni comme celui d'une abondance. C'est ainsi qu'ils

mettent de l'avant une stratégie discursive témoignant d'un imaginaire permettant d'occuper un positionnement se situant quelque part *entre* les catégories du « riche » et du « pauvre ».

Nous verrons que chez les sans-toit, l'habiter peut prendre la forme d'un « entre-deux » qui est exprimé comme une difficulté, voire même comme une souffrance liée à l'occupation. Or, n'étant jamais présentées dans les récits des sans-toit comme « problème politique » (c'est-à-dire comme difficulté sociale qui demande à être confrontée), les souffrances liées au positionnement de l'entre-deux peuvent difficilement prendre place au sein des discours du Mouvement comme de ceux des partis politiques et du pouvoir public.

C'est le récit de Rosana, 37 ans, qui nous offre le meilleur exemple du tiraillement que peut produire cette manière d'habiter. À l'âge de 23 ans, elle quitte le foyer familial qui se trouve en périphérie de São Paulo suite aux problèmes familiaux entraînés par un père alcoolique. Se retrouvant à la rue pour un temps, c'est par la suite qu'elle rencontre des femmes membres du mouvement des sans-toit (MTSC) et qu'elle intègre la vie de l'occupation. À l'époque de l'interview (octobre 2008), il y avait un an et demi qu'elle habitait l'occupation du MSTC situé au 304 rue Mauá. Le récit qu'elle nous offre contraste avec ceux des itinérants. En effet, il met en scène un tiraillement du locuteur entre deux principes de rangement qui apparaissent comme contradictoires. Il en ressort que la plus grande difficulté d'habiter l'occupation n'est de se situer ni dans l'un, ni dans l'autre de ces principes de rangement, mais de se retrouver à être toujours tiraillé entre les deux. À la question «*Quelle est la plus grande difficulté de la vie au sein de l'occupation?*» (#29), Rosana répond :

« às vezes a gente pensa, né ? Será que está errado ? Será que está certo ? Porque realmentenão é da gente, é dos outros. Está certo ? Não, não está certo...mas não tem para onde você correr, não tem outro objetivo, né?...Então isso vem a preocupação. Isso aqui não é da gente. Tem um dono, existe um dono, concorda ?[...] É que nem quando o coordenador fala "não, não é. É um direito da

gente" ...eu não penso assim. Porque eu não tenho tudo isso aqui, isso não é meu. A minha dificuldade é essa²¹⁸ » (A-3, #29).

Elle témoigne d'abord de son vécu en faisant référence au principe de rangement mis de l'avant par le Mouvement : « *parfois nous pensons...est-ce que c'est bien ? Est-ce que c'est mal ? Car ce n'est pas à nous, c'est aux autres. Ce n'est pas bien...mais il n'y a nulle part où aller, il n'y a pas d'autre issue* ». Notons que l'on recourt à certains principes de rangement « pour se représenter les rapports de force et pour fonder dès lors non seulement la légitimité, mais également l'efficacité de certains moyens²¹⁹ ». Dans ce cas-ci, Rosana fait référence à un principe de rangement selon lequel l'occupation apparaît comme moyen pour faire respecter ses droits. L'utilisation du *mais* déclare en ce sens un abus nécessaire : on fait référence au fondement de l'ordre existant pour lui substituer un autre principe de rangement. En effet, à partir du principe de rangement (imaginaire politique) qui sous-tend l'ordre institué et se reflète au sein de l'ordre juridique, l'occupation d'immeuble est une violation de la propriété privée et, en tant qu'infraction aux lois, est légalement punissable. C'est par la légitimation de l'usage de certains moyens (l'occupation) que la contestation des fondements de l'ordre institué produit un *effet de violence fondatrice*. Face à une situation présentée comme injuste (le déficit en logement), l'on tente de fonder de nouveaux droits (pouvoir habiter les immeubles vacants, dont la plupart sont abandonnés à la spéculation immobilière). Cependant, alors que la déclaration d'un abus nécessaire s'accompagne souvent d'un rapport ami-ennemi radicalisant l'opposition entre NOUS et EUX, la topographie sociale des sans-toit, comme nous avons pu le remarquer plus haut, se caractérise principalement par l'absence d'une telle radicalisation ou opposition. En effet, la faiblesse de l'opposition NOUS (les pauvres) et EUX (les riches) leur permet d'adopter certains positionnements intermédiaires à ces deux catégories.

²¹⁸ Traduction libre : « Parfois nous pensons...est-ce que c'est bien ? Est-ce que c'est mal ? Car ce n'est pas à nous, c'est aux autres. Ce n'est pas bien...mais il n'y a nulle part où aller, il n'y a pas d'autre issue. Alors vient cette préoccupation. Ceci n'est pas à nous. Il y a un propriétaire, il existe un propriétaire, n'est-ce pas ? [...] C'est comme quand les responsables disent " non, c'est un de nos droits", moi, je ne pense pas ainsi. Parce que je n'ai pas tout ça ici, ça, ce n'est pas à moi. Ma difficulté, c'est celle-là » (A-3, #29).

²¹⁹ André Corten et Anne Élisabeth Côté (sous la dir.), *La violence dans l'imaginaire latino-américain*, Québec : Presses de l'Université du Québec; Paris : Karthala, 2009, p. 43

Pour témoigner d'une telle topographie, à l'effet de violence fondatrice (déclaration d'un abus nécessaire) le récit de Rosana fait succéder un effet de violence conservatrice :

« Alors vient cette préoccupation. Ceci n'est pas à nous. Il y a un propriétaire, il existe un propriétaire, n'est-ce pas ? [...] C'est comme quand les responsables disent « non, c'est un de nos droits », moi, je ne pense pas ainsi. Parce que je n'ai pas tout ça ici, ça, c'est pas à moi ».

Non seulement ces énoncés attribuent une légitimité au droit à la propriété privée (et, par extension, à la spéculation immobilière), mais contestent le principe de rangement évoqué précédemment. En effet, l'énoncé rapporte de manière directe les paroles des responsables du MSTC qui soutiennent l'idée d'un « abus nécessaire » : *« c'est comme quand les responsables disent "non, c'est un de nos droits" »*. En répétant purement et simplement les propos des responsables du MSTC, Rosana insère une situation d'énonciation dans une autre. Il s'agit du discours direct rapporté dont Maingueneau nous rappelle son « effet de réel » (le locuteur pouvant modifier l'exactitude des propos rapportés). Or, ce qui importe n'est pas tant l'exactitude des propos rapportés, mais la fonction même que joue la citation au sein du récit de Rosana. En rapportant les paroles des responsables qui justifient l'abus nécessaire, Rosana introduit une mise à distance du discours cité et, par le fait même, du principe de rangement qui soutient ce dernier. Alors que la mise à distance du discours cité peut être plus ou moins grande, elle est ici maximale. En effet, elle est introduite par la modalité *« c'est comme quand X dit...moi, je ne pense pas ainsi »*. Cette mise à distance permet au locuteur d'introduire les catégories d'un autre imaginaire politique, celui qui fonde l'ordre institué et auquel s'oppose le discours du MSTC. Il s'agit des catégories qui inscrivent un *effet de violence conservatrice* : n'étant pas les propriétaires, l'occupation d'immeubles n'apparaît plus comme légitime. Sont de cette manière réitérés les fondements de l'ordre institué. Elle ajoute : *« A gente não quer morar de graça, quer pagar, é isso. Como a proposta de todo mundo, é pagar. Ninguém quer nada de graça²²⁰ »* (A-3, #27). La référence au NORMAL, au raisonnable (*« comme tout le monde »*) ainsi que l'emploi de la modalité déontique

²²⁰ Traduction libre : *« On ne veut pas habiter gratuitement, on veut payer, c'est ça. Comme tout le monde, payer. Personne ne veut rien de gratuit »* (A-3, #27).

« vouloir » (« *on veut payer* ») font partie des mécanismes discursifs qui permettent de repérer l'effet de violence conservatrice évoqué²²¹.

Ainsi, Rosana témoigne de son vécu à travers deux principes de rangement – deux manières apparemment contradictoires de se représenter les rapports de force – pour finalement conclure que la plus grande difficulté de vivre au sein de l'occupation se situe à partir de ce constant tiraillement : « *ma difficulté, c'est celle-là* ». Il ne s'agit pas simplement d'une difficulté liée à la confrontation entre différents types de droits (droits sociaux/ droit aux libertés individuelles et à la propriété privée), telle que le présente le discours du MSTC. La « difficulté » dont témoigne Rosana indique un refus de l'exigence selon laquelle nous devons partager son expérience du monde à travers un principe de rangement unique et exclusif. Rosana manifeste qu'il existe autre chose qui n'entre pas au sein des catégories de rangement qui structurent son quotidien. Par l'entre-deux qu'elle exprime, elle fait sentir la violence non pas d'un ordre en particulier, mais du principe d'ordre lui-même. L'occupation exprime la violence de l'habiter, la violence de s'en remettre à un principe d'ordre ayant la prétention de rendre intelligible toute situation en l'insérant dans un ensemble ordonné.

Or, malgré que le récit offert par Rosana exprime le refus de se ranger au sein d'un principe de rangement plutôt que d'un autre, la nécessité de faire référence aux principes de rangement institués demeure. Le principe d'ordre permet d'éviter une violence encore plus grande : celle où tout demeurerait chaos indifférencié. La condition humaine – celle de l'animal social – serait intenable s'il n'y a pas une manière commune de classer les choses. C'est de cette nécessité qu'apparaît l'entre-deux : alors qu'aucun des principes de rangement à partir desquels Rosana rend compte de son expérience du monde ne semble être totalement adéquat, un compromis est recherché à travers la référence à des ensembles de significations appartenant à différents principes de rangement.

Cette capacité de négocier avec des principes de rangement contradictoires autorise un positionnement intermédiaire qui, sans pouvoir être directement nommé, se trouve à être l'expression politique d'une souffrance sociale propre à l'habiter. L'« entre-deux » ne

²²¹ André Corten (sous la dir.), *La violence dans l'imaginaire latino-américain*, op. cit., p. 45.

correspond pas à une remise en question radicale de l'ordre social, tout au plus, il constate l'inadéquation des imaginaires politiques existant pour rendre compte de son expérience sans proposer d'alternative. C'est cependant l'espace créé par ce tiraillement entre deux principes de rangement qui non seulement rend possible une certaine mobilité du sans-toit au sein du territoire social, mais également assure l'espace nécessaire afin de brouiller l'ordonnement social qu'imposent ces deux imaginaires politiques. Il est possible d'en rendre compte à partir d'une resignification du terme « lutter » tel qu'il se présente au sein des discours « officiels » du mouvement des sans-toit du centre (MSTC).

Le thème de la lutte investit les tracts, pamphlets et discours officiels du MSTC comme c'est également le cas pour l'ensemble des organisations de sans-toit à São Paulo. La trame discursive est la suivante : une lutte pour les droits des plus démunis contre les privilèges d'une élite qui rend de moins en moins accessible le logement populaire dans la région centrale de São Paulo.

« *Com muita luta e organização, o povo faz valer os seus direitos*²²² ! » (*Luta por moradia*, MSTC, 2 novembre 2000). « *Prédios vazios e abandonados são os latifúndios improdutivo da cidade*²²³ ! » (*Luta por moradia*, MSTC, août 2000). « *Venha lutar ! Vamos transformar os prédios vazios em moradia popular*²²⁴ ! » (*Luta por moradia*, MSTC, août 2000). « *Luta contra os despejos e pelo direito à moradia*²²⁵ ! » (*Luta por moradia*, MSTC, août 2000). « *Sua moradia está pronta. Venha lutar por ela*²²⁶ ! » (*Luta por moradia*, février 2001).

Rosana, elle aussi, témoigne de son vécu à travers le thème de la lutte :

²²² Traduction libre : « Avec beaucoup de lutte et d'organisation, le peuple fait valoir ses droits! ».

²²³ Traduction libre : « Les immeubles vides et abandonnés sont les *latifúndios* improductifs de la ville ! ».

²²⁴ Traduction libre : « Viens lutter ! Nous allons transformer les immeubles vides en habitat populaire! ».

²²⁵ Traduction libre : « Lutte contre les évictions et pour le droit au logement! ».

²²⁶ Traduction libre : « Votre logement est prêt. Venez lutter pour lui! ».

« *A gente que é da classe mais baixa sempre está lutando para ter algo, né? Uma moradia, né? O que eu penso é isso. Mas o que eles (ricos) tiveram é porque eles lutaram, também, para conseguir aquilo, né?*²²⁷ » (A-3, #23).

Cet énoncé reprend d'abord le terme de la lutte (« *nous sommes toujours en train de lutter pour avoir quelque chose* ») au sens lui étant initialement donné par le MSTC (lutte pour revendiquer l'accès à un objet défini par le manque). Cependant, Rosana s'éloigne ensuite de ce premier sens pour affirmer que les riches, eux aussi, ont lutté pour avoir ce qu'ils ont. Ces énoncés refusent l'idée selon laquelle la lutte serait réservée aux plus démunis ou à une revendication qui demande l'acquisition d'un bien manquant. L'utilisation du *mais* joue dans ces énoncés le rôle implicite d'une réfutation d'un imaginaire politique selon lequel « seuls les pauvres luttent ». Il s'agit d'un *mais* argumentatif qui, comme le note Ducrot, réfère au mouvement « P mais Q » : « Oui, P est vrai ; tu aurais tendance à en conclure R ; il ne le faut pas, car Q²²⁸ ». Ainsi se résume l'argumentation avancée par Rosana : du fait de la précarité par laquelle la « classe la plus basse » est affligée, ces derniers luttent pour avoir quelque chose (P) ; certains concluent cependant que seuls les pauvres luttent (R) ; au contraire, il faut conclure que les riches, eux aussi, luttent (Q). « Q » étant présenté comme un argument plus fort pour « non R » que n'est « P pour R », Rosana l'exemple suivant qui supporte son argumentation :

« *A minha patroa tem condições, e mesmo assim às vezes ela tem dificuldade, entendeu? Financiarmente também. O que é o recurso deles? Empréstimo faz dívida alta e assim vai indo para poder pagar. Porque se eles tivessem condições, mesmo, não faziam nem empréstimo, não é verdade?*²²⁹ » (A-3, #25).

Cet exemple permet de faire la démonstration que les riches, eux aussi, luttent (non R). Mais quel sens donner à cette lutte qui, de ce fait, ne correspond plus tout à fait à la signification que lui donne le Mouvement ?

²²⁷ Traduction libre : « Nous de la classe la plus basse, nous sommes toujours en train de lutter pour avoir quelque chose. Un logement. C'est ce que je pense. Mais ce qu'eux (les riches) ils ont, c'est aussi parce qu'ils ont lutté, pour réussir cela, n'est-ce pas ? » (A-3, #23).

²²⁸ Oswald Ducrot, *Les Mots du discours*, Paris : Éditions de Minuit, 1980, p. 97. Cité dans Dominique Maingueneau, *op. cit.*, p. 238.

²²⁹ Traduction libre : « Ma patronne a les moyens et, malgré ça, parfois elle a des difficultés, tu comprends ? Financièrement aussi. Quel est leur recours ? L'emprunt fait des dettes élevées et ensuite il faut pouvoir payer. Si vraiment ils avaient les moyens, ils ne feraient même pas d'emprunt, n'est-ce pas vrai ? » (A-3, #25).

C'est une subversion du terme de la lutte que le récit de Rosana met en œuvre : « *eu quero lutar para ter o que é meu*²³⁰ » (A-3, #29), « *a gente não quer morar de graça, quer pagar. É isso, como a proposta de todo mundo, é pagar. Ninguém quer nada de graça*²³¹ » (A-3, #27). Alors que Rosana exprime un refus de loger gratuitement, la lutte signifie désormais « *vouloir payer [...], comme tout le monde* ». Cette resignification du terme de la lutte est rendue possible par la distance que crée l'entre-deux face à l'imaginaire politique du mouvement des sans-toit du centre (MSTC). Plutôt que de s'en remettre à un imaginaire politique unique pour décrire l'expérience de l'habiter au sein de la ville, Rosana témoigne d'une certaine volonté d'ancrage par l'entremise de cette subversion du terme de la lutte. En effet, cette manœuvre révèle une certaine volonté d'ancrage qui peut difficilement être partagée par la référence exclusive à l'un des deux principes de rangement mobilisés. Elle traduit une recherche d'ancrage au sein de la mégapole (« *lutter pour payer* ») tout comme de l'espace social (« *nous voulons payer, comme tout le monde* ») à travers l'emprunt de catégories et d'ensembles de significations qui appartiennent à des imaginaires politiques (principes de rangement) contradictoires. Payer semble être l'unique garantie de la permanence du toit. En effet, c'est le fait de ne pas payer de loyer qui empêche Rosana d'obtenir l'ancrage qu'elle désire avoir :

« *Não sabe se vai ficar ali (ocupação) ou não vai ficar, mas é um risco que corre, entendeu? Não é fácil, enfrenta polícia, não é fácil, né? [...] Quase morri, ia me jogar do terceiro andar, também, entendeu? [...]. Quando aconteceu essa ocupação. E estamos esperando, né? Estamos no aguardo, esperando uma moradia digna*²³² » (A-3, #27).

L'occupation constitue à la fois une voie d'accès à un meilleur ancrage tout comme une constante répétition de la menace d'un retour à la rue. Elle représente un *moyen* pour se fixer

²³⁰ Traduction libre : « Je veux lutter pour avoir ce qui est mien ». (A-3, Q #29)

²³¹ Traduction libre : « On ne veut pas habiter gratuitement, on veut payer. C'est ça, comme tout le monde, payer. Personne ne veut rien de gratuit » (A-3, #27).

²³² Traduction libre : « Tu ne sais pas si tu vas rester là (occupation) ou si tu ne resteras pas, mais c'est un risque que tu cours, tu comprends ? Ce n'est pas facile, tu affrontes la police, ce n'est pas facile, tu sais ? [...] Je suis presque morte, j'allais me jeter du 3^e étage, aussi, tu sais ? [...] Quand est arrivée cette occupation. Et nous attendons, tu sais ? Nous sommes dans l'attente, attendant un logement digne » (A-3, #27).

à un lieu sans toutefois pouvoir garantir cet enracinement. En possédant un toit, mais en vivant sous la constante menace de se retrouver à la rue, les sans-toit incarnent une situation « limite » : ils incarnent la recherche d'un équilibre qui prend la forme d'une oscillation entre différents principes de rangement ou imaginaires politiques. L'habiter des sans-toit reflète le caractère indéterminable de cette situation : bien que les sans-toit mettent en scène le refus de se fixer exclusivement à un imaginaire politique unique pour témoigner de leur vécu, un tiraillement entre des ensembles de signification contradictoires exprime toutefois l'obligation de faire référence à des imaginaires politiques pour se faire comprendre et entendre.

C'est en effet le paiement du loyer qui garantit un certain ancrage du côté des habitants de *cortiços*. L'ancrage, d'abord pensé dans son acception matérielle, peut être noté à partir de l'expression d'une certaine sédentarité de ces derniers au sein de la géographie urbaine. En effet, les trajectoires résidentielles offertes à travers les récits de ces derniers évoquent un parcours marqué par la sédentarité :

« vou completar agora, dia 18 de dezembro, 24 anos que eu estou aqui (Mooca). E 24 anos que eu estou na mesma empresa²³³ » (C-3, #13), « Pergunta : A senhora mora em cortiço faz quanto tempo ? Resposta : Então, é...14 anos [...]. Eu cheguei aqui (Mooca) há 14 anos²³⁴ » (C-1, #13), « Vim para cá...e cheguei e gostei, aí estou aqui até hoje. Tem 30 anos que eu moro aqui na Mooca, eu sou mais paulistano do que nordestino²³⁵ » (C-4, #13).

En rapportant avoir habité au sein du même quartier durant de nombreuses années, souvent même depuis leur arrivée à São Paulo, les habitants de *cortiços* témoignent d'un ancrage physique qui fait défaut aux sans-toit. En effet, Marco (A-2), qui habite l'occupation Mauá depuis un an et demi, témoigne de ce manque d'ancrage physique :

²³³ Traduction libre : « Ça va faire, le 18 décembre, 24 ans que je suis ici (Mooca). Et 24 ans que je suis dans la même entreprise » (C-3, #13).

²³⁴ Traduction libre : « Question : Il y a combien de temps que vous habitez dans les cortiços ? Réponse : Alors... 14 ans [...]. Je suis arrivé ici (Mooca) il y a 14 ans » (C-1, #13).

²³⁵ Traduction libre : « Je suis venue ici...et je suis arrivée, et j'ai aimé, je suis ici jusqu'à aujourd'hui. Il y a 30 ans que j'habite ici dans le quartier Mooca, je ne suis plus *paulistano* (personne originaire de São Paulo) que *nordestino* (personne en provenance du Nord-Est brésilien) » (C-4, #13).

« Eu morei em São Matheus, mas ja fazia parte do movimento de moradia uns anos atras, aí... já morei em um prédio na avenida Ipiranga [...] aí, da Avenida Ipiranga eu mudei para a Rua do Gasômetro, morei um mês, aí a gente foi despejado. Depois fui para...é, Vila formosa, em uma escola que a gente ocupou, ficamos três dias, aí fomos despejado também. Aí viemos para a Vinte Um de Abril, no Bresser, era uma ocupação também, aí ficamos um mês. Aí dali, como tinha muitas familias, a gente tinha que dividir e fomos ocupar o Banco do Banespa que fica ali na... Celso Garcia, aí morei quatro meses [...]. Olha a trajetória que foi a minha vida [...]. Aí depois eu vim para a Prestes Maia, morei mais quatro meses. Aí como estavatendo despejo [...] eu vim morar para cá...para Mauá²³⁶ » (A-2, Q #13).

Ainsi, bien que l'occupation soit présentée dans l'imaginaire des sans-toit en tant que voie vers l'acquisition d'un certain ancrage, elle ne saurait être l'équivalent de l'ancrage que procure le paiement du loyer. La question de l'ancrage ne doit cependant pas se limiter à la dimension d'une sédentarité géographique. L'ancrage, en tant que besoin d'enracinement dans la manière d'habiter l'urbain, est toujours aussi socio-spatial. L'ancrage ne saurait se limiter à l'aspect matériel de l'habitation : il est constitué d'un va-et-vient constant entre (1) le niveau d'enracinement conféré par l'habitation au sein de l'espace géographique urbain et (2) le niveau de mobilité (sociale et politique) rendu possible par certains positionnements au sein de l'espace social. Ainsi, en tant qu'absence d'ancrage au niveau de l'espace géographique urbain, le mode de vie des itinérants entraîne la recherche d'un ancrage social à partir d'une incorporation des catégories de l'ordre institué : dans l'urgence, on s'y fixe. L'occupation des sans-toit, elle, en tant que représentation d'une situation « limite », toujours ramenée à la frontière du partage entre l'absence de toit (menace d'expulsion) et son acquisition (habiter l'occupation), témoigne de la recherche d'un équilibre qui prend la forme, au niveau social, d'une oscillation entre différents imaginaires politiques. Cet « entre-deux » nous ramène à la *frontière* de l'habiter. Cette frontière caractérise ce positionnement

²³⁶ Traduction libre : « J'ai habité à São Matheus, mais je faisais déjà partie du mouvement pour le logement depuis quelques années avant, puis...j'ai déjà habité un immeuble de l'Avenue Ipiranga [...] puis, de l'Avenue Ipiranga je suis déménagé à la rue Gasometro, j'y ai habité un mois, puis nous avons été mis à la porte. Après j'ai été...oui, Vila Formosa, dans une école que nous avons occupée, nous y sommes restés trois jours, et nous avons été mis à la porte encore. Puis nous sommes venus sur la rue Vinte Um de Abril, dans le quartier Bresser, c'était une occupation aussi, là nous sommes restés un mois. Puis, de là, comme il y avait plusieurs familles, nous avons dû diviser et nous sommes allés occupé la Banco do Banespa qui se trouve là...sur la rue Celso Garcia, là j'ai habité trois mois [...]. Regarde la trajectoire qu'a été ma vie [...]. Puis après je suis venu au Prestes Maia (occupation), j'y ai habité quatre mois. Puis, comme nous avons été mis à la porte [...] je suis venu habiter ici... dans Mauá » (A-2, #13).

qui, d'un côté, est menacé par le risque quotidien de perdre son habitation – l'absence d'habitation se traduisant chez les itinérants par l'inhabitable – et de l'autre, se présente comme voie permettant l'accès à un meilleur ancrage socio-spatial (obtention d'un logement régularisé).

CONCLUSION

L'habiter réfère à une réalité socio-politique qui, par son caractère indéterminable à partir d'un seul imaginaire politique, met au jour certains maux sociaux pouvant difficilement être récupérés à travers les discours institués (que ce soit ceux des différentes organisations de sans-toit ou bien encore des partis politiques). Non seulement devient-il possible de rendre compte d'une contestation indirecte au discours du MSTC à travers la re-signification du terme « lutter », mais cette manœuvre permet également de mettre l'accent sur le mode à partir duquel opère le politique : il ne saurait se résumer à l'institution autonome d'ensemble de significations faisant totalement rupture avec les imaginaires politiques institués. L'analyse de l'habiter permet de dresser les contours d'un horizon socio-politique urbain qui, chez des sans-toit comme chez des itinérants, met en scène une représentation des rapports de force qui structurent le social qu'il n'est pas possible de repérer uniquement à partir d'une analyse des discours institués.

La topographie sociale mise de l'avant par chacun des deux groupes détermine la réalité sociale ainsi que les actions qui sont possibles. En refusant d'opposer directement « pauvre » et « riche », des sans-toit permettent d'évoquer le processus d'égalité qui, chez Rancière, permet de brouiller l'ordonnement des places et permet une redéfinition du pensable. De manière inverse, des itinérants accentuent la hiérarchisation sociale en offrant une topographie sociale qui défend l'ordonnement des places attribuées par l'imaginaire social institué. L'état d'urgence dans lequel l'itinérant se trouve à être plongé est toujours évoqué en rapport avec l'absence d'habitation ou de « refuge ». Cette situation entraîne chez l'itinérant un refus de reconnaître à sa parole une portée politique, c'est-à-dire une capacité à redéfinir le pensable par sa manière d'agencer, de contester ou de s'approprier différentes catégories de rangement. À l'opposé, l'habitant du *cortiço*, lui, conteste directement la

catégorie du « pauvre » (« *il y a beaucoup de monde qui disent "pauvre". Pauvre, personne ne l'est, n'est-ce pas ? Nous sommes de la basse classe, ce n'est pas vrai ?* » (C-4, #14). Le sans-toit, dont l'occupation se situe quelque part entre le déracinement qui afflige l'itinérant et l'ancrage caractérisant la sédentarité de l'habitant de *cortiço*, témoigne de son vécu à travers les catégories de « riche » et de « pauvre », mais par l'entremise d'une stratégie discursive autorisant un positionnement intermédiaire du locuteur. Or, comme Rosana l'évoque, cet « entre-deux » traduit une souffrance liée à la nature même de l'occupation. L'occupation offre un meilleur ancrage que l'abri de carton que détient l'itinérant, mais, contrairement au *cortiço*, expose ses habitants au risque permanent d'un avis d'éviction.

CONCLUSION

Le 19 août 2004, six itinérants perdent la vie aux mains d'un escadron de la mort au centre-ville de São Paulo. Dans la nuit du 25 mars 2007, des dizaines de personnes enfoncent la porte cadenassée du 304 rue Mauá pour y trouver demeure. Ces types d'événements sont quotidiens à São Paulo. Chacune de leur occurrence doit nous rappeler l'aspect social de l'habitat. L'existence sociale est assurée par l'entremise de ce dernier. Devant l'itinérant se dresse un espace hostile et inhabitable qui constamment menace son existence. Le sans-toit, lui, bâti son existence sur les limites même de l'habiter. En pénétrant au sein de l'immeuble qui abritait jadis l'hôtel Santos Dumont, c'est une lutte pour « être-présent-au-monde-et-à-autrui », comme l'évoquait Heidegger, qui se trouve à être entamée. *L'habiter* est au coeur des luttes politiques qui caractérisent la vie urbaine contemporaine.

Ce mémoire avait d'abord pour objectif de nous situer dans le contexte spatial particulier de la « ville-globale ». Le fait que notre époque soit marquée par l'urbanisation planétaire rend essentiel de circonscrire les mutations et les impasses auxquels sont confrontées les grandes villes contemporaines. En concentrant les centres de décision d'une économie mondiale qui promet progrès et prospérité, les grandes villes se projettent comme vecteurs de l'intégration des populations au sein de cette économie. Cette image de la « ville-globale » conduit nécessairement au pouvoir d'attraction qu'exercent les grandes villes tant sur les populations riches que paupérisées. En effet, qui refuserait de profiter des bienfaits que promet la nouvelle économie des technologies et de l'information ? Or, tout en regroupant les centres de décision de l'économie mondiale, les mégapoles concentrent aussi de populations qui quotidiennement luttent pour survivre. Se trouvant en marge des réseaux qui structurent l'économie mondiale, ces dernières cherchent à travers la mégapole une manière d'étaler leur misère pour du moins ne pas mourir ignorés dans les lieux qu'évitent soigneusement les réseaux de la nouvelle économie communicationnelle.

Durant la période de 2000 à 2005, le taux de croissance de la population urbaine des pays dits « développés » est de 0,52%, alors qu'il est de 4,31% pour les pays dits « moins

développés »²³⁷. Au sein de l'hémisphère sud, l'ampleur des phénomènes sociaux liés à l'explosion de la population urbaine s'en trouve ainsi multipliée. En effet, depuis les années 1980, l'accès de plusieurs mégapoles du sud au statut de « joueur clé » au sein du réseau économique mondial engendre, au plan local, une croissance urbaine particulièrement rapide et désordonnée réunissant les laissés-pour-compte au sein de bidonvilles qui engraisent les périphéries des grandes villes et projettent l'image d'une existence misérable. En tant que capitale financière de l'Amérique latine, São Paulo fait figure d'exemple. La ségrégation spatiale dans les habitats permet de rendre explicite une série d'écarts et de tensions sociales plus complexes que vivent au quotidien les citoyens. Le déficit en logement qu'engendre l'explosion de la population urbaine se présente chez les populations paupérisées comme violence « contre le citoyen qui est, à chaque instant, empêché d'occuper un espace à l'abri de la pluie et du froid [du fait d'une] guerre pour l'espace, et particulièrement [d'une] guerre pour le logement²³⁸ ». Fragilité, précarité et urgence de s'abriter sont les premiers éléments qui nous viennent à l'esprit lorsqu'il s'agit de caractériser l'architecture de l'habitation urbaine paupérisée. Au Brésil, cette dernière prend diverses formes. Nous pouvons évidemment penser à l'emblématique « baraque » des favelas, mais aussi à l'habitation extrêmement éphémère des itinérants, aux espaces contigus et insalubres des *cortiços* ou bien encore à l'occupation qui, à São Paulo, fait partie du paysage quotidien de la ville. Ces différents types d'habitat traduisent la nécessité fondamentale d'habiter qui, comme le note Thierry Paquot, est le propre de l'être humain.

C'est sur cette nécessité que le mouvement des sans-toit prend appui afin de dévoiler la violence qui afflige les citoyens victimes du déficit en logement. Une sans-toit nous rappelle que le droit au logement, c'est-à-dire celui d'avoir un chez-soi où s'abriter des hostilités que présente son environnement est reconnu en tant que droit social par l'article 6 de la Constitution de la République fédérative du Brésil de 1988. Cette dernière rappelle qu'après avoir identifié un malaise social, le propre du mouvement social, tout comme celui du mouvement des sans-toit, est de tenter de s'imposer en tant qu'acteur sur la scène

²³⁷ Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, *Perspectives de l'urbanisation mondiale. Révision 2003*, New York, 2004.

²³⁸ Maria Adélia de Souza, *São Paulo: ville mondiale et urbanisme français sous les tropiques*, Paris: L'Harmattan, 1998, p. 143.

politique à partir d'un langage des droits et des revendications. Son rôle politique est souvent analysé à partir de sa dynamique protestataire. Or, par l'adoption d'une telle dynamique, le mouvement des sans-toit ne saurait pouvoir acheminer qu'un type limité de maux sociaux. Les souffrances sociales liées à la nécessité de l'habiter ne peuvent entièrement être contenues au sein d'un langage des droits et des revendications. En effet, comment revendiquer une souffrance qui émerge de l'impossibilité même à témoigner de son vécu autrement que par l'entremise d'imaginaires politiques institués ?

C'est en proposant un cadre conceptuel autour des notions de l'imaginaire et de l'habiter que ce mémoire a permis d'offrir un renouvellement dans la lecture du mouvement des sans-toit, mais aussi de notre manière d'aborder la dynamique politique au fondement de la ville.

Tout comme l'habitation ne se résume pas à sa composante matérielle, la nécessité d'habiter dépasse le besoin de trouver refuge aux intempéries. L'habitation est composée d'ensembles de significations qui définissent sa manière d'*être* au sein d'une société donnée. Ces significations contribuent au déploiement de ses habitants au sein de l'ordre qui structure l'espace social. Ainsi, non seulement l'habitation exprime son caractère profondément social, mais habiter réfère désormais à une manière de se positionner au sein du territoire social. Les paramètres qui définissent notre existence politique – c'est-à-dire notre capacité de négocier avec les différents principes de rangement présent au sein de l'univers social – dépendent de ce même positionnement. Nous avons pu le constater avec les itinérants pour qui la mobilité sociale relève de l'irréel. Contrairement à ces derniers, les sans-toit évoquent l'occupation comme élément autorisant une telle mobilité. C'est donc par l'entremise de la nécessaire mobilisation de différents imaginaires politiques pour témoigner de notre réalité sociale que l'habiter devient saisissable.

L'habitat véhicule des significations imaginaires sociales alors que l'habiter, lui, réfère à l'exigence de se situer au sein du territoire social pour assurer son existence politique. En effet, l'existence politique découle de cette capacité à redéfinir le pensable à partir d'un positionnement social précis. L'on observe ce dernier à partir de la manière par

laquelle l'individu mobilise au sein de son discours les différents ensembles de significations sociales qui, au sein du discours social, sont attribuées à l'habitat. En se portant à la défense de la hiérarchisation sociale instituée, l'itinérant ne réussit pas à assurer cette existence politique : l'absence d'habitat a pour effet d'abandonner l'itinérant à une situation qui non seulement menace sa vie, mais à laquelle il n'est pas possible de faire face. Plutôt que d'adopter un positionnement social lui permettant d'affronter cette situation, l'itinérant témoigne de son existence comme subordonnée à une réalité sociale immuable. Or, la redéfinition du pensable n'apparaît jamais de manière entièrement autonome et radicale. Elle n'a pas de statut nécessairement clair et définissable. Il s'agit d'une constante négociation à partir des ensembles de significations institués. L'entre-deux des sans-toit permet d'en saisir les principaux aspects.

En se constituant comme voie permettant d'accéder à son propre logement, mais en brandissant de manière permanente sur ses habitants la menace de l'expulsion, l'occupation favorise un positionnement social intermédiaire. Ses habitants ne sont pas riches, mais provenant tous de milieux paupérisés, ces derniers prétendent que l'occupation améliore leur situation. Sans totalement posséder de chez-soi, ils sont sauvés de l'existence misérable qu'expérimentent les itinérants. Tout en laissant entrevoir la possibilité d'une mobilité au sein de l'espace social, le discours de ces derniers se démarque de celui du Mouvement : la principale difficulté d'habiter l'occupation provient du tiraillement même que provoque l'entre-deux. L'on n'adhère ni totalement au principe de rangement mis de l'avant par le Mouvement, ni à celui de l'ordre institué. Malgré cela, le sans-toit ne propose pas de principe de rangement alternatif. C'est en constatant l'absence de ce dernier que ce mémoire rend compte de la complexité qui caractérise le politique comme autonomie. En se situant sur la frontière même de l'habiter, c'est-à-dire entre un retour à la rue et l'acquisition d'un logement, mais aussi entre la défense d'un ordre social immuable et la remise en question complète de ce dernier, les sans-toit révèlent le cœur des enjeux politiques qui modèlent les grandes villes contemporaines. Par une étude des sans-toit non pas à travers leur dynamique revendicative, mais plutôt à travers le concept philosophique de l'habiter, ce mémoire contribue à circonscrire certains des défis et des impasses qui accompagnent l'urbanisation planétaire.

« Habiter » construit l'existence politique des citoyens. Il est constamment mis au défi au sein des espaces de la mégapole. À São Paulo, on en rend compte par la présence de bâtiments si imposant qu'ils rendent muets ceux qui devraient y raconter la misère de *leur* monde. D'autres immeubles sont vides et tournent le dos à ceux qui n'ont aucun endroit pour se réfugier. Il y a également les itinérants qui ne se fixent que sur leurs mains tendues que personne ne veut saisir. Les plans d'urbanisme sont bien souvent bureaucratiquement décidés, mais impossibles pour les citoyens qui devront les accepter. Au sein de l'économie des nouvelles technologies, São Paulo brille de ses constructions modernes. Mais comment se contenter de ces constructions qui bien souvent se résument à l'inhabitable chez les laissés-pour-compte ? Le mouvement des sans-toit tente de s'y opposer. Mais le malaise de l'habiter ne se résume pas à la lutte pour l'accès au logement. Sous la pression de la « ville-globale », il concerne le *devenir-urbain de l'être*. C'est en tentant de saisir l'essence d'un tel phénomène qu'en proposant l'étude du cas des sans-toit de São Paulo ce mémoire vise à élargir les horizons permettant de penser une urbanisation planétaire qui n'est pas prête de ralentir.

BIBLIOGRAPHIE

AGAMBEN, Giorgio. *Homo sacer 1. Le pouvoir souverain et la vie nue*, Paris : Seuil, 1997, 213p.

ALVAREZ, Sonia, Evelina Dagnino et Arturo Escobar (sous la dir.), *Cultures of Politics, Politics of Cultures*, Colorado : Westview Press, 1998, 459p.

ASCHER, François, «Dynamiques métropolitaines et enjeux socio-politiques», *Futur Antérieur*, Vol. 29, 1995, [En ligne], mis en ligne en septembre 1995.

BAKHTINE, Mikhail. *Esthétique de la création verbale*, Paris : Gallimard, 1984, 400p.

BAUDOIN, Thierry. «La ville, nouvel espace productif de la mondialisation», *Futur Antérieur*, Vol. 30, 1995, [En ligne], mis en ligne en janvier 1996.

BÉLANGER, Anouk, « Montréal vernaculaire/ Montréal spectaculaire : dialectique de l'imaginaire urbain », *Sociologie et sociétés*, vol. 37, no 1, 2005, pp. 13-34.

BEAUCAGE, Pierre. « Bolivie: La peur, la violence et la construction fragile du bonheur en milieu rural et urbain populaire », *In André Corten (Sous la Dir.), La violence dans l'imaginaire latino-américain*, Paris-Québec: Éditions Karthala – PUQ, 2009, pp. 145-162.

BERTAUX, Daniel. *L'enquête et ses méthodes : Le récit de vie*, Paris : Armand Colin, 2005, 126p.

BELL, Daniel. *The coming of post-industrial society*, New York : Basic books, 1973, 507p.

BENFORD, Robert et David Snow, « Framing processes and Social Movements. An overview and assesment », *Annual Review of Sociology*, vol. 26, 2000, pp. 611-639.

BOURDIEU, Pierre. *La distinction : critique sociale du jugement*, Paris : Éditions de Minuit, 1979, 670p.

_____. *Le sens pratique*, Paris : Éditions de Minuit, 1980, 475p.

_____. *La domination masculine*, Paris : Éditions du Seuil, 1998, 142p.

CAIDO, Aurilio Sérgio et Sarah Monteiro dos Santos. «Fim da dicotomia rural-urbano? Um olhar sobre os processos socioespaciais». *São Paulo Perspectiva*, vol.17, no.3-4, juillet 2003 pp. 115-124.

CANCLINI, Néstor García. « Villes-spectacles et villes-paranoïaques », *Sociologie et sociétés*, vol 37, no. 1, 2005, pp. 151-170.

_____. *Imaginarios urbanos*, Buenos Aires : Eudeba, 2005, 149p.

_____. « Mexico city 2010. Improvising globalization », In *Other cities, other owrls. Urban imaginaries in a globalizing age*, London : Duke University Press, 2008, pp. 79-95.

CASTELLS, Manuel. *La société en réseaux*, 2^e édition, Paris : Fayard, 2001, 672p.

CALDEIRA, Teresa Pire do Rio. *Cidades de muros : Crime, segregação e cidadania em São Paulo*, São Paulo : EDUSP et Editora 34, 2000, 399p.

CASTORIADIS, Cornelius. *L'institution imaginaire de la société*, Paris : Éditions du Seuil, 1975, 538p.

CEFAI, Daniel et Danny Trom, « Le legs de l'École de Chicago à la théorie de l'action collective, Entretien avec David Snow », *Politix*, volume 13, no 50/2000, pp. 151-162.

CHARAUDEAU, Patrick et Dominique Maingueneau. *Dictionnaire d'analyse du discours*, Paris : Seuil, 2002, 661p.

CORTEN, André. *Discours et représentation du politique*, (version française de «Discurso e Representação do Politico»). In Indursky, Freda, Leandro Ferreira, Maria Christina (eds.), *O multiplo territorio da analise do Discurso*, Porto Alegre, Editora Sagra Luzzato, 1999, pp. 37-52.

_____ et Anne Élizabeth Côté (sous la dir.). *La violence dans l'imaginaire latino-américain*, Québec : Presses de l'Université du Québec; Paris : Karthala, 2009, 421p.

DABÈNE, Olivier. *Exclusion et politique à São Paulo*, Paris : Karthala, 2006, 243p.

Da SILVA, Ana Amélia, «Reconnaissance d'un problème public, conquête d'un droit social: Les mouvements des «sans-toits» dans les villes brésiliennes», *Mana*, no 7, mai 2000, pp. 11-130.

DAVIS, Mike. *Le pire des mondes possibles*, Paris : La Découverte, 2006, 249p.

DEAR, Michael, «Prendre Los-Angeles au sérieux: temps et espace dans la ville post-moderne», *Futur Antérieur*, Vol. 29, 1995, [En ligne], mise en ligne en septembre 1995.

DEFFONTAINES, Pierre. *L'homme et sa maison*, Paris : Gallimard, 1972, 254p.

De SOUZA, Maria Adélia. *São Paulo: ville mondiale et urbanisme français sous les tropiques*, Paris: L'Harmattan, 1998, 163p.

DURAND, Gilbert. *L'imagination symbolique*, Paris: Presses universitaires de France, 1964, 132p.

FELSTINER, William, Richard ABEL et Austin SARAT, « The Emergence and Transformation of Disputes : Naming, Blaming, Claiming... », *Law and Society Review*, Vol. 15, no. 3, 1981, pp. 631-654.

FERRAROTTI, Franco. *Histoire et histoire de vie : La méthode biographique dans les sciences sociales*, Paris : Méridiens Klincksieck, 1990, 195p.

FOUCAULT, Michel. *L'ordre du discours*, Paris : Gallimard, 1971, 81p.

GOIRAND, Camille. *La politique des Favelas*, Paris : Éditions Karthala, 2000, 373p.

GOHN, Maria da Gloria. *Movimentos sociais e luta pela moradia*, São Paulo: Éditions Loyola, 1992, 190p.

_____. *Conselhos gestores e a participação sociopolítica*, São Paulo : Cortez, 2001, 120p.

GONÇALVEZ, Jean. *Ocupar e resistir : problemas da habitação no centro pós-moderno*, São Paulo : mémoire en géographie humaine présenté à la Faculté de philosophie, lettres et sciences humaines de l'Université de São Paulo (USP), 2006, 197p.

GULDIN, Gregory. *What's a Peasant to Do ? Village becoming Town in Southern China*, Boulder, 2001, 312p.

HEIDEGGER, Martin., « Bâtir habiter penser », In *Essais et conférences*, Paris : Gallimard, 1958, pp. 170-193.

KOWARICK, Lucio. « Areas centrais de São Paulo : Dinamismo Econômico, Pobreza e Políticas », *Lua Nova* : São Paulo, No. 70, 2007, pp. 171-211.

LABOV, William. *Le parler ordinaire*, Paris : Éditions de Minuit, 1978, 520p.

LE BON, Gustave. *Psychologie des foules*, Paris: Presses universitaires de France, 1963, c1895, 130p.

LEFEBVRE, Henri. *Le droit à la ville : suivi de espace et politique*, Paris : Éditions Anthropos, 1968 et 1972, 281p.

LEVY, Charmain. « The Housing Movement in the City of São Paulo: Crisis and Revival » in Michel Duquette et al., *Collective Action and Radicalism in Brazil: Women, Urban Housing, and Rural Movements*, Toronto, University of Toronto Press, 2005, pp. 97-129.

_____. « Brazilian Urban Popular Movements: The 1997 Mobilization of the Inner-city Slum Movement in São Paulo », *Studies in Political Economy*, No 85, 2010, pp. 1-32 (à paraître).

MAINGUENEAU, Dominique. *L'analyse du discours politique*, Paris: Hachette, 1991, 267p.

MARCUSE, Peter et Ronald Van Kempen (Ed.). *Globalizing Cities*, Oxford: Blackwell, 2000, 318p.

MARICATO, Ermínia. «Urbanismo na periferia do mundo globalizado: metrópoles brasileiras». *São Paulo Perspectiva*, vol.14, no.4, octobre 2000, pp. 21-33.

MCCARTHY, John et Mayer Zald, « Resource Mobilization and Social Movements : a Partial Theory », *American Journal of Sociology*, vol. 82, 1977, pp. 1212-1241.

MELUCCI, Alberto. *Challenging Codes : Collective Action in the Informational Age*, Cambridge : Cambridge University Press, 1996, 441p.

MOLINA SERRANO, Vanessa. *Entre sens et expression*, Montréal : Mémoire de maîtrise en science politique (UQAM), 2007, 147p.

MOREIRA, Antonio. *Gouvernance urbaine de l'habitat: réalité ou rhétorique? Le conseil du fonds municipal du logement à São Paulo*, Montréal: Thèse de doctorat en études urbaines (UQAM), 2006, 348p.

MIAGUSKO, Edson. *Movimentos de moradia e sem-teto em São Paulo*, São Paulo : Thèse de doctorat en Sociologie à l'Université de São Paulo (USP), 2008, 241p.

NEVEU, Érik. *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris : La Découverte, 2005, 125p.

NORDMANN, Charlotte. *Bourdieu/ Rancière : La politique entre sociologie et philosophie*, Paris : Éditions Amsterdam, 2008, 237p.

OBERSCHALL, Anthony. *Social Movements : Ideologies, Interests and Identities*, New Brunswick, N.J. : Transaction Books, 1993, 403p.

PAILLÉ, Pierre. *La méthodologie qualitative : postures de recherche et travail de terrain*, Paris : Armand Colin, 2006, 238p.

PAQUOT, Thierry et Patrick Baudry (sous la dir.). *L'urbain et ses imaginaires*, Pessac : Maison des sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2003, 121p.

_____, Michel Lussault et Chris Younès (sous la dir.). *Habiter, le propre de l'être humain : villes, territoires, philosophie*, Paris : Éditions la Découverte, 2007, 379p.

PENAFIEL, Ricardo. «Le rôle politique des imaginaires sociaux : quelques enjeux théoriques autour de leur conceptualisation», *Politique et sociétés*, Vol. 27, no. 1, 2008, pp. 99-128.

RANCIÈRE, Jaques. *Aux bords du politique*, Paris : Osiris, 1990, 112p.

SACHS, Céline. *São Paulo: Politiques publiques et habitat populaire*, Paris: Éditions de la maison des sciences de l'homme, 1989, 267p.

SASSEN, Saskia. *La ville Globale: New York, Londres, Tokyo*, Paris: Descartes, 1996, 530p.

SEGAUD, Marlon, Jaques Brun et Jean-Claude Driant (sous la dir.). *Dictionnaire critique de l'habitat et du logement*, Paris : Armand Colin, 2003, 451p.

Suplicy, Marta et Jilmar Augustinho Tatto – Município de São Paulo, *Sumario de dados 2004*, São Paulo : Secretaria do governo da prefeitura de São Paulo, 2004, 394p.

TASCHNER, Suzana et Lucia Bogus, « São Paulo: o caleidoscopio urbano». *São Paulo Perspectiva*, vol.15, no.1, janvier 2001, pp. 31-44.

TILLY, Charles. *From mobilization to Revolution*, New-York : Random House, 1978, 349p.

TOURAINÉ, Alain. *La société post-industrielle*, Paris: Denoel, 1969, 315p.

_____. *La voix et le regard : sociologie des mouvements sociaux*, Paris : Librairie générale française, 1993, 318p.

UN Habitat, *The Challenge of Slums – Global Report on Human Settlements*, 2003

VALLA, François. *L'homme et l'habitat. L'invention de la maison durant la préhistoire*, Paris : CNRS Éditions, 2008, 143p.

WHITAKER, João Sette Ferreira. *O mito da cidade-global : O papel da ideologia na produção do espaço urbano*, São Paulo : Editora Vozes, 2007, 248p.

WUNENBURGER, Jean-Jacques. *Imaginaires du politique*, Paris : Ellipses, 2001, 119p.

APPENDICE: A

Universidade do Quebec em Montreal -
(Quebec, CANADÁ)

Moradia na megálopoie e ações sociais

Como compreender a dinâmica social da megálopoie do ponto de vista dos sem-teto, moradores de rua e moradores de bairros pobres

Este questionário se divide em quatro partes:

- 1) A primeira parte consiste em perguntas de identificação geral (por exemplo: idade, lugar de nascimento...).
- 2) Na segunda parte nos concentraremos em temas que dizem respeito às lembranças de infância e experiência de moradia na cidade.
- 3) A terceira parte consiste em perguntas sobre a vida diária e a política na cidade.
- 4) Na última parte faremos perguntas de opinião.

As respostas deste questionário são totalmente anônimas.
NÃO PERGUNTAR O NOME DA PESSOA ENTREVISTADA
Em qualquer momento você pode me dizer se não quiser responder a pergunta,
e passaremos à seguinte

Hora de começo da entrevista: _____

PRIMEIRA PARTE : IDENTIFICAÇÃO GERAL

1. Qual é o seu lugar de residência?
2. Qual é o seu lugar de nascimento?
3. Se não for a mesma cidade, em que ano chegou aqui ?
4. Quando você chegou na ocupação / no bairro / na rua ?
5. Sexo?
6. Qual é a sua idade?
7. Qual é o seu nível de escolaridade?
8. Qual é a sua ocupação habitual?
9. Ocupação principal do seu pai (se faleceu ou aposentado, qual era o seu trabalho)?
10. (Se tiver esposo/a) Ocupação principal do seu esposo/a?
11. O (a) senhor/a tem família no estrangeiro?
Se responder Sim, qual é a relação de parentesco que tem/têm com o senhor/a

SEGUNDA PARTE : LEMBRANÇAS DE INFÂNCIA E EXPERIÊNCIAS SOBRE A MORADIA NA CIDADE

Nesta parte, o entrevistador tentará obter histórias. Para dar um novo impulso à história, pode-se retomar algumas palavras da resposta. Também pode-se acrescentar “Me conta” quando é necessário. **CUIDADO!** Deve-se respeitar os silêncios da pessoa entrevistada.

O entrevistador tem que pedir a autorização para gravar a entrevista (essa autorização tem que ser gravada).

CUIDADO! O entrevistador não deve perguntar o nome do entrevistado. Se não for possível gravar a entrevista, anotar as respostas como são ditas. (Levar em conta que estas entrevistas não serão contabilizadas nas quotas de entrevistas.)

13	Conte-me um pouco da sua vida. Como chegou aqui ?
14	Qual é a lembrança mais antiga do seu bairro e da casa onde você morava quando criança ? a) Como era a sua casa ? b) Era diferente da dos outros ?
15	Você se mudou quando criança ? a) Se sim, para onde foi ? b) Como era esta outra moradia (melhor/pior) ?
16	Quais são as suas lembranças dos bairros próximos ao seu ? a) Como eram as casas ?
17	Você se sentia seguro na sua casa ?

18	Até agora falamos somente de lembranças de infância. Há mais alguma coisa que gostaria de acrescentar ?
19	Você já foi impedido/a de ocupar um lugar onde poderia se proteger da chuva ou do frio ?
20	Você já foi impedido/a de entrar na sua casa ? a) Se sim, como a situação mudou ?
21	Se você tivesse condições, aceitaria de morar em uma mansão ? Porque ?
22	Já aconteceu de você se perder na cidade ? Como foi ?
23	Na sua opinião, qual é a maior diferença entre uma casa de bairro pobre e a de bairro rico ?
24	Ja sentiu falta de alguma coisa nas casas onde você morou ? a) Se sim, do quê ?
25	E nas casas de pessoas ricas, você acha que falta alguma coisa ? b) Se sim, o que ?
26	Já aconteceu você entrar em uma casa de ricos ? a) Se sim, você se comportou de maneira diferente ? Se não, qual foi o contato mais próximo que você ja teve com casa de ricos ?

27	Na sua opinião, como as pessoas ricas vêem as favelas / ocupações / moradores de rua?
----	---

TERCEIRA PARTE: VIDA DIÁRIA E POLÍTICA NA CIDADE

28	Conte-me como é um dia comum na ocupação / favela / rua ?
29	Qual é a maior dificuldade da vida na ocupação / rua / no bairro pobre ?
30	<p>Já participou de algum programa de ajuda do governo para a moradia?</p> <p>a) Se sim, acha que estes programas atendem aos seus desejos e necessidades?</p>
31	<p>Pensa que o prefeito/a recém eleito (Kassab) mudara alguma coisa ?</p> <p>a) Se não, quem pode ajudar a mudar a sua condição de moradia ?</p>
32	A política pode melhorar a sua condição de moradia ?
33	Como você vê as organizações como o Movimento dos Sem-Terra, Sem Teto, Rede rua...?
34	<p>Hoje em dia, ainda é possível combater as injustiças em relação à moradia?</p> <p>a) Como ?</p> <p>Se não, por quê ?</p>
35	Quem é o responsável por essas injustiças ?

36	No que a sua participação em uma invasão de terreno/predio (se já participou) pode ajudar a situação da moradia ?
37	Qual é a conduta da polícia em relação às ocupações/moradores de rua/bairros da periferia?
38	Você já teve alguma experiência negativa com a polícia?
39	Você já foi abordado pela polícia ?
40	Você já enfrentou a polícia ?
41	Qual a sua opinião a respeito do recente confronto entre as polícias ?

QUARTA PARTE: PERGUNTAS DE OPINIÃO

ENUNCIADOS DE OPINIÃO			
De acordo Em desacordo Sem Opinião			
Na seqüência, estão 11 frases. Elas são relacionadas ao que acontece na sua cidade. Você deve me dizer se concorda (A) com elas, se discorda (D) delas ou se não tem opiniao (s/o) sobre o assunto. Em seguida, explique sua resposta.			
42	Todos têm a casa que merece.	A	D s/o
43	Os políticos e os ricos controlam a cidade.	A	D s/o
44	Todo mundo pode circular livremente por qualquer bairro.	A	D s/o
45	Tanto os pobres quanto os ricos sofrem com problemas habitacionais.	A	D s/o

46	Hoje em dia, as leis se aplicam da mesma maneira aos ricos, pobres, poderosos e humildes.	A	D	s/o
47	Os bairros ricos estão protegidos da polícia.	A	D	s/o
48	O lugar do pobre é na periferia.	A	D	s/o
49	Os bairros ricos garantem a prosperidade da cidade.	A	D	s/o
50	Os modos de funcionamento da cidade têm aparência de ditadura.	A	D	s/o
51	Hoje em dia, o movimento popular poderia derrubar uma ditadura.	A	D	s/o
52	Se poderia dizer que, desta vez, o presidente nos compreende de verdade.	A	D	s/o

Horario de término da entrevista: _____